

cahiers

LEON TROTSKY



Gary Tennant Le Partido Bolchevique Leninista et la révolution des années 30

Bruno Guigue Le procès du communisme

Aleksei V. Goussev L'Opposition de gauche dans les années 30

Pierre Broué Du nouveau sur les crimes de Staline

72

décembre 2000

Revue trimestrielle Institut Léon Trotsky

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *OEuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son OEuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Gilles Vergnon, secrétaire,
Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex

Administration des *Cahiers* :

Luc Aujame, 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle

ABONNEMENT

Abonnement de soutien : 300 F, 350 F et plus

Etudiants :

demi tarif pour les moins de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

• France : 4 Nos (1an) 150 F

Particuliers :

• France : 4 Nos (1an) 300 F

• France : 8 Nos (2ans) 600 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 350 FF

• Etranger : 8 Nos (2ans) 700 FF

Institutions :

• France : 4 Nos (1an) 400 F

• France : 8 Nos (2 ans) 800 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 450 FF

• Etranger : 8 Nos (2 ans) 900 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de **50 frs pour les abonnés** (prix public de 80 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs français sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international,

sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change)

et tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*

par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de ILT

à adresser à Luc Aujame - 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle, France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Pierre Broué

cahiers LEON TROTSKY

n° 72

Décembre 2000

Présentation 3

ARTICLES ET ÉTUDES

Gary Tennant

— Le Partido Bolchevique Leninista et la Révolution des années 30 5

Bruno Guigue

— Le procès du communisme 59

Aleksei V. Goussev

— L'Opposition de gauche du parti communiste soviétique dans la première moitié des années 30 71

Pierre Broué

— Du nouveau sur les crimes de Staline 103

SOUVENIRS

Pierre Broué

— Trotsky, soixante ans après 109

Raoul Faure

— Souvenirs 113

Erwin H. Ackerknecht

— Souvenirs sur Trotsky 115

NOTES DE LECTURE

— Ryszard Kapuscinski, *Imperium* 121

COURRIER 127

LES DÉPARTS

— Raymond Gorin 128

Photo de couverture : Ramòn Grau San Martín (1887-1969), président de Cuba en 1933-34 – voir l'article de Gary Tennant

Présentation

Nous poursuivons ici la série des articles de **Gary Tennant** sur les trotskystes cubains et espérons toujours convaincre l'historien cubain Rafael Soler Martinez, auteur d'une thèse sur cette question, de nous confier un texte et de participer à une discussion. Ou bien est-il de ceux qui organisent le blocus contre eux-mêmes ?

Bruno Guigue termine ici la série des remarquables analyses qu'il nous a données. Nous sommes heureux de lui rendre son nom qu'un confrère sympathique et néanmoins malchanceux a malencontreusement transformé – manque de chance – en « guigne » !

Alekséi Goussev travaille toujours sur l'Opposition de gauche russe et explore ici une zone où il y a eu encore peu de voyageurs et d'enquêteurs. Pierre Broué nous fait remarquer que, jusqu'à présent, il n'y avait qu'un lecteur américain (Arch.J. Getty) et un Russe (Rogovine) qui avaient lu ses écrits sur le « Bloc des oppositions ». Alekséi Goussev est le troisième. Voilà Broué désormais reconnu ?

Il nous a, en attendant mieux, donné des extraits des informations parues dans les célèbres papiers de Mitrokhine sur le GPU, qui sont neuves pour nous. Bien entendu, ni lui, ni nous ne nous portons garants. Nous citons seulement.

Enfin un lecteur qui signe par un pseudo, mais que nous connaissons, ajoute sa pierre à un gros tas pour le lynchage moral, mais pas médiatique, de M. Adler Alexandre qui, roi des écrans de télé, confident d'éditeurs, pourvu d'un directeur de revue lèche-bottes, de ses connaissances mais aussi de son ignorance, garde un silence plein de morgue et n'aurait pas idée de nous avouer qu'il s'est trompé. Et pourtant il se trompe et les mauvaises langues pourraient même ajouter « énormément, comme les éléphants » : la preuve, il utilise Mourouzy, sans lire sa dernière de couverture. Heureusement pour Alexandre le... Grand, comme dit un bon copain, nous savons maintenant que sur de tels sujets le ridicule fait bien rire mais ne tue pas...

Le Partido Bolchevique Leninista et la Révolution des années 1930

Cet article trace le développement organisationnel et idéologique du trotskysme cubain, de la fondation du Partido Bolchevique Leninista (PBL) en septembre 1933 à la fin de la Révolution des années 30. Il fournit ainsi la réponse du trotskysme cubain à la question de la venue au pouvoir du gouvernement nationaliste de gauche de Grau San Martín jusqu'à l'écrasement de la grève générale de mars 1935.

Le thème central est que le développement du PBL pendant la période 1933-1935 était largement conditionné par une lutte interne entre deux tendances politiques larges qui s'étaient fondues sous le drapeau de l'Oposición comunista de Cuba (OCC).

D'un côté, un secteur, reflétant la composition politique hétérogène originelle de l'OCC, était pour une politique de formation de blocs multi-classistes poursuivant une lutte pour une révolution démocratique anti-impérialiste en tant qu'étape distincte vers la Révolution socialiste. Liant expressément la destinée de la classe ouvrière au nationalisme petit-bourgeois, ce secteur du parti adhérait de façon large à la stratégie de Seconde Période de la Comintern que Trotsky avait critiquée dans les années 20.

Le deuxième courant au sein du PBL était celui qui avait entamé le tournant, tant organisationnel qu'idéologique, vers l'Opposition Internationale de gauche au début de 1933. Alors que cette dernière tendance continuait à insister sur le fait que la classe ouvrière ne pouvait pas prendre le pouvoir à Cuba sans le soutien de la paysannerie, exactement comme la paysannerie ne pourrait mener à bien une révolution agraire sans le soutien de la classe ouvrière, une formulation qui, intégrant l'essence de la théorie de Trotsky sur la Révolution permanente, tendait aussi à soutenir la formation d'alliances non-critiques avec les forces du nationalisme petit-bourgeois.

Dans le cas du PBL, au cours de la période 1933-35, ce furent essentiellement avec les Guiteristas et Joven Cuba. En montrant la lutte entre ces deux tendances, cet article assure que le déclin du nombre de membres du parti trotskyste et son influence sur les événements à partir de 1934 ne résultaient pas seulement de la répression d'Etat et des attaques perfides des communistes officiels, mais de la défense de plus en plus ouverte par lui-même de la théorie de l'indépendance de sa révolution démocratique anti-impérialiste et par conséquent la distinction très mince que le PBL faisait en pratique entre les forces du socialisme révolutionnaire et celles du nationalisme radical.

Brève histoire du PBL 1933-1935

De l'OCC au PBL

L'OCC passa de la forme de fraction oppositionnelle organisée dans le Parti communiste officiel à celle de parti politique indépendant, le PBL, travaillant à la construction d'une nouvelle Internationale, le 14 septembre 1933, à une assemblée de délégués de l'Opposition communiste cubaine. Une note de bas de page dans les *Œuvres* de Trotsky¹ a donné pour cette époque le chiffre de 1000 membres, qui n'est pas irréaliste et faisait du parti cubain un des plus grands dans le mouvement trotskyste international.

Tandis que la fondation du PBL coïncidait avec les initiatives de Trotsky en juillet 1933 pour orienter l'Opposition de Gauche internationale vers la perspective de la fondation d'une nouvelle Internationale, la formation du nouveau parti à Cuba correspondait aussi à la réalité des circonstances locales de

l'OCC. En premier lieu, les Oppositionnels étaient profondément implantés dans les mouvements syndicaux et étudiants à travers le pays, contrôlant la Fédération ouvrière de La Havane (FOH).

En outre, et bien avant que l'Opposition cubaine publie ses *Statutos* en juin 1933, l'OCC, pour toute décision, avait cessé de fonctionner comme une fraction à l'intérieur du Parti Communiste de Cuba (PCC). Les trotskystes cubains, quant à eux, justifiaient sur deux terrains le passage d'une Opposition communiste à un parti distinct. Premièrement, ils dirent que comme la Comintern avait fait faillite pour les objectifs de la révolution à la lumière de la façon dont sa section allemande avait permis à Hitler de prendre le pouvoir sans combat, aucune résurgence politique n'était possible à l'intérieur de l'OCC maintenant que l'aile stalinienne s'y était retranchée. Deuxièmement, le PBL assurait que la conjoncture des événements à Cuba où le gouvernement nationaliste de gauche de **Grau San Martín** était arrivé au pouvoir en août-septembre 1933, était également favorable à la fondation d'un nouveau parti ouvrier révolutionnaire².

Le Comité central du PBL ratifia les statuts du nouveau parti le 15 septembre 1933. Adoptant le modèle léniniste, ils confirmaient la cellule du lieu de travail, consistant d'au moins trois membres, comme unité de base de l'organisation du parti. L'extrait suivant des statuts dessine la façon dont les délégués entendaient structurer le parti de la base au sommet :

« Le comité de cellule est l'organisme le plus élevé responsable devant les membres de la cellule. Là où il y a une forte concentration de cellules, elles seront organisées en sections. L'organisme le plus élevé responsable devant elles sera la conférence de section formée de délégués des cellules. Dans l'intervalle entre les conférences de section, l'organisme dirigeant sera le comité de section. Les sections seront groupées en districts. Dans le territoire d'un district, l'organisme suprême est la conférence de district composée de délégués des sections. Dans l'intervalle entre les conférences de district, l'organisme dirigeant est le Comité de district. L'organisme suprême du PBL est son Congrès national formé de délégations des cellules du PBL. Le Comité central, organisme suprême du PBL entre deux congrès, est élu par le congrès. Si l'on ne peut pas tenir un congrès national, une conférence nationale, avec des délégués de toutes les sections du PBL, fera à sa place les élections au Comité central »³.

Les *Statutos* réitéraient que le principe du centralisme démocratique guiderait le fonctionnement du PBL, comme il avait formellement guidé l'OCC. Entre autres considérations, cela incluait la stipulation qu'après qu'une décision ait été prise, la minorité devait agir conformément à la volonté de la majorité.

Les Statuts précisait :

« Les résolutions prises dans les congrès, les conférences ou les comités de cellule du PBL doivent être pleinement exécutées même si un membre ou un groupe de membres de l'organisme qui donne ou reçoit les directives ne les approuve pas »⁴.

Bien que référence soit faite à la libre discussion ouverte des questions, de nouveau, comme dans le cas de l'OCC, rien n'était prévu pour la formation de fractions internes dans lesquelles une minorité du parti pourrait exprimer ses désaccords.

Développement de l'organisation du PBL

Tableau général

Le PBL fut le plus grand et le plus influent au niveau national autour de la période de sa fondation et peu après. Il avait des membres et des contacts dans chacune des six provinces de Cuba et créa d'importants comités de district dans les provinces de La Havane et Oriente, économiquement et politiquement les deux plus importantes dans le pays, ainsi que Matanzas. Divers comités de section dans les grandes villes et cités de ces régions leur étaient rattachés. Dans les trois autres provinces, à savoir Piñar del Rio, Las Villas, et Camagüey cependant, il semble que le PBL n'ait attiré qu'un certain nombre d'individus qui n'étaient pas incorporés dans les structures du parti à travers la hiérarchie d'un comité de section ou de district⁵. En ce qui concerne la base des trotskystes cubains dans le mouvement syndical, le PBL continua à dominer la direction de la Federación Obrera de La Habana, sous le secrétariat général de **Gastón Medina**, de même que le syndicat général des travailleurs du commerce de Cuba, le syndicat le plus important de la capitale. Dans le Matanzas, à travers la Federación Obrera de Matanzas dominée par les trotskystes, le PBL contrôlait les branches locales des travailleurs de la boulangerie et du commerce. Les

trotskystes *matanceros* gagnèrent aussi le soutien des syndicats dans diverses *centrales* [sucrières], España, Tinguaro et Guipuzcoá, comme chez les ouvriers des transports, du commerce et de la boulangerie.

Le PBL en Oriente

C'est pourtant dans la province d'Oriente que l'implantation des trotskystes cubains dans les mouvements ouvriers et révolutionnaires était la plus forte. Son comité de district *oriental* comptait cinq grosses sections, celles de Santiago de Cuba, Guantánamo, Puertopadre, Victoria de las Tunas et Manati, avec un certain nombre de cellules plus isolées dans quelques-unes des centrales sucrières de la province, incluant celles de la Palma, San German, Tacajo, Chaparra et Delicias.

Comme dans le reste du pays, la force principale du PBL en Oriente résidait dans le mouvement étudiant et le Sindicato General de Empleados del Comercio de Cuba. Egalement, comme partout, les trotskystes d'Oriente ont commencé le travail dans le mouvement syndical en essayant de regrouper des syndicats locaux opposés à la ligne syndicale de la Federación Obrera Local contrôlée par le PCC. Construisant à partir de l'occasion propagandiste qui leur fut offerte quand filtra en Oriente l'information sur la tentative du PCC d'organiser un retour au travail pendant la grève générale d'août 1933, les trotskystes fondèrent l'Unión Obrera de Oriente, une fédération ouvrière à l'échelle de la province, sous la direction de **Rogelio Benache** en septembre 1933.

Selon les communistes officiels eux-mêmes, les trotskystes avaient pénétré dans les centres ouvriers importants d'Oriente⁶ et leur fédération gagna très vite le soutien d'une grande variété de syndicats, y compris ceux qui représentaient les travailleurs dans les secteurs du commerce, de la distillerie, du ciment, de l'imprimerie, du tabac du port et des transports.

Les plus forts comités de section du PBL en Oriente étaient à Santiago de Cuba et Guantánamo. A Santiago de Cuba, l'effectif du PBL estimé de 100 et 150 par un dirigeant⁷ était concentré dans le milieu étudiant et le syndicat des employés de commerce. Lors de l'arrivée au pouvoir de Grau San Martín, les trotskystes de Santiago dans le mouvement étudiant s'engagèrent avec le nouveau gouvernement provincial et, à une réunion du 20 septembre 1933, de 56

militants, se mit d'accord sur la composition de leur comité provisoire. La branche locale du PBL remporta aussi des succès grandissants dans le mouvement syndical régional. Comme le reconnaissait un rapport interne du PCC en décembre 1933, les trotskystes, à Santiago de Cuba, « *gagnaient du terrain tous les jours* » remplaçant les fonctionnaires communistes dans les syndicats que le PCC avait lui-même organisé, dans la mesure où les trotskystes à cette époque dominaient apparemment ces syndicats⁸.

Le PBL à Guantánamo

Un trait frappant du trotskysme cubain était cependant la force numérique et l'influence du PBL à Guantánamo, dépassant de loin celles de Santiago de Cuba ou La Havane. A Guantánamo, le PBL contrôlait la majorité des syndicats d'ouvriers du café et, à travers le Sindicato de Obreros Azucareros de la region de Guantánamo, sept des neuf centrales. Le syndicat des ouvriers du sucre dominé par le PCC, la SNOIA, n'en contrôlait que deux⁹. Les trotskystes contrôlaient aussi le syndicat des ouvriers boulangers et avaient des fractions dans le syndicat local des dockers et les « Delegaciones » 10 et 11 de la Hermandad Ferroviaria les deux branches de la Fraternité des travailleurs du Rail. A Guantánamo, la section locale du PBL commença à organiser une Federación Obrera Local, un centre syndical régional qui revendiquait 14 000 ouvriers dans différents syndicats cités ici. En novembre 1933, la petite branche du PCC de Guantánamo évaluait les effectifs de son rival PBL à environ 400 membres¹⁰.

Les raisons de la relative force des trotskystes à Guantánamo sont d'ordre divers. En premier lieu, c'était un centre relativement industrialisé en termes cubains, avec de nombreuses *centrales* de grande dimension, les possibilités d'un port à la fois militaire et de commerce et le réseau ferroviaire correspondant. Les chemins de fer en particulier fournissaient un emploi relativement stable en comparaison de celui des ouvriers du sucre et il était plus difficile aux communistes officiels d'utiliser leur appareil pour créer et dominer de nouveaux « syndicats rouges » quand commença une nouvelle période d'essor dans l'industrie du sucre. En outre, du fait de l'existence de deux réseaux ferroviaires desservant la ville et la base navale, d'un côté, les centrales de l'autre, Guantánamo était la seule région où existaient deux branches séparées de la Fraternité des Cheminots.

Outre les traits spécifiques à Guantánamo d'une industrialisation relative, les trotskystes ont bénéficié aussi de la façon sectaire d'aborder les travailleurs qui fut celle du PC dans la période cruciale de 1932-1933, car elle violait les profondes traditions révolutionnaires de la région. Tandis que l'ultra-gauchisme du PCC dans les années 1930, qui écartait les forces du nationalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme comme « contre-révolutionnaires » a eu des répercussions dans tout Cuba, mais particulièrement à Guantánamo. Comme toutes les insurrections depuis la guerre de Dix Ans de 1868-1878 avaient eu leur cœur en Oriente, les traditions de violence révolutionnaire et d'alliances larges contre des oppresseurs perçus comme des étrangers étaient très fortes dans cette région. La présence d'une base navale US en territoire cubain à Guantánamo depuis l'inauguration de la République ne pouvait qu'avoir exacerbé le désir nationaliste extrémiste d'une lutte pratique en commun contre ce symbole visible. La tactique du PCC, qui s'opposait à ce sentiment pour un travail de front unique anti-impérialiste large, aggrava tout avec son appel de 1933 à s'abstenir de s'en prendre à la propriété US.

En plus de ces facteurs externes cependant, les principes d'organisation sous-jacents à la structure locale du PBL à Guantánamo aident aussi à expliquer la croissance rapide du trotskysme dans cette région. Comme je le soulignerai plus tard, les trotskystes guantanamoëños étaient généralement pour la création d'un bloc anti-impérialiste lâche d'ouvriers, d'étudiants, de paysans, plus proche de la conception du Front unique de la Seconde Période de la Comintern que d'aucun parti d'avant-garde dans un moule trotskyste. Comme le notait la branche du PCC dans la région, le recrutement au PBL se faisait sur la même base que tout parti bourgeois, sans discipline et aucune structure de cellule¹¹.

Selon un rapport paru dans la presse trotskyste US, le premier numéro de *Rayo*, l'organe central de huit pages du PBL publié le 4 février 1934, reconnaissait que « *des divergences théoriques profondes quant au "caractère [...] que devrait revêtir le parti" se sont développées entre la direction nationale et la section de Guantánamo* »¹². Insistant sur la validité des Statuts de fondation, le Comité central assurait que, depuis la conférence nationale de fondation du PBL en septembre 1933, la section de Guantánamo avait argumenté en faveur de « *la création d'un [front] large d'associations d'ouvriers, de paysans et d'étudiants, contre un Parti bolchevique étroit* » et

avait pratiquement fonctionné indépendamment du Comité central, ignorant ses directives¹³.

Lorsque, à la mi-1934, les dirigeants du trotskysme latino-américain rendirent compte que le PBL avait environ 600 membres¹⁴, il est juste de dire que le PBL a culminé en termes d'effectif et d'influence dans le milieu révolutionnaire jusqu'à la fin de 1933, avant de décliner et de se disloquer en 1934/1935.

La dislocation

Les causes de cette crise organisationnelle résident dans de nombreux facteurs externes, d'un côté, mais aussi des considérations politiques internes.

Les facteurs externes

Les facteurs externes qui ont conditionné l'atrophie de l'effectif du PBL comprennent d'abord la politique suivie par les gouvernements successifs, de celui de Grau San Martín au régime **Batista-Mendieta**.

En premier lieu, les prétendus 15 % et la nationalisation des lois syndicales introduite par Grau San Martín pour contrer l'influence communiste, ont frappé dans les premiers l'emploi et la résidence des membres du PBL d'origine espagnole employés dans le secteur commercial de La Havane, une fraction importante de l'effectif du PBL dans la capitale.

Le mouvement général pour « cubaniser » et diviser ainsi le mouvement ouvrier fut entrepris pendant les premiers mois du gouvernement Batista-Mendieta en 1934 quand il montra sa résolution d'écraser l'organisation du mouvement ouvrier. Comme en a rendu compte le journal trotskyste US *The Militant*, l'action de l'Etat contre l'organisation syndicale a été décisive. Toute la direction de la FOH, y compris **Junco**, a été arrêtée après que la police ait surpris une réunion du plénum de la fédération¹⁵. Un document interne du PBL, daté d'avril 1934, décrit également comment plus d'une dizaine de membres du PBL à La Havane ont été emprisonnés, y compris un membre du Comité central¹⁶. Ultérieurement, sous le gouvernement ouvertement hostile de Batista-

Mendieta, les membres du PBL d'origine espagnole furent renvoyés en Espagne¹⁷.

La dislocation organisationnelle du PBL fut aussi conditionnée par le manque de ressources financières à la disposition des trotskystes cubains. Le PBL non seulement, n'avait aucun accès à des subsides du genre de ceux que les partis officiels recevaient de Moscou, mais il souffrait aussi de l'effondrement dans la collecte des souscriptions de ses propres membres. **García Villareal**, le secrétaire général du PBL, se plaignait que plusieurs sections étaient incapables de collecter et de transférer de l'argent au centre pour payer la presse et la littérature qui leur avaient été envoyées¹⁸. Ces problèmes financiers chroniques expliquent au moins en partie le caractère éphémère et intermittent des publications trotskystes cubaines. Le programme de 64 pages du PBL et le second numéro de son organe central *Rayo*, par exemple, ont été retardés faute de fonds¹⁹, tandis que celui de *Frente*, le journal étudiant trotskyste santiaguero semble avoir été aussi le dernier. Et cela affaiblissait l'identification au parti des membres et contacts du PBL et nourrissait la tendance à une association organisationnelle plus lâche.

Causes internes : l'hétérogénéité

Malgré l'adhésion formelle de la direction du PBL au trotskysme, une grosse fraction des membres de l'OCC puis du PBL restèrent essentiellement des syndicalistes ou des nationalistes démocrates avancés qui protestaient devant la perspective d'une autorité et d'une discipline centralisées. Comme le PBL devait le reconnaître avec quelque pénétration, la constitution formelle du parti en septembre 1933 n'avait que temporairement mis en échec le processus de désintégration qui avait déjà fait apparaître dans ses rangs des courants politiques divergents qui constituèrent « *le camp contradictoire de l'Opposition* »²⁰. Ces contradictions étaient évidentes à l'examen de la façon dont les différentes sections y abordaient les matières d'organisation depuis le début.

Alors que la section de Guantánamo du PBL avait refusé d'accepter le principe du centralisme démocratique, se déclarant autonome du Comité central à la conférence de fondation du parti, de même l'influence du syndicalisme provoqua désaffection et désertion de l'idée du parti ouvrier d'avant-garde dans le

centre urbain de La Havane. Comme devait l'expliquer plus tard **Gastón Medina** :

« Le syndicalisme traditionnel, par exemple rabaissé par le sectarisme anarchiste et le sectarisme "apolitique", s'était libéré de la pression du centrisme stalinien mais sans avoir réellement été influencé par le groupe dirigeant, fut capable de développer des activités de façon préjudiciable à l'avenir du nouveau parti »²¹.

Reflétant cette absence générale d'engagement pour forger une avant-garde communiste, le Comité central du PBL reconnut aussi que la dislocation initiale dans les rangs du parti était en partie le résultat d'un malaise général né de la situation en regard de tout le projet d'une révolution prolétarienne internationale à la lumière de la trahison, comprise, de la Comintern. La direction du PBL assurait que, du fait de cette dissolution, une partie de ses membres en était venue à rejeter la possibilité qu'il puisse y avoir dans le monde une résurgence dans le mouvement ouvrier. **García Villareal** écrivait que ceux qui avaient contribué au désordre organisationnel dans le parti croyaient que « *les efforts des bolcheviks-léninistes pour ouvrir de nouvelles routes à la révolution prolétarienne étaient futiles* » « *Ces camarades croient que la mort de la Comintern est un fait qui ne peut pas être remis en question, mais nos forces ne sont pas capables de bâtir une nouvelle Internationale* »²².

Selon le même document interne, le défaitisme idéologique qui en avait résulté dans différents secteurs, diffusant dans l'activité du parti pas mal de passivité, ainsi que des désertions réelles du projet révolutionnaire, ont dominé dans l'intérieur de Cuba. Cela contrastait de façon frappante avec l'activité du PBL dans la lutte syndicale à La Havane, et la direction du PBL exprimait sa déception de constater l'insuffisance de l'activité dans les zones rurales en Oriente, en dépit du fait que cela avait achevé le discrédit du PC dans cette région²³.

La direction du PBL, basée à La Havane, critiquait les sections d'Oriente parce qu'elles abandonnaient leurs tâches à mi-chemin. Son plus important exemple pour éclairer cette question était le projet de conférence régionale des ouvriers du sucre qui aurait dû se tenir avant le début de la récolte. L'objectif était de consolider les conquêtes et l'organisation ouvrière. Cependant, bien que 26 centrales aient répondu à l'invitation initiale, l'ensemble du projet se borna

à... la distribution d'un tract. Le Comité central critiquait les sections orientales parce qu'elles abandonnaient leurs tâches à mi-chemin. Le Comité central – on le comprend – imaginait :

« La meilleure occasion de consolider notre influence dans les zones rurales sucrières d'Oriente a été perdue du fait d'une négligence intolérable »²⁴.

La passivité à l'égard des tâches de construction d'un parti révolutionnaire d'avant-garde était l'attitude prédominante dans les rangs hétérogènes du PBL de la branche de Guantánamo. S'étant déclarés indépendants politiquement du Comité central du PBL en septembre 1933, les trotkystes *guantanameños* s'étaient engagés dans la voie de manœuvres opportunistes en construisant dans l'administration de la région des blocs anti-impérialistes avec l'administration de Grau San Martín. En réalité, en défendant les mesures anti-impérialistes du gouvernement de Grau San Martín contre le PC et les secteurs conservateurs sociaux, le PBL à Guantánamo apparaît comme ayant donné un soutien non critique aux représentants locaux du gouvernement de Grau San Martín, à la recherche d'une influence ou d'un poste dans l'administration à travers les assemblées consultatives. Une telle perspective était loin de celle de Trotsky qui mettait l'accent sur la nécessité d'une position ouvrière indépendante dans toute lutte contre l'impérialisme et insistait pour la construction de blocs avec des forces des autres classes seulement sur la base de problèmes clairement définis. Les documents internes du PCC rapportent que des membres du PBL occupaient des postes dans le nouveau conseil local et au service des douanes²⁵.

Un autre rapport interne du PCC indique plus spécifiquement que trois dirigeants de l'Opposition nourrissent l'espoir d'obtenir des positions gouvernementales, **Eusebio Mujal** comme chef du service douanier, **Gustavo Fraga Jacomino**, sous-chef de la police, et **Ramon César**, haut fonctionnaire aux douanes également²⁶. Il existe aussi des preuves que le PBL n'a pas soutenu, dans cette région, de grèves pendant le gouvernement de Grau San Martín²⁷.

Le fait qu'il n'ait pas insisté sur la nécessité de l'indépendance du prolétariat en compétition avec le nationalisme petit-bourgeois a en même temps dilué le contenu trotskyste authentique du PBL dans cette région et eu des conséquences organisationnelles. Depuis le début de 1934, le PBL *guantánameño* confirmait abondamment son refus de construire un parti d'avant-garde en commençant à construire un bloc avec les *Guitaristas* sur la perspective d'une insurrection immédiate. Cette orientation générale, comme l'a noté la direction du PBL, a livré le prolétariat aux mains du gouvernement « *de gauche* » de Grau San Martín et de la petite bourgeoisie²⁸ et conduit aussi à la désertion et au déclin de la branche la plus importante du PBL en 1934-35. Cette dérive a été particulièrement marquée après la défaite de la grève générale de 1935, quand les membres du PBL de cette région étaient de plus en plus nombreux à rejoindre *Joven Cuba* sur une base individuelle²⁹.

En avril 1934, quand le Secrétaire général du PBL fut appelé au comité de district d'Orient pour s'occuper d'urgence du problème de l'autonomie, il perçut la passivité de la section de Guantánamo en identifiant les vrais bolcheviks et en les séparant de ceux qu'il appela les opportunistes qui embrassaient le *guitarismo*³⁰ ; la dislocation continue du parti en tant qu'organisation nationale disciplinée atteignait son point de crise. Acceptant que l'opportunisme, l'épuisement et le défaitisme pouvaient s'expliquer par référence aux dernières recrues venues de la petite-bourgeoisie, la direction du PBL à la Havane nota que le désordre caractérisait aussi les éléments les plus établis qui avaient commencé la lutte contre le stalinisme. La situation était telle que le premier congrès national du parti fut convoqué pour discuter de la direction de la révolution à Cuba et régler l'organisation du PBL.

Dans la préparation du congrès, on voulait que toutes les sections du PBL discutent d'avance les problèmes que le parti rencontrait et les thèses et résolutions que le congrès débattrait. Le but proclamé était d'affronter de face les erreurs commises et d'entreprendre une série d'actions qui conduiraient à une restructuration et réorganisation des régions et sections du parti³¹. Deux questions organisationnelles centrales étaient identifiées. La première était d'organiser les cellules du PBL dans les secteurs industriels où le parti n'avait eu jusqu'alors aucune présence. La deuxième tâche urgente était de former des comités de district à Piñar del Rio, Las Villas, Camagüey, où les petits groupes

PBL étaient en danger de disparaître si on ne leur donnait pas quelque structure³².

Cependant le congrès national proposé ne fut jamais réuni. Au lieu de cela, à travers des désertions continues, la dislocation organisationnelle continua sans répit et une conférence nationale extraordinaire fut convoquée en juillet 1934. A ce moment, il ne restait que deux membres du Comité central d'origine du PBL, García Villareal et « **R. Gómez** ». Sur les autres, « **Marcial** » et « **Mario González** » avaient abandonné toutes leurs responsabilités dans le parti à la mi-1934 tandis que « **Maurín** » avait demandé un congé pour toutes les activités du parti lors de la conférence du district de La Havane tenue quelques jours avant la conférence nationale extraordinaire³³. **Brea**, qui avait été un personnage central dans la fondation de l'OCC, retourna en Europe en 1934, tandis que **Junco**, le plus éminent militant syndicaliste de l'OCC, semble avoir été relevé de ses fonctions dirigeantes avant même la constitution du PBL en septembre 1933³⁴. Il rejoignit la Commission Ouvrière Nationale pro- Grau San Martín-Guiteras au début de 1934.

A la conférence nationale extraordinaire, il y eut des élections pour un nouveau Comité central et un nouveau Bureau politique. Cependant, en dépit de cette tentative pour restructurer la direction du parti, la courbe de la désintégration du PBL ne cessa de tomber. **Gastón Medina** l'explique : des sept membres du nouveau bureau politique basé à La Havane, « **R. Gómez** » a quitté le parti sans donner d'explication officielle, en octobre 1934, et « **Pereda** » l'a quitté en novembre. Comme ces deux dirigeants ne furent pas remplacés au Bureau politique, et que les cinq qui restaient perdirent le contact entre eux comme résultat de la répression, la direction du PBL se désintégra de nouveau. « **Brimbal** », l'un des dirigeants du syndicat général des Travailleurs du Commerce fut emprisonné au début de décembre pour un an, « **Rufo** » perdit apparemment le contact avec la direction du fait qu'il vivait hors de La Havane et des difficultés créées par la nécessité d'une existence clandestine, tandis que Gastón Medina était affecté au travail du parti à l'intérieur. Tout cela ne laissa que García Villareal et le militant syndicaliste « **Soto** » pour remplir de façon militante les obligations de leur place au Bureau politique début décembre 1934³⁵.

A la fin de 1934, le comité de district de La Havane fonctionnait encore de façon totalement indépendante du Bureau politique. Cependant il souffrit lui aussi des attaques de l'Etat qui alla plus loin afin de détruire organisationnellement le PBL. Comme l'a expliqué Gastón Medina³⁶, les syndicats contrôlés par le PBL furent la cible de violentes attaques vers la fin de 1934 après que des grévistes membres de l'Union Générale des Travailleurs du Commerce, apparemment encore influencés par leur héritage anarcho-syndicaliste, entreprirent des sabotages sur le lieu de travail. La réaction culmina avec les « détachements de la police spéciale » qui assaillirent le quartier général de la FOH. C'est cette action qui conduisit à l'emprisonnement de Brimbal, du Comité central du PBL, avec la majorité de la fraction du PBL à l'intérieur de ce syndicat. La police réussit également à s'emparer du local secret de ce syndicat, le plus important de ceux qui étaient sous le contrôle du PBL.

Avec la mise en danger réelle du PBL, en tant qu'organisme facteur de cohésion, le seul dirigeant politique demeurant actif était à la fin de décembre 1934 le secrétaire général García Villareal. Il négligea ses devoirs de parti et ses responsabilités au moment de son mariage. Alors que la cérémonie, célébrée dans une église catholique, permit au PCC d'attaquer Villareal dans l'organe de la Ligue des Jeunes Communistes, du PCC, l'aspect religieux de ce mariage provoqua des appels à sanctions disciplinaires contre lui à la base du PBL³⁷. García Villareal, secrétaire successivement de l'OCC et du PBL, l'un des principaux partisans du tournant de l'Opposition vers l'Opposition de Gauche Internationale, fut ultérieurement exclu du Comité central, après une série de réunions en janvier et février 1935, et remplacé par Gastón Medina³⁸.

Ainsi au milieu du reflux de la marée révolutionnaire qui mena à la défaite finale en mars 1935, la direction du PBL céda dans une large mesure au découragement dans la question du projet de construction d'un parti révolutionnaire. Comme l'explique Gastón Medina, cela facilitait aux courants non-bolcheviks « l'opération qui consistait à subordonner leurs intérêts à eux, les proches du bolchevisme »³⁹. Au cours de la période 1933-1934, les influences du syndicalisme et du nationalisme petit-bourgeois, composantes initiales de l'OCC en 1932, se réaffirmèrent à nouveau. Les vieilles traditions de projet technico-militaire dans l'organisation d'une insurrection mal définie avec *Joven*

Cuba attirèrent de plus en plus ceux des membres du PBL qui n'avaient pas encore abandonné totalement la politique.

Gastón Medina a décrit rétrospectivement cette lutte entre les traditions de lutte révolutionnaire à Cuba et le projet trotskyste comme celle d'une voie « interne » et d'une voie « externe » pour la construction d'un parti révolutionnaire et de la IVe Internationale. Alors que la thèse de la « voie externe », anti-parti, n'était jamais formellement présentée à aucune conférence du PBL, il résumait le fil de son raisonnement dans les termes éclairants suivants : la conclusion qu'il faut en tirer : plutôt que d'analyser les erreurs et la sottise du PBL, on désignait le parti en soi comme la cause des erreurs et des échecs. La conclusion qu'on en tirait était que c'était seulement la « voie externe » de subordination du parti à un bloc révolutionnaire non-parti qui était l'unique moyen de créer la IVe Internationale à Cuba⁴⁰.

En termes généraux donc, la « voie externe » de construction d'une organisation révolutionnaire correspondait à la perspective anti-impérialiste démocratique de créer un bloc anti-impérialiste avec dissolution du PBL dans ce front. C'était l'essence de la perspective que la plus grosse branche du PBL à Guantánamo, avait défendue depuis la fondation du parti en septembre 1932⁴¹. A la fin de 1934 cependant, une majorité de membres du PBL à l'échelle nationale donnaient de plus en plus de vie à cette théorie après avoir perdu toute orientation stable de la part d'une direction elle-même désorientée par une période de défaites successives et de désertions. Le « bloc anti-impérialiste » auquel il était fait référence était avant tout celui de *Joven Cuba* et au début de 1935, la majorité des membres du PBL, soit spontanément, soit organisés sur une base locale, avaient gravité dans sa direction. Ainsi, alors que la force du PBL déclinait depuis quelque temps et son organisation formellement centralisme démocratique avait subi une série de crises, avec la défaite de la grève générale de mars 1935, le PBL se trouva en plein désarroi.

Le PBL et la stratégie révolutionnaire

Cette partie, en analysant les prises de position programmatiques et les propositions d'action en 1933-35 éclaire la lutte entre ces éléments du parti qui

étaient ouvertement en faveur de la construction d'une association polyclassiste démocratique anti-impérialiste à la poursuite de la perspective d'une révolution démocratique anti-impérialiste *de facto* en deux temps et le secteur plus prolétarien orienté anti-impérialiste. En particulier, je souligne que, même ce second secteur, bien qu'appliquant largement l'essence de la théorie de Trotsky de la Révolution permanente à la réalité cubaine, a manifesté lui aussi une tendance à susciter des alliances non-critiques avec des forces du nationalisme bourgeois sur la base d'objectifs pratiques mal définis. Ce second secteur, celui qui n'a pas déserté le PBL en 1934-35, a ainsi lui aussi tendu à lier la destinée de la classe ouvrière au destin de la petite bourgeoisie.

Le Comité central du PBL a produit deux documents programmatiques peu après sa fondation. A sa conférence de fondation, une décision a été prise de publier un document programmatique contenant une déclaration initiale de principes clairs et bien définis⁴².

Un second Programme du Partido Bolchevique Leninista a été préparé par le bureau politique du parti et adopté officiellement à une réunion plénière nationale tenue à La Havane les 27 et 28 octobre 1933. En premier lieu, ces deux plus anciens documents du PBL démontrent le caractère antistalinien des trotskystes cubains et leur alignement sur le mouvement trotskyste international. Contrairement à l'OCC qui n'avait fait que rarement référence au caractère international de sa lutte, le PBL était catégorique dans sa dénonciation de ce qu'il considérait comme la direction contre-révolutionnaire de l'Union soviétique et de la Comintern. Outre son adhésion à l'aspect international des critiques par Trotsky du communisme officiel, le Comité central du PBL, dans ces deux documents, a confirmé là aussi qu'il appliquait de façon large au cas de Cuba la compréhension qu'avait Trotsky du développement du processus révolutionnaire dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. L'accent initialement mis par l'OCC sur la révolution agraire démocratique anti-impérialiste avait disparu et il y avait à sa place l'insistance explicite sur la nécessité d'une révolution anti-capitaliste conduite par la classe ouvrière avec le soutien de la paysannerie.

Le premier manifeste publié du PBL exposait la façon dont le parti comprenait la situation politique au lendemain de la révolte des sergents et de l'arrivée au pouvoir du gouvernement Grau San Martín : pour lui, la petite bourgeoisie, sous la forme du Directorio Estudiantil Universitario, avait rompu

avec la force médiatrice des Etats-Unis et était arrivée au pouvoir en posant devant les masses les questions de la démocratie bourgeoise. Reflétant en gros l'affirmation générale de Trotsky que la petite bourgeoisie pourrait, dans des circonstances spéciales, parvenir au pouvoir indépendamment de la bourgeoisie⁴³, le PBL soulignait qu'il ne voyait cette situation que comme une étape du processus révolutionnaire qui se terminerait soit par l'arrivée au pouvoir de la classe ouvrière soit par une contre-révolution victorieuse conduite par l'impérialisme US. Confirmant son rejet de la vieille stratégie révolutionnaire des deux étapes, initialement défendue par l'OCC, le PBL assurait que, tandis que les USA cherchaient à souder un front contre-révolutionnaire, seule une « position indépendante de classe » pourrait sauver le prolétariat de la défaite :

« Sous la pression de l'impérialisme, le gouvernement Grau San Martín successivement hésite, gesticule, menace, cède, mais ne conduit pas l'attaque directe et fondamentale contre l'intervention yankee. Seule la classe ouvrière alliée aux paysans pauvres peut libérer Cuba des iniquités et de l'oppression de l'impérialisme »⁴⁴.

Le PBL attaquait aussi la thèse de la « Deuxième Révolution », des *apristas*, un argument qui avait trouvé de l'écho dans la pensée initiale de l'OCC. Faisant référence au caractère entremêlé de l'économie mondiale, le PBL rejetait l'affirmation que, du fait que le prolétariat n'était pas suffisamment développé en Amérique Latine, la révolution devrait se limiter elle-même initialement à l'étape anti-impérialiste nationale démocratique. Les trotskystes cubains, eux, disaient qu'avec l'intervention du prolétariat, « deux pas » pouvaient être faits « en un seul temps » et on pouvait sauter par-dessus l'étape du développement capitaliste graduel⁴⁵. En avançant un programme en neuf points tourné vers la question agraire et nationale, le PBL réitérait :

« La libération nationale de Cuba [...] ne peut être obtenue que par la lutte révolutionnaire du prolétariat qui, appliquant la formule bolchevique, entraîne derrière lui la paysannerie »⁴⁶.

Soulignant aussi avec Trotsky que la question paysanne ne devait pas être sous-estimée, le PBL assurait que « victoire ou défaite dans un pays semi-colonial dépendait de la classe que suit la paysannerie, la classe ouvrière ou la bourgeoisie »⁴⁷. Cependant le PBL attaquait les formules du PCC, l'ambiguë « révolution anti-féodale et anti-impérialiste » et le « gouvernement ouvrier et

paysan ». Comme Trotsky, le PBL était sans équivoque quand il défendait ce qu'il considérait comme la nature nécessairement prolétarienne de la révolution et du pouvoir d'Etat. Les trotskystes avançaient le mot d'ordre de « révolution sous la direction du prolétariat en alliance avec la paysannerie »⁴⁸ et affirmaient très clairement que :

« La victoire de la révolution agraire et anti-impérialiste ne peut être garantie que par la dictature du prolétariat et [...] cette dictature prolétarienne n'apparaîtra pas après la révolution mais sur la base de la révolution elle-même, comme l'unique force capable de réaliser les objectifs agraires et anti-impérialistes »⁴⁹.

Les trotskystes cubains soulignèrent plus tard que toute conciliation avec les forces de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie en ce qui concernait les objectifs spécifiques de la révolution, répèteraient les trahisons de la classe ouvrière et de la paysannerie en Chine et au Mexique. Adhérant à la stratégie de Trotsky de la Révolution Permanente, ils affirmaient que, puisque la petite-bourgeoisie urbaine et rurale était incapable de mener même la révolution agraire et anti-impérialiste, alors « il fallait qu'elle soit réalisée sans le soutien de la bourgeoisie et contre elle »⁵⁰. Le prolétariat, disait le PBL, doit entrer en compétition avec le nationalisme petit-bourgeois, mais il ne doit pas livrer les masses à une direction petite-bourgeoise.

Adhérant encore à une perspective de Révolution permanente, le PBL approfondit aussi son analyse du processus de développement historique dans la seconde partie, plus longue, du document, rejetant implicitement la théorie, aujourd'hui à la mode à Cuba, que la défaite de la révolution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux est le résultat du manque d'unité nationale⁵¹, le PBL affirmait que l'échec de la guerre de 1895-1898 pour réaliser une complète indépendance nationale était presque inévitable du fait des circonstances. Les trotskystes cubains écrivaient que, tandis qu'une bourgeoisie indigène embryonnaire avait entraîné la classe ouvrière et les masses rurales à un combat pour. Dans de telles circonstances et en accord avec la Théorie de la Révolution permanente, le PBL affirmait que la faible bourgeoisie nationale « était incapable de donner forme à sa propre domination exclusive de classe [...] et devait se limiter finalement à servir les intérêts de l'impérialisme ». Les trotskystes cubains disaient également que l'insurrection de 1895-1898 avait été

infructueuse parce que « la classe ouvrière n'était pas assez développée et incapable de définir sa propre ligne indépendante de classe »⁵².

Etendant cette analyse dans sa déclaration programmatique détaillée : le PBL réitérait la perspective de Trotsky selon laquelle la tâche de libération nationale ne pouvait être réalisée via la dictature du prolétariat qu'avec le soutien des masses paysannes. En soulignant que « de cette alliance dépend le succès de la révolution »⁵³, le PBL avançait un programme agraire pour forger cette alliance. Le programme d'action demandait la nationalisation des terres, bâtiments, machines et bétail des propriétaires capitalistes et leur distribution aux pauvres des campagnes. Le PBL défendait aussi le soutien des coopératives paysannes afin d'augmenter la production agraire de façon scientifique, l'exécution d'un vaste programme de construction de maisons hygiéniques pour les communautés paysannes, la réduction de la longueur de la journée de travail, les soins de santé gratuits et la création d'écoles rurales avec la réalisation de « l'éducation obligatoire »⁵⁴.

En présentant ces mesures immédiates pour promouvoir la révolution agraire et forger une alliance avec les paysans, le PBL assurait que le parti prolétarien était l'unique organisme capable de diriger ces luttes. Exactement comme Trotsky avait auparavant rejeté les Ligues anti-impérialistes comme une manifestation de la Deuxième Période Guomindang à une échelle internationale, le PBL rejetait les Ligues anti-impérialistes comme « des caricatures grossières du front uni révolutionnaire, incapables de réaliser même les plus élémentaires des tâches agraires démocratiques »⁵⁵. Les trotskystes cubains, en outre, ne fétichisaient pas le problème de l'insurrection, insistant sur le fait que c'était une question technique. Ils étaient catégoriques, assurant que seul un parti révolutionnaire d'avant-garde « se tenant avant tout à son inflexible politique de classe »⁵⁶ pourrait en définitive réaliser les objectifs agraire et anti-impérialiste.

Théoriquement donc les documents programmatiques de la fondation du PBL donnent de la chair à la perspective de Révolution permanente des trotskystes cubains. Bien qu'ils fissent référence au gouvernement de Grau San Martín comme celui de la petite bourgeoisie au pouvoir, ils le voyaient explicitement comme une formation instable, une phase temporaire, pas une étape distincte dans le processus révolutionnaire. Ils rejetaient donc l'appel initial de l'OCC à une révolution démocratique agraire anti-impérialiste. La

direction du PBL disait que l'impérialisme ne pouvait être battu que par une révolution qui conduirait directement à l'établissement d'une dictature du prolétariat. En outre ils traçaient une claire ligne de démarcation pour distinguer entre eux-mêmes en tant qu'avant-garde prolétarienne d'un côté, et les forces du nationalisme petit-bourgeois, de l'autre, en insistant sur le fait que la tâche du PBL était de gagner le soutien des masses rurales en dirigeant une révolution agraire en compétition avec la bourgeoisie nationale et contre elle.

En pratique, pendant la période où Grau San Martín fut au pouvoir (septembre 1933-janvier 1934) bien qu'il existât quelques inconsistances à l'intérieur du PBL à travers le pays, la tactique du parti telle qu'elle avait été établie par la direction nationale reflétait largement la perspective de Révolution prolétarienne esquissée dans les documents théoriques de la fondation du PBL. En restant ferme dans sa conviction que le gouvernement de Grau San Martín était une formation petite bourgeoise instable qui essayait de trouver un cours entre les revendications du prolétariat et l'impérialisme, les trotskystes reconnaissaient que ce régime était par essence contradictoire et temporaire, qu'il ouvrait de grandes possibilités pour avancer dans la lutte pour la révolution prolétarienne. Ils disaient que, quoique les interventions de soldats du rang en septembre 1933 et le mouvement de grève du prolétariat avaient obligé le gouvernement Grau San Martín à prendre des mesures agressives contre la bourgeoisie et contre l'impérialisme au nom d'un « *nationalisme enragé* », et en même temps le gouvernement était obligé de recourir à des actions sévères de répression contre les masses, par peur d'un soulèvement ouvrier⁵⁷. Le PBL tout en voyant dans l'impérialisme et la bourgeoisie nationale l'ennemi principal, voyait aussi le gouvernement de Grau San Martín non comme un allié mais comme un moment inévitable du développement de la révolution. Bien que ceci mît en question l'idée que la petite-bourgeoisie ne pouvait pas arriver au pouvoir en-dehors de la bourgeoisie nationale, faisant écho à l'essence de la théorie de la révolution permanente, le PBL affirmait que ce gouvernement était une formation temporaire dont la chute était seulement une question de temps⁵⁸.

Sur la base de cette appréciation que le gouvernement Grau San Martín ne pouvait survivre longtemps, les trotskystes cubains comprirent qu'ils avaient à faire tout leur possible pour qu'il tombe sous les coups de la classe ouvrière et non comme résultat de l'action de forces socialement conservatrices inspirées par

l'impérialisme américain. Au niveau national ils disaient que la politique révolutionnaire correcte était de renforcer le mouvement ouvrier en poussant en avant Grau San Martín pour qu'il dévoile aux yeux des masses toutes ses vacillations, et en préparant en même temps l'approfondissement de la situation révolutionnaire et en préparant la classe ouvrière à une nouvelle marche en avant le jour où la petite bourgeoisie serait obligée de passer de la parole aux actes « compromettants » contre les masses⁵⁹. En ce sens, le PBL défendait la poursuite d'un travail de regroupement du prolétariat pour exiger du gouvernement petit-bourgeois qu'il réalise son propre programme démagogique (tribunaux révolutionnaires, distribution des terres, Assemblée constituante, etc.) et en même temps mène un travail intensif dans les masses pour les préparer à se défendre contre l'agression du gouvernement⁶⁰.

Pendant l'éphémère gouvernement de Grau San Martín, les trotskystes cubains, particulièrement à La Havane, ont pris une attitude critique à l'égard du régime. Ils préconisaient l'action qui développait le niveau de la lutte indépendante de la classe ouvrière, tout en défendant le gouvernement contre ce qu'ils sentaient comme la réaction et l'aventurisme ultra-gauchiste du PCC.

Peu après la Révolte des Sergents et l'arrivée au pouvoir de Grau San Martín, quand éclatèrent des grèves spontanées sanctionnées par des lock-outs, comme continuait à prévaloir une dislocation sociale généralisée, les trotskystes lancèrent le mot d'ordre de contrôle ouvrier de l'industrie. Déployant beaucoup de pénétration, la Fédération ouvrière de La Havane contrôlée par eux considérait que la tactique patronale des lock-outs visait à paralyser la vie nationale et provoquer l'intervention US conformément aux termes de l'amendement Platt. La réponse de la FOH à cette menace fut d'appeler toutes les organisations ouvrières à ne pas abandonner leur ligne indépendante de classe et à remettre en marche la production sous leur propre contrôle. Le centre syndicaliste de La Havane écrivait :

« Face à l'intervention yankee, la Fédération ouvrière de La Havane, invite tous les ouvriers à faire fonctionner eux-mêmes l'industrie. Les usines administrées par la classe ouvrière au moyen de Comités de contrôle empêcheront la réaction et la contre-révolution de nous imposer encore plus de faim et de misère. Le mot de passe dans ces circonstances ne peut être que le contrôle ouvrier de l'industrie »⁶¹.

Le PBL s'opposa aussi à ce qu'il appelait la clause « *fasciste* » des 50 % et à la nationalisation des lois sur les syndicats introduite par le gouvernement Grau San Martín. Essayant à nouveau de s'en prendre à l'influence du nationalisme petit bourgeois sur la classe ouvrière, les trotskystes assuraient que ces lois représentaient une tentative du gouvernement pour « cubaniser » la classe ouvrière et détruire ses organisations en dressant les ouvriers de naissance cubaine contre les ouvriers étrangers. Une telle politique, expliquaient-ils, ouvrirait aux syndicats patronaux – qui apparaissaient juste – la voie pour s'en prendre à la racine des problèmes cubains, la propriété par les Etat-Unis des moyens de production⁶².

Pendant les « Cent Jours » du gouvernement de Grau San Martín, la FOH à La Havane appela à des manifestations contre les lois sur le travail. Mieux, face au déploiement des forces du gouvernement et des groupes nationalistes pour imposer les lois sur les lieux de travail, la FOH renforça ses appels à l'organisation indépendante de la classe ouvrière à travers la création de groupes d'autodéfense. Ayant associé à cet appel l'aile révolutionnaire du mouvement syndical, les trotskystes défendaient la formation d'escouades armées d'autodéfense dans les syndicats et les usines pour défendre les syndicats contre ce qu'ils appelaient des interventions « *patriotiques* »⁶³.

Plaçant la classe au-dessus de la nation, le PBL et la FOH disaient que les ouvriers espagnols devaient être défendus les armes à la main contre la législation anti-ouvrière⁶⁴. Ils ajoutaient que l'action armée indépendante de la classe ouvrière ne devait pas se contenter de défendre les organisations ouvrières, mais aussi passer à l'offensive pour attaquer les groupes diviseurs et chauvins dans leurs propres bastions avant qu'ils ne soient devenus un danger insurmontable. Et en ce sens et conformément à la conception de Trotsky, la formation de milices était vue effectivement comme une revendication de transition, ou un pont, destinée à renforcer la lutte et amener les ouvriers des besoins matériels de la lutte quotidienne à poser la question de quelle classe détenait le pouvoir d'Etat et celle de la révolution socialiste.

Cependant, comme on l'a déjà dit, la position indépendante de classe n'était pas appliquée avec consistance à travers l'île, ce qui reflétait bien la nature politique encore hétérogène de la composition politique des trotskystes cubains. Les divers comités de district et de section agissaient avec un certain degré

d'autonomie vis-à-vis de la direction centrale à la Havane, ce qui apparaissait de façon plus évidente encore dans l'organisation et l'activité de la branche du PBL de Guantánamo. En décrivant la force numérique de la section *guantanameña* et sa dislocation ultérieure, j'ai éclairé la façon dont les *guantanameños* en effet rejetaient l'insistance formelle de leur propre parti pour une position indépendante de classe dans la lutte contre l'impérialisme. La branche de Guantánamo ne soulignait pas la nature permanente de la compétition du prolétariat avec le nationalisme petit-bourgeois qui, comme l'avait suggéré Trotsky, pouvait avoir incliné des accords pratiques sur des questions spécifiques avec les représentants locaux de l'administration de Grau San Martín afin d'agrandir les contradictions entre ses aspects progressistes et sa direction.

Mais au lieu de cela les *Guantanameños* donnèrent en général un soutien non-critique au gouvernement des « *cent Jours* ». A la différence des trotskystes de La Havane, les membres du PBL à Guantánamo cherchèrent à former une large association anti-impérialiste, cherchant même à rejoindre l'administration locale afin de défendre ce qu'ils considéraient comme une révolution démocratique anti-impérialiste distincte. Cependant, soulignant l'attachement de la direction du PBL à une perspective de Révolution permanente pendant le gouvernement Grau San Martín, García Villareal, le secrétaire général du PBL, assura que la construction opportuniste par les *Guantanameños* de blocs anti-impérialistes, livrant le prolétariat aux mains du gouvernement « de gauche » de Grau San Martín et de la petite-bourgeoisie dans cette région⁶⁵.

Le gouvernement nationaliste de Grau San Martín, qui avait cherché à tracer sa voie entre les revendications d'une réforme avancée et le conservatisme social, fut chassé à la mi-1934 lorsque Batista transféra à Mendieta le soutien de l'armée. Le nouveau régime fut rapidement reconnu par l'administration US et Batista se lança dans une campagne intensive de répression contre les nationalistes radicaux et les mouvements ouvriers.

A la différence du PCC qui ne faisait aucune différenciation entre le gouvernement de Grau San Martín et son successeur sous Batista, les considérant comme également pro-impérialistes, le PBL insista avec pénétration, montrant que le gouvernement Grau San Martín avait à la fois des aspects réactionnaires et des aspects progressistes. Faisant allusion au régime vacillant de Grau San Martín comme à une « *farce petite-bourgeoise* », immédiatement

après sa chute, les trotskystes cubains assurèrent que, tandis que le gouvernement des « *Cent Jours* » avait servi les intérêts des capitalistes en introduisant des divisions dans la classe ouvrière par ses lois sur le travail et ses attaques contre les centres ouvriers, son remplacement par le « *bloc des droites* » constituait un défi pour le prolétariat et mit la classe ouvrière sur la défensive⁶⁶.

Sur la base de cette appréciation, le PBL se donna explicitement la tâche de tirer les leçons de l'expérience de ce qu'il croyait avoir été une phase temporaire de la domination petite-bourgeoise. Cependant, en 1934 et au début de 1935, plutôt que de développer un programme d'action cherchant à construire une avant-garde communiste révolutionnaire et à regrouper la classe ouvrière derrière une perspective anti-impérialiste clairement prolétarienne, le PBL fit des concessions de plus en plus importantes aux vieilles traditions de l'anarcho-syndicalisme et au nationalisme petit-bourgeois. Ainsi, bien que le PBL continuât à insister sur la validité de l'interprétation de Trotsky selon laquelle la classe ouvrière ne pourrait prendre le pouvoir à Cuba sans le soutien de la même paysannerie, exactement comme la paysannerie ne pourrait réaliser la révolution agraire sans la direction de la classe ouvrière, en pratique, les trotskystes cubains développèrent de plus en plus une ligne tactique qui tenait plus de la Deuxième Période d'autrefois de l'OCC que de l'appréciation de Trotsky. C'est-à-dire qu'ils cherchaient à conclure une alliance avec les forces du nationalisme petit-bourgeois, dans ce cas, avant tout *Joven Cuba*, ignorant du coup la compréhension par Trotsky du caractère de tout front unique anti-impérialiste.

L'analyse du PBL de la période qui a suivi Grau San San Martín fut que c'était une période dans laquelle l'action politique révolutionnaire risquait de glisser vers la forme traditionnelle des cercles conspiratifs utilisant des méthodes terroristes pour aggraver désordre et anarchie. S'opposant à ces méthodes qui, selon le PBL ne pouvaient que faire refluer de l'arène politique les masses effrayées, les trotskystes défendaient la construction d'un front uni de la classe ouvrière dans la lutte contre les lois sur le travail introduites par le gouvernement Grau San Martín et la défense des conquêtes comme la journée de 8 heures⁶⁷.

Mettant en garde contre le danger de répéter les erreurs commises par le prolétariat allemand divisé avant la victoire d'Hitler, ils disaient que les luttes pour obtenir l'abrogation des lois sur le travail et sauvegarder les conquêtes

économiques de la classe ouvrière pouvaient « *mettre en échec la désintégration des rangs ouvriers* » et ainsi « *renforcer les organisations syndicales de travailleurs dans la préparation des luttes offensives à venir* »⁶⁸. Le PBL considérait que « *l'unité dans les rangs, la création d'un front unique de défense du prolétariat cubain, constitueraient le rempart imprenable de notre classe* »⁶⁹.

Aussi le PBL commença-t-il à essayer de développer sa perspective de front unique en appelant à la création d'une Alianza Obrera, une tactique sans aucun doute adaptée du matériel reçu de l'Izquierda de España dirigée par Nin. L'appel pour une Alliance ouvrière avait d'abord été lancé par les trotskystes français et espagnols en 1934 comme un synonyme du « front unique », après que ce dernier mot d'ordre ait été selon eux discrédité par l'interprétation ultra-gauchiste des staliniens du front unique à la base seulement pendant la Troisième Période de la Comintern.

Le mot d'ordre d'Alianza Obrera gagna beaucoup de prestige en Espagne en 1933-1934, quand, à l'initiative de Maurín et du BOC en Catalogne, un bloc des grandes organisations ouvrières fut constitué en face de la montée de Hitler au pouvoir en Allemagne, de la victoire électorale de la droite en Espagne et du fait que les directions communistes officielles continuaient à caractériser les partis socialistes comme les pires ennemis des communistes⁷⁰.

Dans le contexte cubain, bien qu'un tel mot d'ordre fût potentiellement marqué de syndicalisme, le fait de donner la priorité à une Alliance ouvrière ne signifiait pas un simple front insurrectionnel syndicaliste dépourvu de contenu politique. Bien que le PBL ait cherché à unir les travailleurs au niveau de la base contre les attaques du gouvernement Batista, ce mot d'ordre était aussi destiné à saper la croissance et l'influence des syndicats autonomes qui capitalisaient à leur profit les rapports hostiles entre la FOH et le CNOC avec des appels à l'unité à la fois contre la fédération et la confédération.

Comme l'écrivait le PBL, sa perspective d'Alliance ouvrière cherchait à mettre à l'épreuve les paroles des dirigeants autonomes, à promouvoir une lutte avec plus de participation de la classe ouvrière à venir, et à permettre au PBL de travailler à côté de la classe des travailleurs restés jusque là en-dehors de leur sphère d'influence⁷¹.

Au début de 1934 le Comité central du PBL a adopté une résolution appelant à créer une Alianza Obrera à La Havane, puis à l'échelle nationale, avec l'aide du Sindicato General de Empleados del Comercio de Cuba qui, sous contrôle trotskyste, avait créé un réseau national en travaillant à établir des ranches à Santiago de Cuba, Matanzas, Santa Clara et Calagüey. Un pas pratique initial destiné à former ce front unique dans l'action fut la grève de deux jours appelée par ce syndicat à La Havane le 10 mars 1934 pour protester contre les décrets interdisant les grèves, boycotts et résiliation des contrats collectifs⁷².

Les trotskystes cubains proposèrent aussi de convoquer une conférence nationale de ce syndicat pour promouvoir nationalement la création d'un projet d'Alianza Obrera. Leur intention était d'utiliser les banques du syndicat pour convoquer des réunions de tous les syndicats dans les localités pour discuter de la création d'Alianzas Obreras locales. Le but final était que ces alliances locales adhèrent ultérieurement à un front uni national, créant ainsi un nouveau centre syndical national consacré à une perspective de lutte de classe⁷³ ?

Cependant, quoique le PBL dirigeât tous ses membres pour qu'ils militent dans les syndicats, particulièrement sous le parasol de la FOH et d'autres en Orient et Matanzas où l'influence trotskyste était considérable dans les alliances ouvrières locales et où on devait établir le contact avec l'Alianza central à La Havane, ce projet n'eut qu'un succès limité. En avril 1934, à La Havane, où avait commencé le travail de création de l'Alliance ouvrière, le PBL a rendu compte que, face à une opposition acharnée de la part des réformistes et des anarchistes apolitiques, trois syndicats autonomes seulement ont accepté les propositions de la fraction trotskyste⁷⁴.

La principale raison semble avoir été qu'après une série de défaites et contre le contrecoup de la répression gouvernementale dirigée particulièrement contre ceux des syndicats que le régime connaissait déjà, les travailleurs commençaient à être attirés par le mot d'ordre apolitique syndicaliste de « *Ni Confédération ni Fédération* » et s'organisèrent indépendamment des deux centres syndicaux. De plus, bien que les tentatives des trotskystes destinées à attirer le PCC dans un front uni dans le domaine syndical par des avances aux syndicats contrôlés par le CNOC, les relations PBL-PCC furent en tout temps au plus bas. Dans une atmosphère qui avait été caractérisée pendant deux ans par de terribles manifestations d'hostilité mutuelle entre le PCC d'un côté, l'OCC et

le PBL de l'autre et qui, au moins à La Havane, ne semblait pas près de diminuer, le PBL ne pouvait sérieusement s'attendre à prendre un contact fraternel avec la direction stalinienne avec l'idée de former avec eux un front uni, que ce soit dans le domaine économique ou politique. C'est le syndicalisme indépendant de la CNOC comme de la FOH qui gagna le plus de soutien.

Des raisons supplémentaires pour l'échec du projet d'Alianzas Obreras peuvent être trouvées dans le fait qu'ailleurs dans le pays les divers comités de section du PBL poursuivaient la politique de créer des fronts uniques avec d'importantes variations de forme et de contenu. L'exemple le plus notable de cette interprétation hétérogène de la politique a été fourni à Victoria de las Tunas où les comités de section de l'OCC puis du PBL ont réellement conclu un accord le 20 février 1934 pour former localement un front uni ouvrier local, reflétant une tendance discernable à la coopération à la base entre toutes les organisations révolutionnaires, dans certaines régions de l'Orient, ainsi que les divergences importantes qui existaient entre la base et le sommet d'aussi bien le PBL que le PCC : la résolution sur laquelle ils se mirent d'accord appelait à la création par le haut de toutes les unions locales que chacun d'eux contrôlait. Les deux groupes de Las Tunas se mirent aussi d'accord pour la formation rapide d'un bureau central opérant selon le principe du centralisme démocratique et la suspension de toute campagne d'insultes et d'attaques. Le but déclaré était de présenter un front commun aux attaques de la réaction⁷⁵.

Alors qu'une politique semblable violait la politique du PCC de ne former de front unique qu'à la base, le comité de district du PBL de Las Tunas était lui aussi en désaccord avec la politique nationale du PBL à un certain nombre d'égards. Des points supplémentaires à la résolution commune engageaient les signataires non seulement à suspendre leurs attaques réciproques mais aussi à s'abstenir de discuter des problèmes politiques et théoriques qui étaient à l'origine de leurs désaccords, jusqu'à ce que le VIIe congrès mondial de la Comintern puisse être convoqué avec une représentation suffisante de l'Opposition de Gauche Internationale⁷⁶.

Le Comité central du PBL accueillit avec satisfaction la nouvelle que la section du PCC de Las Tunas avait fait un pas pour corriger la politique stalinienne de Troisième Période sur le front unique seulement par le bas. Cependant, en même temps, la direction du PBL critiquait sa propre section

locale pour avoir rejeté un principe du trotskysme en acceptant de se taire sur les divergences politiques qui séparaient les deux partis. Selon les termes de la lettre envoyée par le Comité central à la section de Las Tunas :

« Nous considérons que nos camarades Bolcheviks ont commis une erreur en suspendant toute discussion jusqu'au prochain congrès de la Comintern. La question centrale de la stratégie et de la tactique ne peut pas être escamotée. Ce serait là nier notre existence entière. Notre devoir est de maintenir avec une ténacité révolutionnaire implacable la théorie et la pratique, expliquant méthodiquement et clarifiant les raisons derrière nos positions. En coordonnant le front uni, les deux organisations doivent entreprendre de résoudre toutes les discussions et divergences de points de vue sans insultes ni violence, mais au contraire à travers une discussion cordiale et ouverte. Mais renoncer d'avance à toute discussion théorique, c'est renoncer à notre message pour le grand profit du stalinisme »⁷⁷.

En reconnaissant l'honnêteté des intentions des camarades du PCC à Las Tunas, la direction du PBL insistait plus loin sur combien il était nécessaire de leur démontrer que la Comintern avait été tuée par la théorie et la pratique du stalinisme et que toute possibilité de la réformer avait disparu. Un VII^e Congrès mondial, affirmaient-ils, ne résoudrait pas le problème⁷⁸.

En dépit de ces inconsistances dans la ligne de front unique du PBL dans le pays, en mai 1934, la FOH de La Havane voulait encore adhérer à la formulation de Trotsky que la révolution future serait une révolution que seule la classe ouvrière serait capable de diriger. En juillet 1934, la FOH maintenait :

« La tâche centrale de la classe ouvrière à Cuba est de diriger le mouvement d'émancipation nationale sous sa direction, de démontrer par l'expérience que seul le prolétariat avec sa politique progressiste peut libérer les masses laborieuses du joug de l'impérialisme yankee. La petite bourgeoisie urbaine – venue au pouvoir dans les jours du gouvernement de San Martín – a montré toutes ses vacillations et ses timidités avant de capituler finalement devant les adversaires de la Révolution »⁷⁹.

Cependant, dans la deuxième moitié de 1934, au PBL, la perspective formellement trotskyste de la direction, telle qu'elle avait été élaborée dans les deux premières déclarations programmatiques à la fin de 1933, était de plus en plus remplacée par la ré-émergence d'éléments de l'ancien projet original de l'OCC de mettre en avant une lutte cherchant activement à porter au pouvoir la petite bourgeoisie. Cela revenait à l'acceptation de facto de la théorie de

l'indépendance d'une révolution anti-démocratique en tant qu'étape intermédiaire sur la route vers la Révolution socialiste.

Ces membres du PBL qui n'avaient pas déserté le parti soit pour la lutte syndicale dans la Comisión Obrera Nacional du nouveau parti *Auténtico* très récemment fondé par Grau San Martín ou l'adhésion enthousiaste à la nationaliste de gauche *Joven Cuba* dans ses préparatifs clandestins d'une insurrection armée, donnaient expression à cette thèse implicite de deux étapes dans le document *Résolution sur la situation politique présente et nos tâches*. Dans ses traits essentiels, cette déclaration programmatique rédigée le 16 octobre 1934 à la suite de la réception par le Comité central des rapports des différents comités de section révisait l'antérieure insistance sans équivoque de la direction sur la primauté de la révolution anti-impérialiste dans la lutte pour le renversement de l'ordre existant. Pour la première fois depuis la formation du PBL en septembre 1933, la direction du PBL ressuscitait la notion que l'objectif immédiat de la lutte était une espèce de révolution démocratique anti-impérialiste dans laquelle la petite bourgeoisie prendrait le pouvoir. Schématisant la théorie de Trotsky de la révolution permanente, le PBL assurait que ce ne serait qu'après que la petite bourgeoisie ait occupé le pouvoir que pourrait se développer l'étape prolétarienne du processus révolutionnaire⁸⁰. L'analyse des trotskystes à la fin de 1934 reposait sur l'appréciation que l'agitation civile s'intensifiait de nouveau et qu'une crise insurrectionnelle soutenue par les masses d'ouvriers et de paysans se développait une fois de plus vers une tentative de renversement du gouvernement Batista-Mendieta. Ils opposaient ensuite justement les chances des deux ailes du nationalisme radical avec le mouvement d'opposition, le PCR(A) dirigé par Grau San Martín et *Joven Cuba*, dirigé par Guiteras. Ils caractérisaient les *Auténticos* comme un parti restreint par le lien de ses propres cadres avec une façon de voir patriotique, électoraliste, qui avait commencé à reculer et décliner quand augmentèrent en 1934 la répression et les assassinats. Ils assuraient aussi astucieusement que l'épuisement des *Auténticos* avait « automatiquement placé avantages et responsabilité sur les épaules de l'« aile gauche » (Antonio Guiteras). Politiquement la gauche avait gagné sur ses adversaires de droite et du centre⁸¹.

Suivant le jugement de Trotsky sur le nationalisme petit-bourgeois, les trotskystes caractérisaient *Joven Cuba* comme un courant contradictoire avec à la

fois des traits progressistes et des traits réactionnaires, bien que décidément à la gauche des Auténticos⁸². Ils reconnaissaient que *Joven Cuba*, ayant une base théorique essentiellement nationaliste petite-bourgeoise, s'était déclaré « ennemi de l'impérialisme [...] tout à fait le contraire de la servilité caractéristique de la bourgeoisie indigène »⁸³.

Le PBL disait aussi que cela masquait l'instabilité sociale de l'organisation et en conséquence raisonnait que *Joven Cuba* devrait éventuellement se rapprocher du camp du prolétariat ou tomberait dans celui de la réaction pro-impérialiste. En adhérant ensuite à un jugement par Trotsky du nationalisme petit-bourgeois radical, les trotskystes cubains identifièrent la force armée de *Joven Cuba* comme le défaut majeur inhérent aux *guiteristas*. Cette déficience, disaient-ils justement, signifiait que *Joven Cuba* « sous-estimait les conditions politiques nécessaires pour la révolution pour tomber dans le fétichisme de l'organisation de l'acte insurrectionnel lui-même. L'aventurisme est sa faiblesse organique »⁸⁴.

Cependant, bien que reconnaissant les vacillations de *Joven Cuba* dans le camp de la révolution démocratique et sa tendance à réduire le problème politique à celui de monter une insurrection victorieuse, le PLB faisait des concessions de plus en plus importantes dans le travail pratique, qui équivalaient à une reconnaissance de fait de l'indépendance de la révolution démocratique anti-impérialiste. Ce faisant, les trotskystes cubains (incorporant des éléments de la stratégie de la Deuxième Période de la Comintern), liaient finalement le destin de la classe ouvrière à celui de la petite bourgeoisie.

Avec les rapports de membres tout heureux des divers comités de section du PBL indiquant les possibilités pour l'insurrection dans leurs localités respectives et les propositions des *Guiteristas* au PBL de former un front uni pour préparer les événements, le PBL développa une attitude de plus en plus positive, bien qu'unilatérale, à l'égard de *Joven Cuba*. Semblant empli de joie à l'idée d'interrompre son propre cycle de dislocation et de déclin, après des années de défaites et de désertions, le PBL, tout en disant qu'il était prêt à entrer « dans un front unique sur la base de propositions concrètes »⁸⁵, faisait des concessions de plus en plus importantes dans le travail pratique, s'engageait sur un chemin où se diluait son insistance antérieurement dénuée d'ambiguïté sur le

rôle dirigeant des organisations de la classe ouvrière dans la révolution anti-impérialiste.

L'orientation publiquement déclarée du PBL consistait essentiellement à combiner la poursuite de la construction de l'*Alianza Obrera* au niveau syndical avec un front unique distinct avec *Joven Cuba*. La forme et le contenu du deuxième travail contrastaient fortement avec celui qui était mené dans les syndicats. Le front commun *Joven Cuba*-PBL ne reposait pas sur la base d'une lutte immédiate pour diverses revendications économiques et politiques qui approfondissaient la lutte mais à la place une union secrète créée en vue de la préparation d'une insurrection. L'unique programme politique offert par les *Guiteristas*, comme le reconnaissait le PBL lui-même, était une garantie de leur « honnêteté future » quand ils seraient au pouvoir⁸⁶. En ne s'intéressant pas à un programme de revendications immédiates, une action concrète, tout front commun avec les *guiteristas* était donc limité tout de suite et prématurément à aggraver la crise plutôt qu'à l'approfondir. L'action pratique était essentiellement la collecte des armes pour une insurrection.

La nouvelle perspective du PBL intégrait aussi une revendication formulée auparavant pour « une Constituante qui ne soit pas sous contrôle du gouvernement ».

Comme Trotsky l'écrivait dans un autre contexte⁸⁷, une Assemblée constituante dans un pays où les problèmes de la libération nationale et de la révolution agraire étaient posés avec une urgence immédiate, était avant tout un forum bourgeois démocratique dans lequel une avant-garde prolétarienne pourrait se développer en faisant la démonstration de l'incapacité de la démocratie bourgeoise à réaliser les tâches de la révolution agraire démocratique. Adhérant à la perspective anti-impérialiste prolétarienne, Trotsky insistait aussi sur le fait que le Parti communiste devait faire partout de l'agitation pour des soviets distincts, une assemblée plus démocratique facilitant l'émergence d'une dictature prolétarienne de classe.

Comme Trotsky, les trotskystes cubains voyaient dans l'assemblée un forum transitoire qui provoquerait une réaction déterminée du gouvernement pour empêcher que soient réalisées les propositions pour une révolution agraire démocratique. Cependant comme le reflet de la dérive qui les éloignait de la perspective anti-impérialiste prolétarienne, en lançant le mot d'ordre d'une

Assemblée constituante, ils ne s'opposaient pas explicitement au nationalisme petit-bourgeois avec la vision du prolétariat comme protagoniste historique. Au lieu de cela, le PBL voyait l'assemblée comme un outil avec lequel ils pourraient poursuivre une insurrection aux objectifs anti-impérialistes démocratiques indiqués ci-dessus, aux côtés de *Joven Cuba*.

Dans le schéma trotskyste des événements, au moment où l'assemblée était écrasée par un gouvernement opposé au développement ultérieur de la révolution agraire démocratique, l'étroit front unique PBL *Joven Cuba* se développerait en organisme de lutte militante, le mot d'ordre de « front unique de lutte contre le gouvernement » étant remplacé par celui de « *juntas révolutionnaires dans chaque village, chaque centrale sucrière etc., formées de représentants de ces deux partis, celui de Guiteras et le nôtre, qui prendraient en charge la préparation de l'ensemble de la lutte. C'est ainsi que nous commencerions l'insurrection et c'est ainsi que nous l'influencerions et la dirigerions de l'intérieur* »⁸⁸ ?

Le PBL donnait ainsi la priorité au projet d'établissement de comités paritaires *Joven Cuba*-PBL sur celui de front uni basé sur une lutte pour les revendications démocratiques. Ce faisant, les trotskystes cubains ressuscitaient implicitement la notion que l'objectif immédiat de la lutte était une révolution démocratique anti-impérialiste dans laquelle la petite bourgeoisie assumerait le pouvoir. Introduisant l'idée que cette insurrection anti-impérialiste démocratique pouvait être une étape distincte, le PBL disait que c'était seulement après l'arrivée au pouvoir de la petite bourgeoisie que l'étape prolétarienne du processus révolutionnaire commencerait. Le PBL déclarait :

« Si, après toute la préparation nécessaire, l'acte technique de l'insurrection a lieu comme point culminant du processus politique [...] il est presque certain que la petite bourgeoisie arrivera au pouvoir [...] C'est alors que nous mettrons en pratique la transformation de la révolution démocratique en révolution socialiste. C'est alors qu'à travers une transformation dans les *Juntas* révolutionnaires, les authentiques conseils ouvriers, paysans et soldats, naîtront des masses. C'est alors que le mot d'ordre "Tout le pouvoir aux *Juntas*" prendra son contenu révolutionnaire de masse »⁸⁹.

C'était sur la base de la compréhension que l'étape prolétarienne de la révolution se développerait inéluctablement une fois la petite-bourgeoisie au pouvoir que le PBL justifia son travail préparatoire en commun sur le front

insurrectionnel avec *Joven Cuba*. En particulier, les activités secrètes entamées par le PBL en matière de collecte d'armes, d'organisation et entraînement de sa propre milice étaient considérées comme autant d'initiatives nécessaires pour renforcer la solidité du parti et se préparer à la future rupture dans le front uni quand le PBL voudrait marcher indépendamment vers le pouvoir⁹⁰.

La formulation du processus révolutionnaire projeté entraînait le PBL à centrer son attention sur les accords avec *Joven Cuba* qui étaient destinés à aggraver plus qu'à approfondir la situation révolutionnaire et à élaborer un programme pour le moment où la petite bourgeoisie serait au pouvoir. Cependant, comme pour démontrer à quel point les trotskystes avaient lié leur destin en tant qu'avant-garde prolétarienne au destin de la petite bourgeoisie, les développements lui échappaient dans une large mesure et confirmaient le déclin de son influence en comparaison de celle qu'elle avait eue dans les premiers mouvements grévistes de la fin 1933 et du début 1934. L'instabilité de la situation politique caractérisée par des explosions de grèves spontanées largement non coordonnées et des activités terroristes en 1934 se développèrent en un autre mouvement de grève générale au début 1935.

Bien que la classe ouvrière ait rejoint les étudiants et les fonctionnaires en grève générale, comme le reconnaissait le PBL lui-même, ce mouvement gréviste était largement un mouvement spontané sans direction centralisée effective. Le contrôle existant était entre les mains du mouvement étudiant par l'intermédiaire de ce qui s'appelait le Comité défense prolétarienne. Bien que le PBL ait cherché à concentrer ses forces pour renforcer ce comité, la grève fut vite battue. La loi martiale fut proclamée, la police tira sur les réunions ouvrières et les locaux de toutes les organisations prolétariennes furent perquisitionnés et mis à sac. Après avoir écrasé le mouvement gréviste et obligé les syndicats à se dissoudre, les forces de la Sécurité d'Etat infligèrent une nouvelle punition sévère à ceux qui avaient été arrêtés. Les membres du PBL durent affronter de longues peines de prison, de déportation et certains périrent aux mains des forces répressives qui dominaient l'Etat⁹¹.

Le développement et destin final de la grève de mars 1935 fut autant une mise en accusation de la trajectoire politique du PBL dans la période de 1933-35 qu'un reflet dans le mouvement ouvrier et le rapport des forces sociales de l'anarchisme apolitique de l'anarcho-syndicalisme. Bien que le PBL ait à son

congrès de fondation de septembre 1933 choisi de s'assigner la tâche de dessiner une avant-garde révolutionnaire communiste et de regrouper la classe ouvrière autour d'un programme prolétarien et anti-impérialiste clair, pendant les événements de 1934 et du début 1935, il fit des concessions de plus en plus importantes à la vieille tradition anarcho-syndicaliste et au nationalisme non prolétarien.

C'est-à-dire qu'en pratique, les trotskystes cubains développèrent toujours plus une ligne stratégique et tactique qui avait plus à voir avec les plans insurrectionnels de Mella et la critique originelle Deuxième Période du PCC par l'OCC, qu'avec le jugement de Trotsky sur les priorités politiques. Le PBL manifesta une tendance à se concentrer sur le front uni ouvrier dans le domaine syndical, l'ignorant largement dans le domaine politique, et chercha à former des alliances non-critiques avec les forces du nationalisme petit-bourgeois, en l'occurrence avant tout sous la forme de *Joven Cuba*. Alors que la révolution anti-impérialiste demeurait le but déclaré, à la fin de 1934, elle était vue comme le résultat d'un processus objectif qui se déroulerait si on donnait la primauté au développement de la révolution anti-impérialiste démocratique distincte.

Cette compréhension théorique laissa en définitive les trotskystes cubains totalement isolés des masses et, au lieu d'essayer de développer un front uni autour d'un programme d'action concret comme le leur conseillait Trotsky, le PBL se concentra de plus en plus sur la construction d'étroites juntas avec *Joven Cuba* dans la préparation d'une insurrection dont il considérait qu'elle devait porter au pouvoir la petite bourgeoisie.

Les rapports entre le PBL et les Communistes officiels

Pendant le gouvernement des « *Cent Jours* » de Grau San Martín, le PCC attribua aux trotskystes bien des actions de trahison politique. En termes généraux, le PBL était accusé de commettre des meurtres, de recruter des briseurs de grève, de créer des syndicats parallèles dans les secteurs contrôlés par la CNOC et, avec le soutien du gouvernement, de construire un centre syndical réformiste pour rivaliser avec celui des communistes officiels⁹². C'étaient là les accusations sans fondement, typiques des calomnies antitrotskystes émanant d'un Parti communiste, mais les accusations spécifiques contre Junco et autres essayaient de chausser les chaussures du leader syndical réformiste Juan

Arévalo dont l'utilité, disait le PCC avait cessé d'exister⁹³, mais avait quelque contenu. C'est-à-dire que, tandis que le PBL n'essayait pas de construire un centre ouvrier dans le moule de l'Unión Federativa Obrera Nacional, pro-Machado enragée, le PBL, dans certains secteurs, ne soutint pas des grèves contre des aspects du programme anti-ouvrier de l'administration Grau San Martín. Comme on l'a indiqué plus haut, il y a des éléments qui attestent qu'il en était ainsi dans la région de Guantánamo où le PBL *guantanamoño*; dans son désir opportuniste de former une association large anti-impérialiste en alliance avec les partisans de Grau San Martín, n'insista pas sur la nécessité de l'indépendance prolétarienne dans la compétition avec le nationalisme petit-bourgeois et n'insista absolument pas sur la nécessité de l'indépendance prolétarienne en compétition avec le nationalisme petit-bourgeois.

La seule critique réellement analytique faite par le PCC de l'orientation politique du PBL parut dans le journal du PCC *Bandera roja* en octobre 1933⁹⁴. L'article soulignait la compréhension pas trop inexacte du PCC du programme de fondation du PBL. Les communistes officiels assuraient que les prémisses fondamentales du trotskysme incluait les assertions selon lesquelles à Cuba une lutte avait commencé entre l'aile réactionnaire de l'opposition bourgeoise et des éléments de la petite bourgeoisie, qu'il n'y avait pas de radicalisation des masses et que la révolution à Cuba devait être socialiste, bien qu'alliée à la paysannerie.

Pour le PCC, l'erreur fondamentale des trotskystes résidait dans ce qu'il appelait leur division arbitraire entre ceux qui étaient au pouvoir et l'opposition réactionnaire de Menocal, Mendieta et l'ABC. En véritable ultra-gauchiste, style sectaire, le PCC proclamait assez stupidement que ce que le PBL appelait le gouvernement bourgeois et l'opposition bourgeoise étaient les uns et les autres des représentants réactionnaires de la bourgeoisie et des *latifundistas* qui servaient également les intérêts de l'impérialisme US. Le PCC concluait donc que le PBL était ainsi conduit à la servilité face au gouvernement de Grau San Martín et à jouer le rôle de briseur de grèves contre la classe ouvrière. Ailleurs, les communistes officiels reprenaient leur critique Troisième Période de ce qu'ils considéraient comme une petite bourgeoisie nécessairement anti-impérialiste, pour accuser ce qu'ils appelaient le groupe **Junco-Villareal** dans la FOH, de freiner la lutte révolutionnaire contre la bourgeoisie indigène et l'impérialisme.

Un document interne des communistes officiels cependant contenait une critique de la réponse publique au développement du PBL à la fin 1933. Dans un rapport rédigé par le Bureau des Caraïbes de la Comintern l'envoyé étranger *Juan* reconnaissait qu'en Orient la lutte du parti contre l'Opposition était mauvaise, bornée aux opérations bien connues contre l'Opposition, utilisant les adjectifs de « traîtres », « voleurs », « gens méprisables », etc.⁹⁵ Le même rapport notait également que les Oppositionnels avaient beaucoup utilisé l'appel du PCC pour un retour au travail pendant la grève générale d'août 1933 et que les militants même du parti s'étaient trouvés « complètement désarmés », incapables de répondre aux critiques du PBL.

L'auteur du rapport, « *Juan* », qui s'était opposé au Comité central du PCC à la décision d'appeler à reprendre le travail ; cette circonstance révélait ainsi la tension qui subsistait entre la Comintern et sa section cubaine quand il exprimait sa critique personnelle du PCC comme « un abandon total de la lutte idéologique contre l'Opposition »⁹⁶. En particulier il déplorait le fait que bien que le programme du PBL ait été publié deux mois plus tôt, aucune critique n'en était parue de la part du PCC⁹⁷.

En réponse aux critiques du PCC, les trotskystes cubains étaient généralement prêts à étaler leurs lettres de créance antistaliniennes. En réalité, développant la critique du rôle du PCC dans les années 30, le PBL démontrait que très tôt il avait considéré qu'une intervention du stalinisme dans les affaires cubaines avait introduit dans le mouvement ouvrier un nouveau facteur contre-révolutionnaire. Dans un article écrit spécialement pour le *Militant* et publié le 28 avril 1934, le PBL souligna l'énormité du blâme que les trotskystes avaient placardé à la porte du PCC pour la défaite de janvier 1934 avec la chute du gouvernement de Grau San Martín et son remplacement par le régime Batista-Mendieta. García Villareal écrivait :

« Aucun parti ouvrier n'a eu une plus grande responsabilité théorique que celle qui repose directement sur la bureaucratie stalinienne du secrétariat des Caraïbes et du Parti Communiste de Cuba [...] Le stalinisme cubain a été converti dans le facteur le plus négatif dans le processus du développement révolutionnaire. Le blâme tout entier pour la défaite prolétarienne retombe sur les épaules du stalinisme, sans aucune réserve »⁹⁸.

En assurant que le PCC avait directement préparé le retour au pouvoir de la réaction impérialiste sur l'appareil d'Etat, le PBL identifiait correctement la

racine de l'ultra-gauchisme traître des communistes officiels dans l'étroite définition que donnait le PCC du gouvernement de la petite-bourgeoisie de Grau San Martín comme « un gouvernement bourgeois-féodal, laquais de l'impérialisme ». Pour le PBL une telle caractérisation non seulement ne parvenait pas à expliquer aux ouvriers pourquoi les intérêts de la bourgeoisie et les intérêts impérialistes US étaient aussi engagés dans une lutte contre Grau San Martín, mais montraient que, pire encore, la politique du PCC était tout entière engagée dans la voie du renversement du régime de Grau San Martín. Finalement le PBL affirmait que cette politique avait égaré les travailleurs en les lançant dans une bataille prématurée, leur avait tout brouillé et les avait épuisés, de sorte que, « quand le prolétariat se trouva lui-même obligé de combattre, il était déjà trop tard »⁹⁹. En fait, la sévérité de la critique du stalinisme par le PBL fut telle qu'à la mi-1934, ils considéraient que « [leur] première tâche était d'éliminer le stalinisme comme facteur dans le mouvement ouvrier »¹⁰⁰.

Conscient du degré d'inadéquation de toute la ligne de Troisième Période poursuivie par le PC à Cuba, le PBL développa une critique politique de la politique communiste officielle sur un certain nombre de questions théoriques et tactiques qui reflétaient très largement les critiques générales que faisait Trotsky de la politique de la Comintern. En plus de rejeter la théorie de la révolution anti-féodale et anti-impérialiste sur la base de ce qu'elle introduisait une branche distincte, plutôt qu'une phase, dans le processus révolutionnaire entre les révolutions bourgeoise et prolétarienne¹⁰¹, les trotskystes cubains éreintèrent le PCC sur toutes les questions de tactique et de stratégie syndicale. Alors que la critique agressive du PBL sur cette question n'était pas plus évidente que sur la question de la tentative du PCC de faire retourner au travail pendant la grève d'août 1933¹⁰², les trotskystes cubains développèrent leur critique de la politique syndicale des communistes officiels, généralement sectaire. Ils accusaient le PCC d'essayer de sauter par-dessus les étapes du développement de la lutte syndicale en insistant sur le syndicalisme « rouge » et le front unique à la base. Conformément au fondement, dans la pensée de Trotsky, de la tactique du front uni de la classe ouvrière, pour le PBL, le point de l'unité dans l'action autour d'un programme concret de lutte approuvé par la direction syndicale, était de démasquer les dirigeants réformistes devant les masses quand ces dirigeants s'étaient trompés et cherchaient à briser les accords pour une lutte sur des

revendications spécifiques¹⁰³. Pour les trotskystes, le mot d'ordre de front unique seulement à la base empêchait l'action de classe commune et permettait aux dirigeants réformistes d'esquiver toute responsabilité¹⁰⁴.

Dans le domaine syndical, les trotskystes cubains critiquaient aussi la préparation sectaire et les objectifs du 4^e Congrès Ouvrier National organisé par la CNOC contrôlée par le PCC, premier congrès syndical national tenu depuis 1925. Pour le syndicat des employés de commerce dominé par les trotskystes, ce congrès avait un énorme potentiel qui avait été gaspillé avant même son ouverture. Les raisons fondamentales citées de nouveau en attaquant l'ultra-gauchisme du PCC, étaient l'absence de larges discussions préalables à la conférence, l'étroitesse de la liste des organisations invitées, l'absence de toute discussion sur la question urgente des syndicats « rouges » opposés à la constitution du front unique¹⁰⁵. En détaillant leurs critiques de l'étroitesse sectaire d'un PCC incapable de poser la question de la construction d'un front unique de la classe ouvrière à la base et au sommet, les trotskystes écrivaient :

« On pouvait espérer que le 4^e Congrès national ouvrier [de la CNOC] serait précédé d'une série d'actions destinées à consolider l'orientation des masses vers lui, l'utilisant comme un canal d'évacuation de toutes les vieilles tactiques et erreurs. Pour que cela puisse se produire, il était essentiel que la question du congrès soit largement discutée et donc que la majorité de la classe ouvrière y participe. Loin de cela, le congrès, d'avance, empêche toute discussion possible sur la stratégie et la tactique à suivre et ne permet pas à d'importantes parties de la classe ouvrière d'y participer »¹⁰⁶.

Les trotskystes cubains critiquèrent aussi d'autres aspects de la politique communiste officielle. D'abord, le soutien donné par le PCC à l'autodétermination de la population noire majoritaire en Orient jusqu'à y compris la création de Ceintures Noires, de fait, des Etats indépendants, fut sévèrement critiquée. Le PBL disait que la discrimination raciale était enracinée dans la société de classe et en tant que telle ne pouvait pas être liquidée « sur l'unique base de la lutte de classe »¹⁰⁷. Reconnaisant que les divisions raciales étaient nées de la façon dont le capitalisme avait créé et reproduit la force de travail, les trotskystes disaient de façon justifiable que la façon dont le PCC abordait cette question ne faisait que contribuer au développement du racisme dans la classe ouvrière. Ainsi, tandis que le PCC ne vit jamais le besoin d'appeler à former dans les organisations ouvrières des « caucus » noirs pour y

combattre le racisme, contrairement au PCC les trotskystes dirent bien que le prolétariat avait à combattre contre le racisme pour sa propre cause dans la lutte anti-impérialiste.

Le PCC eut encore à subir d'autres critiques de Garcia Villareal pour sa tactique – apparemment pas du type Troisième Période – de diriger les protestations en les écartant des centres de la propriété impérialiste. Pour le Secrétaire Général du PBL, reconnaître des zones d'affaires et d'exploitation en se déclarant hostiles aux attaques contre la propriété impérialiste était « une capitulation honteuse »¹⁰⁸. Cependant, plutôt que d'accepter la justification du PC que sa politique était déterminée par des considérations techniques militaires et en développant cette idée pour révéler le véritable anti-internationalisme de la perspective révolutionnaire du PCC, Garcia Villareal insista au contraire sur la servilité du PC à l'égard de Moscou et assura que son attitude découlait en fait directement de la signature récente du traité Litvinov-Roosevelt de « reconnaissance mutuelle »¹⁰⁹.

Tandis que les trotskystes cubains furent généralement critiques de la perspective ultra-gauchiste du PCC d'aller vers une insurrection immédiate et l'installation d'un « gouvernement ouvrier et paysan » comme totalement prématuré, parce que la classe ouvrière et la petite bourgeoisie urbaine et rurale n'étaient pas encore sous direction communiste, le PBL appliqua spécifiquement cette critique à ce qu'il appela le lancement de l'« aventure criminelle » du 29 septembre 1933 autour de l'enterrement des restes de Mella.

Alors qu'il semble que le PCC ait appelé à cette manifestation au moins partiellement pour une démonstration de force afin de regagner un peu du prestige perdu dans la capitale après son « erreur d'août »¹¹⁰, le PBL interpréta l'apparition, pour la première fois, publiquement, des troupes de choc du PCC en uniforme comme un show provocateur, une sorte de signal d'une tentative pour lancer une grève générale et satisfaire les aspirations aventuristes du PCC en déclenchant immédiatement le feu d'une insurrection immédiate¹¹¹.

Dans les combats de rue qui entourèrent la manifestation, alors que l'armée affirmait sa force unifiée, pour la première fois depuis la dislocation de ses rangs provoquée par la Révolte des Sergents, la propre brigade de choc du PBL, créée pour la défense de la FOH, combattit côte à côte avec les partisans de Grau San Martín et de Guiteras contre les manifestants communistes officiels¹¹². Le PBL

justifia sa décision spontanée de former *de facto* un front uni avec le nationalisme petit bourgeois contre le PCC sur la base de ce que le PC avait organisé une aventure sectaire à un moment où l'armée, encore en plein chaos, avait commencé à fraterniser avec les ouvriers¹¹³.

Tandis que les accords que le PBL forgea avec les *Guiteristas* pendant les violentes confrontations du 29 septembre, posaient la base d'un projet plus ample d'action commune à partir de la fin 1934, il semble que la violence entre les groupes de choc du PCC et de la FOH ait aussi créé un précédent en ce qui concerne la nature des rapports entre communistes officiels et dissidents. Au cours de la révolution de 1930, les relations entre ces deux groupes étaient caractérisées par une hostilité mutuelle qui s'exprimait non seulement par leurs publications respectives, mais aussi physiquement. Il y eut de nombreux rapports sur des bagarres entre partisans du PBL et du PCC, particulièrement à La Havane. Selon Jorge **García Montes** et **Avila**, une bagarre de ce genre fit un mort et plusieurs blessés quand un groupe de membres du PCC armés sortirent des locaux de la CNOC pour attaquer les dirigeants ouvriers à l'intérieur de l'immeuble de la FOH contrôlée par les trotskystes¹¹⁴.

Ces relations d'hostilité, particulièrement après la violence du 29 septembre 1933, se développèrent à ce point que l'appréciation négative par le PLB de la stratégie et de la tactique du PCC fut de plus en plus caractérisée par l'idée explicite que le communisme officiel représentait une force contre-révolutionnaire dans le mouvement ouvrier. A la lumière de l'appel du PCC pour une grève générale après le massacre du 29 septembre, à laquelle la FOH s'opposa en disant qu'il fallait sauver le mouvement ouvrier d'une « déroute complète », le PBL développa une ligne de front unique dont le trait particulier était effectivement de ne pas prendre contact avec la direction du PCC. C'est à dire que le PBL lui-même opposa à la ligne syndicale sectaire une ligne qui n'était pas exprimée de façon vague et exprimait son appréciation du stalinisme comme une force contre-révolutionnaire.

Cette ligne distincte était évidente dans le projet de réponse du PBL aux lois sur le travail de Grau San Martín après le chaos dans les rues de La Havane le 29 septembre 1933. La FOH dit que c'était pour en finir avec le désordre et la division de la classe ouvrière, qui ne pouvait qu'affaiblir son front contre la Loi des 50 %, le prolétariat et ses organisations adopteraient une ligne de classe

indépendante contre la bourgeoisie et la ligne sectaire de la CNOC. Sans un tel front unique de la classe ouvrière, disait la CNOC, les défaites continueraient et le prolétariat perdrait confiance en ses propres organisations.

La contribution la plus significative du PBL dans les années 30, fut son attachement à créer un contre-courant au communisme officiel qui insistait largement sur la validité de la construction d'une organisation prolétarienne indépendante capable de diriger la classe ouvrière vers le pouvoir, tout en posant le problème de la libération nationale. Pourtant les rapports entre le PCC et le PBL étaient tels que les trotskystes, qui ne manquaient pas d'ironie, adoptaient ce qui apparaissait comme une tactique ultra-gauchiste quant à la formation d'un front unique avec les communistes officiels.

Bien que les critiques générales de la stratégie du PCC et de sa tactique aient largement reflété les critiques générales adressées par Trotsky à la politique de la Comintern Troisième Période, en 1934-35, le PBL était plus prêt à s'allier sans critique aux forces révolutionnaires du nationalisme petit-bourgeois, surtout les *Guiteristas*, qu'à essayer d'impliquer le PCC dans un front commun de lutte pour un programme d'action concret. En ce sens, l'attitude du PBL disait de façon implicite que le stalinisme, au début des années 30, n'était pas un courant centré dans le mouvement ouvrier, vacillant entre réforme ou révolution en théorie et pratique, mais au contraire était une force objectivement contre-révolutionnaire.

Le PBL et ses contacts internationaux

Alors que les contacts établis par l'OCC avec le mouvement trotskyste international étaient plutôt limités au groupe d'Opposition de Gauche communiste espagnol, après la constitution du PBL, en septembre 1933, ces contacts internationaux inclurent d'autres groupes trotskystes en Amérique. Le premier secteur du mouvement trotskyste international dans cette région à mentionner et ensuite à prendre contact avec les Cubains semble avoir été le groupe trotskyste Communist League of America. Ce contact, qui fut établi après la constitution du GBL en septembre 1934, semble avoir été pris par **James P. Cannon**, le secrétaire du groupe trotskyste US, qui, ayant vu une référence au groupe cubain dans les minutes du Secrétariat international, demanda qu'on prie le groupe cubain d'entrer en contact avec les trotskystes US.

Durant la fin de 33-34, tant la presse stalinienne que la presse trotskyste des EU contenaient un certain nombre d'articles attribués aux trotskystes cubains ainsi que nombre d'autres reposant sur les informations qu'ils avaient envoyées. Il est également clair que les Cubains continuaient à recevoir *Comunismo* et *The Militant*, ainsi que les livres et brochures contenant des écrits de Trotsky. La presse trotskyste US relayait aussi d'innombrables appels urgents pour aider financièrement la section cubaine pendant les turbulentes journées de la Révolution des années 30. Ces contacts particulièrement avec la Communist League of America aux Etats-Unis semblent avoir remplacé tout contact direct entre le PBL et le Secrétariat international à Paris.

Les luttes et perspectives de la révolution à Cuba à la fin 1933 furent aussi étudiées par le mouvement trotskyste international. D'un particulier intérêt se trouve être la question soulevée par le trotskyste US **John G. Wright** dans un article de discussion dans *The Militant* pour savoir si le temps était ou non venu d'appeler à former des soviets [à Cuba]. Préfaçant implicitement l'essence des arguments des trotskystes cubains qui les conduisait à adhérer à une tendance « libération nationale » dans le trotskysme latino-américain, Wright séparait les revendications démocratique des revendications de transition pour les soviets et était unilatéral dans les termes où il affirmait que mots d'ordre et lutte pour la libération nationale devaient être bien soulignés avant de lancer l'appel aux soviets. Quoique Wright reconnût justement que parler de la prise du pouvoir immédiate à Cuba serait suicidaire, il rejetait aussitôt l'appel à former des soviets. A leur place, il proposait la perspective d'une lutte autour du mot d'ordre de « Défense nationale révolutionnaire ». Il disait qu'on pouvait former des soviets, mais qu'il fallait d'abord coucher la lutte en termes de libération nationale. Il écrivait :

« L'avant-garde doit organiser le front uni contre l'impérialisme américain, et il faut inclure dans ce front unique non seulement toutes les organisations ouvrières mais absolument tous les secteurs de la petite bourgeoisie qui veulent et qui sont prêts à lutter contre l'ennemi commun »¹¹⁵.

La position de Wright contredisait sur bien des points un article antérieur du *Militant* qui soulignait la nature de transition de la revendication des soviets. Les soviets, disait-il, étaient des organismes de lutte populaire qui pouvaient démontrer aux ouvriers et paysans cubains leur propre force et la revendication de

leur formation peut généralement être élevée au rang des mots d'ordre anti-impérialistes démocratiques. L'article assurait également que l'appel à la formation de soviets seulement au moment de l'insurrection « ne pourrait que conduire, comme la politique stalinienne le démontra tragiquement en Chine, que le fait de ne pas avoir organisé de soviets à temps comme centre révolutionnaire et instrument des ouvriers et des paysans, ou encore des caricatures des soviets après le retrait de la vague révolutionnaire »¹¹⁶.

Dans une lettre datée du 21 novembre 1933, Trotsky en personne, dans l'une de ses rares références à Cuba, rejeta de même la déclaration de Wright contre le lancement du mot d'ordre de formation de soviets à Cuba. Il réitérait ses arguments principaux sur les tâches des révolutionnaires dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, que la prise du pouvoir ne pouvait pas y être immédiate si la majorité de la petite-bourgeoisie urbaine et rurale ne suivait pas le parti révolutionnaire prolétarien et que l'on ne pouvait y arriver que par une lutte directe et ouverte contre la bourgeoisie « nationale » et contre les dirigeants « opportunistes » de la petite bourgeoisie. Pour Trotsky cependant, les soviets en général constituaient l'organisation de combat de base du prolétariat et des autres couches de la société qui les rejoignaient dans sa lutte, et il disait que le rejet de l'appel à leur constitution, pour des raisons tactiques, comme le suggérait Wright, était une appréciation fautive du rôle qu'ils jouaient dans la révolution.

Bien qu'il orientât le débat vers les tâches immédiates des révolutionnaires à Cuba et fit allusion à la tendance de certains trotskystes de souligner à l'excès les tâches anti-impérialistes démocratiques en reléguant l'aspect anti-impérialiste prolétarien dans un avenir lointain, la discussion avec Trotsky ne semble pas avoir attiré l'attention et encore moins influencé la direction du PBL à cette époque. Fin 1934, la tendance évidente des trotskystes cubains à accepter implicitement une perspective révolutionnaire de deux étapes, dans quelques formulations ambiguës contenues dans le document *Résolution sur la situation politique actuelle et nos tâches* incita les trotskystes US à adresser au PBL une lettre sévère, montrant leur préoccupation.

La lettre du Comité national du Workers Party des USA au Comité central du PBL soulevait trois problèmes fondamentaux de stratégie et de tactique dont les Nord-Américains considéraient qu'ils imprégnaient l'appréciation des

Cubains sur le processus révolutionnaire. Le premier était que les trotskystes US considéraient comme une tendance à accepter, au moins en partie, la théorie de l'indépendance de « la révolution démocratique anti-impérialiste des ouvriers et des paysans ». Ils pressaient les Cubains de rejeter tout vestige de cette théorie qui les conduirait à accepter, au moins temporairement, la direction de la petite-bourgeoisie et ainsi, leur ferait partager son sort, comme l'avaient démontré les événements de Chine, quand la politique de Deuxième Période de la Comintern avait conduit le mouvement ouvrier à une terrible défaite.

Du fait de cette ambiguïté du PBL qu'il avait perçue sur ce premier problème, le Workers Party critiquait aussi le PBL pour « accorder trop d'importance à la question des accords avec *Joven Cuba* sur la préparation d'une future insurrection « petite-bourgeoise » et l'élaboration de programmes pour un gouvernement de coalition après cette insurrection possible. Les Nord Américains proposaient au contraire que le PBL s'efforce d'approfondir le ferment révolutionnaire dans des couches toujours plus larges de masses, plutôt que d'aggraver la crise politique en poussant vers une insurrection dans un proche avenir. Dans ce but, ils suggéraient que le PBL développe un programme d'action immédiate, au lieu de se concentrer sur un programme d'action post-insurrection. Spécifiquement, les trotskystes US proposaient que le PBL prenne la tête de l'agitation, manifestations, grèves autour des revendications pour la fin de la terreur gouvernementale, une Assemblée constituante démocratique, les revendications agraires, les droits des travailleurs, de meilleures conditions de travail, des comités ouvriers dans les *centrales* sucrières et autres industries, leur libération de l'impérialisme et leur nationalisation sous contrôle ouvrier.

Un troisième point central de la critique se rapportait à l'application du programme d'action. Pour les Nord-Américains, le Programme d'action qu'ils avaient esquissé devait être appliqué par un large front uni incluant les staliniens, et tous les efforts devaient être concentrés dans ce but. Bien que la possibilité de conclure un front uni avec les communistes cubains officiels fût discutable, les trotskystes US écrivaient avec une certaine capacité de prévision que, « si la tendance à remplacer "le véritable front uni" par des comités paritaires de *Joven Cuba* et du PBL était vue en termes de création de soviets embryonnaires auxquels l'insurrection transférerait le pouvoir, alors, cette

politique isolerait le parti des masses et ne les gagnerait pas aux mots d'ordre révolutionnaires ».

De tous les documents et lettres échangés entre le PBL et son équivalent US, cette lettre semble avoir été la plus significative en termes de l'influence qu'elle eut sur la trajectoire politique du PBL. Alors qu'elle arriva à Cuba trop tard pour que le PBL puisse modifier ses perspectives avant la grève générale de mars 1935, au lendemain de cette défaite historique et au milieu des désertions et de l'isolement que le Workers Party avait prédits, le PBL, dans ses Thèses Politiques rédigées en octobre 1935, reflétait la substance de ces critiques dans tous ses traits essentiels. Le PBL revenait, au moins en théorie, à la formulation de Trotsky qui insistait sur ce qu'exactement comme la petite bourgeoisie était incapable de conduire une révolution anti-impérialiste victorieuse, de même la révolution anti-impérialiste démocratique n'était qu'une phase temporaire dans la révolution prolétarienne, plus profonde.

Dans la période d'après mars 1935, le PBL élaborait un programme d'action immédiate et de revendications qui intégrait la position du Workers Party selon laquelle la tâche centrale était la conquête des masses à travers le développement d'une lutte combinée pour liquider les restes de féodalisme dans les campagnes et renverser la domination impérialiste sous la direction du prolétariat.

Conclusion

La qualité principale du PBL pendant la révolution des années 30 fut qu'il essaya d'intégrer la lutte pour la révolution agraire et la libération nationale à l'intérieur de la lutte pour le socialisme. C'est quelque chose que les communistes officiels ne firent systématiquement pas, étant donné leur attachement aux excès de l'approche unilatérale Troisième Période qui rejetait le mouvement de libération nationale. Cependant, en offrant une alternative qui renvoyait la question de la construction d'un front uni anti-impérialiste pour démontrer l'incapacité définitive de la petite bourgeoisie à diriger la révolution, les trotskystes eux-mêmes manifestèrent une tendance à accepter l'indépendance de la révolution anti-impérialiste démocratique. Ils lièrent ainsi le sort de la classe ouvrière à la destinée de la petite-bourgeoisie.

Depuis sa fondation en septembre 1933, le PBL fut caractérisé par l'évolution de deux larges tendances dans ses rangs et sa trajectoire politique fut définie par la force relative de ces courants politiques qui s'affrontaient.

D'un côté, il y avait ce que l'on peut appeler de façon très large une tendance « trotskyste » autour de Marcos García Villareal, Gastón Medina et un certain nombre d'autres dirigeants au cœur du PBL. Cette tendance soutenait initialement que seule une révolution anti-impérialiste prolétarienne pouvait assurer même les bases les plus élémentaires de la révolution bourgeoise démocratique, une perspective qui correspondait en gros à celle que dessinait Trotsky.

Le second secteur du PBL est celui qui peut être défini comme une tendance « nationaliste petite-bourgeoise ». Elle était plus ouvertement décidée à poursuivre une politique de Deuxième Période en formant de larges blocs anti-impérialistes démocratiques avec les forces du nationalisme réformiste et révolutionnaire. Cette tendance fut la plus évidente dans les déclarations et l'activité du plus grand Comité de section du PBL, celui de Guantanamo. La majorité de la branche *guantanameño* voulait construire une association lâche multi-classiste en poursuivant une stratégie qui acceptait implicitement l'indépendance de la révolution anti-impérialiste démocratique, liant ainsi ouvertement la destinée de la classe ouvrière au destin du nationalisme petit-bourgeois. Le conflit entre ces deux conceptions de l'activité révolutionnaire conduisit la branche de Guantánamo à fonctionner de façon indépendante du Comité central du PBL, ignorant ses directives depuis la fondation du parti en septembre 1933.

Ces deux tendances en conflit, quoique initialement coexistantes, ont eu des degrés d'influence fluctuants sur la tactique du PBL pendant la Révolution des années 30. Initialement, ce que j'ai appelé la tendance « trotskyste » ou « prolétarienne » l'emporta dans la mesure où le PBL adopta formellement les postulats fondamentaux de la théorie de la Révolution permanente à sa conférence de fondation. Plus, l'orientation décisive vers la Ligue communiste internationale, en même temps que les tâches de défense du régime de Grau San Martín contre l'impérialisme, et la lutte contre les excès du stalinisme après « l'erreur d'août », ont tenu temporairement en échec le développement de la

composition politique interne du PBL et la désintégration graduelle du parti trotskyste cubain.

Cependant, avec la chute du gouvernement Grau San Martín en janvier 1934, la perspective formellement « trotskyste » du PBL a été de plus en plus menacée par le poids des traditions de syndicalisme et de lutte pour la libération nationale au sein des rangs hétérogènes du PBL. Pendant l'année 1934, bien que les tentatives trotskystes de bâtir l'Alianza Obrera était très en avant du sectarisme ultra-gauchiste du PCC, il est devenu évident que leur tactique de front uni n'était pas destinée à aggraver les contradictions entre le mouvement anti-impérialiste et sa direction nationaliste petite bourgeoise. C'est-à-dire que les fragiles racines que les partisans de la Révolution permanente avaient établies se sont révélées superficielles pour changer les formes de lutte traditionnelles et le PBL dans son ensemble n'a pas réussi à proposer un cours politique indépendant à la classe ouvrière.

En 1934, le havre naturel pour les éléments « nationalistes petits bourgeois » dans le PBL était *Joven Cuba* ou, pour ceux qui avaient un passé de travail syndical la Commission nationale du Travail des *Auténticos*. Cependant, les secteurs « trotskystes » du parti qui avaient initialement rejeté une véritable liquidation à l'intérieur des partis nationalistes et des blocs étaient de plus en plus attirés par la constitution d'un front uni avec *Joven Cuba*. Ce fut particulièrement évident dans l'activité du PBL à la fin de 1934-début de 1935. Outre le fait que l'alliance tactique qu'ils avaient conclue avec les *Guiteristas* avait une base dangereusement étroite et cherchait à aiguïser la situation révolutionnaire plutôt que de l'approfondir dans les couches larges de la petite bourgeoisie urbaine et rurale, la perspective d'un bloc large révélait aussi la tendance des trotskystes à souligner que l'objectif immédiat était une révolution anti-impérialiste démocratique. Cette tendance, en outre, était parallèle à la trajectoire d'autres groupes trotskystes en Amérique latine. Les groupes trotskystes au Chili et en Bolivie, par exemple, cherchaient également à former de larges alliances non critiques avec le secteur national révolutionnaire quand les mouvements nationalistes avancés s'engagèrent dans les projets insurrectionnels conspiratifs dans leurs pays respectifs dans les années 30.

Cette tendance à mettre la lutte pour l'émancipation sociale sur le brûleur arrière en faveur de la mise en lumière des mots d'ordre renvoyant à la question

de l'anti-impérialisme démocratique, avaient peu en commun avec l'insistance de Trotsky sur le nécessaire caractère prolétarien de la lutte anti-impérialiste. Cependant un trait qui rachète la position des trotskystes cubains réside dans le fait qu'ils justifiaient leur trajectoire en termes qui incorporaient de façon lâche l'essence de la théorie de la Révolution permanente. C'est-à-dire qu'ils insistaient sur ce que, dans un pays comme Cuba, le nationalisme petit-bourgeois devrait finalement se désintéresser, forçant ses partisans à s'aligner soit derrière le prolétariat soit derrière la contre-révolution. Fin 1934 et début 1935, le PBL assurait qu'il était essentiel que les trotskystes prennent les armes aux côtés de *Joven Cuba* pour renforcer l'influence prolétarienne parmi les nationalistes révolutionnaires et ainsi rendre plus vraisemblable que la petite bourgeoisie tombe plus du côté de la révolution prolétarienne que de celui de la réaction pro-impérialiste.

En ce qui concerne les caractères organisationnels et le développement des trotskystes cubains, le PBL connut indiscutablement son apogée autour de sa constitution en septembre 1934 et peu après, avant de décliner fortement en 1934 et dans la première moitié de 1935. En 1933-34, le PBL était un gros groupe selon les normes trotskystes, sinon le plus gros en dehors de l'Union soviétique, capable de revendiquer 800 membres de façon plausible. Plus encore à la différence d'autres groupes trotskystes d'Amérique Latine, généralement concentrés dans leurs capitales respectives, les trotskystes cubains avaient d'importants centres à travers tout le pays, plus particulièrement dans les provinces du Matanzas et de l'Orient ainsi qu'à La Havane. Ce n'est qu'après la défaite de la Révolution de 1930 que le groupe trotskyste cubain déclina fortement vers une dimension plus répandue dans les autres sections latino-américaines du mouvement trotskyste international.

Le destin des trotskystes cubains fut dans une large mesure déterminé par les objectifs qu'ils se fixèrent eux-mêmes et la tactique qu'ils employèrent pour réaliser leurs objectifs. Cependant d'autres facteurs contribuèrent à l'échec des trotskystes cubains dans la construction d'un parti prolétarien de masse à la fin de la Révolution des années 30. Avant tout, malgré le fait qu'ils aient bénéficié d'avoir initialement attiré nombre de syndicalistes bien connus et expérimentés, la direction du PBL a largement reflété celle de ses membres. Les membres de la direction du PBL étaient eux-aussi une mixture hétérogène d'anarcho-

syndicalistes anti-staliniens, de nationalistes petits-bourgeois radicaux et d'anti-impérialistes prolétariens. Nombre de dirigeants reconnus, nationalement et/ou localement, comme Junco, hésitaient à s'engager dans le projet de construction d'un parti ouvertement trotskyste. Leur lien fragile avec le trotskysme fut coupé avec leur décision de la mi-1934 de rejoindre les organisations ouvrières des *Auténticos*.

Le projet à long terme de construire un parti trotskyste fut aussi gêné par la composition du syndicat le plus important du PBL, celui des travailleurs du commerce, un syndicat de cols blancs. Placés au-dessus du travailleur manuel ordinaire en termes socio-économiques, ces travailleurs des hôtels, des restaurants et du commerce de détail représentaient le secteur de la classe ouvrière le plus proche de la petite-bourgeoisie. En tant que tel, il donna une base urbaine au nationalisme radical petit-bourgeois. Aussi, bien que le PBL attirât ses éléments les plus dynamiques, le concept d'organisations moins structurées et plus fluides devait nécessairement les attirer plus que la construction d'un parti bolchevique prolétarien discipliné.

Cependant un élément plus important pour expliquer le déclin des effectifs du PBL réside dans le fait que la période révolutionnaire dans laquelle il fut formé ne lui permit pas d'agir comme un parti ouvert. Alors que les lois sur le travail du gouvernement Grau San Martín frappaient de façon particulièrement dure le PBL dans la mesure où une grande partie du syndicat des travailleurs de commerce contrôlé par les trotskystes, en majorité d'origine espagnole, étaient ainsi chassés de leur travail, la répression de 1934-35 aboutit à l'assassinat, la torture et l'expulsion de nombre de trotskystes cubains. Comme partout dans le monde, le parti trotskyste à Cuba tenta de se consolider dans une période dominée par les défaites de la classe ouvrière.

En somme, l'OCC et le PBL dans la révolution de 1930 ont été un groupe de dimension honorable et sa formation, au moins pour un peu de temps, a levé le drapeau du trotskysme et défié le rôle dirigeant de la Comintern stalinienne dans les rangs de la classe ouvrière cubaine comme dans les autres pays d'Amérique Latine. Il faut cependant garder en mémoire que tous les groupes révolutionnaires étaient relativement nombreux à cette époque. Il est donc plus raisonnable de conclure que les conditions dans lesquelles ces communistes dissidents s'organisèrent expliquent non seulement leur trajectoire politique

première de flirt avec la théorie de l'indépendance de la révolution anti-impérialiste mais explique aussi, au moins en partie, leur force exceptionnelle.

Notes

1. Trotsky, *Œuvres*, 3, 1978, p. 78.
2. *The Militant*, 18 novembre 1933.
3. *Estatutos del PBL*, La Havane, 15 septembre 1936, p. 76.
4. *Ibidem*, p. 4.
5. A. Gómez Villar, *A propósito del Primer Congreso del Partido*, doc. interne, avril 1934, p. 2.
6. « Juan » au Bureau des Caraïbes de l'IC, La Havane, 2 décembre 1933.
7. Interview (manuscrit) de Luis Miyares par Rafael Soler Martínez.
8. « Juan » au Bureau des Caraïbes, *op.cit.*
9. Emiliano (PCC), *Informe sobre la Situación del Movimiento Revolucionario en las provincias de Oriente y Camagüey*, 18 septembre 1933.
10. *Informe del Comité Seccional de Guantánamo al Comité central del PCC*, 3 novembre 1933. *Ibid*
11. *The Militant*, 10 mars 1934.
12. *Ibidem*.
13. Lettre d'A. González à Octávio Fernández, New York, 3 juin 1934.
14. *The Militant*, 7 avril 1934.
15. *Ibidem*.
16. A. Gómez Villar, *Importante*, doc.int. avril 1934
17. *The Militant*, 14 avril 1934.
18. A. Gómez Villar, *La Reparación de RAYO*, doc.int. avril 1934.
19. *Ibidem* ; Programa del PBL, La Havane, 1934.
20. Lettre du PBL au SI de la LCI, 20 mars 1935.
21. *Ibidem*
22. A. Gómez Villar, *A propósito...*, *op.cit.*
23. A. Gómez Villar, *Los Camaradas de Oriente y el Caso de Guantánamo*, doc. int. avril 1934.
24. PV du Comité de section de Guantánamo du PCC, 8 novembre 1933 ; *Informe del Comité seccional de Guantánamo al CC del PCC op.cit.*
25. *Informe sobre la situación... op.cit.*
26. Gómez Villar, *Los Camaradas...*, *op.cit.*
27. Entrevue Miyares, *op.cit.* ; *Informe sobre la situación ...op.cit.*
28. A. Gómez Villar, *Los Camaradas...op.cit.*
29. Cette dérive des membres de Guantánamo y compris Eusebio Mujal dont le trotskysme, comme le communisme officiel, ne fut qu'un moment de passage sur sa route vers les Auténticos et même la servilité intéressée vis-à-vis des intérêts impérialistes dans les années 50. A Gómez Villar, *A propósito...op.cit.*

30. Gómez Villar, *Los Camaradas...op.cit.*
31. A Gómez Villar, *A propósito...op.cit.*
32. *Ibidem*.
33. PBL à SI de la LCI, *op.cit.*
34. *Ibidem* ; *Cuba Obrera*, La Havane, août 1941 et décembre 1941.
35. PBL à SI,, *op.cit.*
36. *Ibidem*.
37. *Ibidem*.
38. *Ibidem*.
39. *Ibidem*.
40. *Ibidem*.
41. Rien ne permet d'affirmer comme le suggère Soler (Soler Martínez, « Los Orígenes del Trotskismo en Cuba », *op.cit.*) que l'« entrée » du PBL dans Joven Cuba était l'application de la tactique du « tournant français » à Cuba.
42. *The Militant*, 18 novembre 1933.
43. Trotsky, *The transitional Program for Socialist Revolution*, NY 1977, p. 134.
44. *The Militant*, 18 novembre 1933.
45. *Ibidem*.
46. *Ibidem*.
47. *Ibidem*.
48. *Ibidem*.
49. *Ibidem*.
50. *Ibidem*.
51. Duarte Hurtado, *La Estrategia Unitaria de la Revolución Cubana*, La Havane, 1997.
52. *Ibidem*.
53. *Ibidem*.
54. *Ibidem*.
55. *Ibidem*.
56. *Ibidem*.
57. *Comunismo* (Madrid) mai-juin 1934 ; *The Militant*, 14 avril 1934.
58. *Comunismo*, juillet 1934.
59. *The Militant*, 14 avril 1934 ; *Comunismo* ; juillet 1934.
60. *The Militant*, 14 avril 1934.
61. Mesa ejecutiva de la FOH, *A todos los Obreros de la Provincia*, 18 septembre 1933.
62. *Ibidem*, 18 novembre 1933 ; *El Obrero Paradero*, décembre 1938.
63. PBL, *A los Militantes, Células, Secciones, Organismos Locales del PCC*, nd.
64. Oriente district Committee of the PBL, *Manifiesto del PBL*, décembre 1933.
65. Gómez Villar, *Los Camaradas...*, *op.cit.*
66. *The Militant*, 14 avril 1934 ; *Cultura Proletaria*, La Havane, janvier 1934.
67. *Comunismo*, juillet 1934, *The Militant*, 14 avril 1934.
68. *The Militant*, 28 avril 1934 ; *Cultura Proletaria*, janvier 1934.
69. DGECC, *A Todos los Empleados del Comercio, Organizados y no Organizados. A los Empleados, Ocupados y Desocupados. A todos los Trabajadores en General* ; La Havane, 1^{er} avril 1934.

70. Les trotskistes nord-américains assuraient que le mot d'ordre d'Alliance ouvrière était frauduleusement utilisé par Maurín, qui l'employait pour créer un parti bi-classiste, un bloc ouvrier et paysan, en opposition au principe marxiste de l'hégémonie prolétarienne dans la révolution, les Poumistes rétorquaient que c'était l'expérience de Nin et Maurín en tant que dirigeants de l'Alianza Obrera en Catalogne qui les avait conduits à refléter le front unique et la nécessité d'unir les révolutionnaires marxistes en un parti politique unique. Cf. W.Solano, « *Vidas paralelas : Andreu Nin y Joaquín Maurín* » in Alba et alia *Andreu Nin i el Socialisme* ; Barcelona 1998.
71. A. Gómez Villar, *Las Luchas en los Sindicatos y el Porqué de la Alianza Obrera*; PBL, doc.int. avril 1934.
72. SGEVV, *A Todos los Empleados...* op.cit.
73. A.Gómez Villar, *La Conferencia Nacional de los Empleados del Comercio*, PBL doc.int., avril 1934.
74. A. Gómez Villar, *Las Luchas en los ...*, op.cit.
75. A Gómez Villar, *El Frente Unico de los Stalinistas y de los Bolcheviques en Victoria de las Tunas* ; PBL int.doct, avril 1934.
76. Cette position rappelle à bien des égards celle des brandlériens dans l'IC. Pendant la 3^e période, ils maintenaient une position de « neutralité » sur les questions russes tout en continuant à avoir une attitude générale d'« opposition » dans l'IC. Leur refus de critiquer le parti russe était fondé sur l'espérance que Staline écarterait la direction ultra-gauchiste de l'IC et installerait les « droitiers » à la tête des partis communistes.
77. Gómez Villar, *El Frente Unico...*op.cit.
78. *Ibidem*.
79. FOH ; *Cual es la Salida ?* La Havane, 2 juillet 1934.
80. PBL *Resolution on the Present Political Situation and Our Tasks*, La Havane, 16 octobre 1934.
81. Trotsky expliquait que le nationalisme petit-bourgeois dans les pays coloniaux et semi-coloniaux était à double face. Il pouvait avoir un aspect réactionnaire dans la mesure où il était dirigé contre les ouvriers mais pouvait avoir un aspect progressiste comme il était dirigé contre l'impérialisme. Pour lui, on pouvait travailler avec ces forces du nationalisme petit-bourgeois tant que le nationalisme rural et urbain des pauvres était dirigé contre l'opresseur étranger. Cependant ce n'était possible qu'à la condition que les organisations de la IVe ne participent pas au Guomindang, à l'APRA ou autres formations nationalistes et gardent leur liberté d'action et de critique totale. Voir Trotsky « Sur la déclaration des oppositionnels indochinois », *Writings*, 2, pp. 30-31.
82. *Resolution on the Present Political Situation and Our Tasks*, op.cit.
83. *Ibidem*.
84. *Ibidem*.
85. *Ibidem*. Selon le PBL ce programme était caractéristique de la petite bourgeoisie : liberté d'expression du prolétariat, distribution de la terre, dissolution des monopoles, lutte contre l'impérialisme.
86. *Ibidem*.

87. « Le mot d'ordre d'assemblée nationale en Chine », *Writings* 2; NY 1975, pp. 164-167.
88. *Résolution, On the Present.*, op.cit. Dans un programme d'action à part, daté du 16 novembre 1934, le PBL donnait les grandes lignes de la structure qu'il proposait pour les Juntas révolutionnaires. Les diverses juntas locales devaient être sous le contrôle de la direction à La Havane, bien qu'un état-major ait à diriger l'insurrection. On envisageait que les Juntas prendraient le pouvoir d'État dans toutes les villes et provinces après la victoire d'une insurrection et un congrès national des juntas devait décider la désignation d'un nouveau gouvernement. Cf. le *Programme d'action*, dans le document mentionné ci-dessus.
89. *Ibidem*.
90. *Ibidem*.
91. *The New International*, octobre 1935.
92. Par exemple, Mesa Ejecutiva Confederal de la CNOC : *Camaradas, en Pie ! Combate por el IV Congreso Nacional Obrero de Unidad Sindical Convocado por la Confederación Nacional Obrera de Cuba*.
93. *Linea* (La Havane) ; 24 octobre 1933.
94. *Bandera Roja* (La Havane), 20 octobre 1933.
95. Juan au Bureau des Caraïbes, op.cit.
96. *Ibidem*.
97. Cette critique ignorait évidemment l'article paru dans *Bandera roja* du PCC le 20 octobre 1933.
99. *The Militant*, 28 avril 1934.
100. *Ibidem*.
101. *Desarrollo y Luchas...*op.cit. *Comunismo*, juillet 1934.
102. Programa del PBL op.cit.
103. La littérature du PBL fait référence sur référence à la prétendue « erreur d'août » pour des objectifs propagandistes, bien après l'événement. Par exemple, *El Obrero Panadero*, décembre 1933 et *El SGECC Frente al IV Congreso Obrero nacional*, op.cit.
104. Trotsky a donné son interprétation de l'objectif du front unique ouvrier dans « A Letter to a Social democrat Worker », *The Struggle against Fascism in Germany*, NY 1971, p.349-369. *SGECC Frente al IV... op.cit*.
105. *Ibidem*.
106. Programa del PBL, op.cit.
107. *The Militant*, 28 avril 1934.
108. *Comunismo*, septembre 1934. Une dilution de la rhétorique anti-impérialiste des communistes en Amérique latine était conditionnée par le désir affiché de la bureaucratie soviétique de conclure un pacte de non agression avec les EU dans cette région du Pacifique afin de contenir la menace japonaise peu après l'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne. Entre mai et novembre 1933, il y eut un certain rapprochement entre les USA et l'URSS qui aboutit à leur connaissance mutuelle.
109. Cette opinion a été récemment exprimée par l'un des leaders PBL de l'époque, feu Carlos Padrón, dans une lettre à Rafael Soler, du 7 novembre 1996.

110. *The Militant*, 28 avril 1934. FOH, A *Todos los Obreros...* La Havane septembre 1933.
111. *The Militant*, 28 avril 1934.
112. Padron à Soler, *op. cit.*
113. *The Militant*, 28 avril 1934.
114. J. Garcia Montes et A. Alonso Avila, *op. cit.*, pp. 164-165.
115. *The Militant*, 28 avril 1934.
116. FOH, A *Todos los obreros...*, *op.cit.*

Bruno Guigue

Le procès du communisme

Dans la décennie qui a suivi la chute du mur de Berlin, l'oraison funèbre du communisme a donné naissance à une abondante littérature. Il est advenu de la Révolution russe, du coup, ce que Nietzsche observait à propos de la Révolution française : le texte a disparu sous le commentaire. Mais dans le cas du communisme, tout se passe comme si une seule interprétation avait droit de cité : celle qui y voit l'effet dévastateur de la démesure révolutionnaire. Pour la plupart des auteurs, la cause est entendue : l'effondrement du système rejaillit sur ses origines et vaut condamnation radicale de l'idée communiste. A leurs yeux, l'implosion de l'URSS fut en somme ce que le Jugement dernier était aux théologiens du Moyen Age : l'ultime épreuve qui dévoile le sens des existences profanes. La déchéance du régime soviétique, ainsi, a scellé le sort d'une idée contraire aux lois intangibles qui régissent les sociétés humaines. Il a sonné le glas d'un système acharné, depuis l'origine, à transgresser les règles élémentaires du vivre-ensemble. Il a fixé, définitivement, une ligne de partage entre la civilisation et la barbarie, entre la sagesse libérale et la folie révolutionnaire.

On peut néanmoins se demander si, victime d'une illusion rétrospective, la pensée dominante n'attribue pas à son propre jugement de valeur, à la faveur de cette brusque sortie de scène, les faux prestiges d'un jugement de fait. « *Ce n'est pas parce que l'Etat stalinien était criminel que les prescriptions léninistes cristallisées dans Octobre 17 ont cessé d'exposer le communisme à son éternité*

dans le temps. Et du reste, quel rapport entre ces prescriptions, cet événement et l'Etat stalinien, sinon de pure consécration empirique ? » Pire encore, « l'Etat stalinien, devenu rétroactivement l'incarnation absurde de l'Idée, a fonctionné comme argument historique imparable contre l'Idée elle-même... »¹

L'occultation et le procès

Le plus frappant, dans le discours dominant, c'est qu'il s'efforce à tout prix de réduire la signification du communisme à son expression totalitaire. Son procédé le plus courant, en effet, n'est-il pas l'amalgame systématique entre **Lénine** et **Staline** ? Chronologiquement son prédécesseur, le premier devient alors le précurseur du second : la Tchéka préfigure le NKVD, le « communisme de guerre » la terreur des années 30, et la dictature bolchevique instaurée durant la guerre civile, le régime totalitaire du stalinisme à son apogée.

Inversement, Staline serait contenu tout entier dans Lénine comme le poussin dans l'œuf. Et une obscure fatalité, inhérente à ce délire collectif, aurait conduit tout droit de l'un à l'autre. Ne faut-il voir, ici, ce que **Charles Péguy** considérait comme « *la commune erreur intellectuelle en matière d'histoire* », à savoir « *reporter sur les vertus des fondateurs l'ombre portée des abusements des profiteurs* » ?

Rien d'étonnant, dès lors, à ce qu'on attribue la responsabilité du goulag au chef du parti bolchevique : pour avoir lutté contre les adversaires du nouveau régime, il serait à l'origine d'un système qui devait nécessairement déboucher sur une domination sans partage et une terreur généralisée.

Et pourtant, faut-il rappeler que Lénine n'a connu l'univers de la déportation que comme victime répétée de la répression tsariste ? Et que l'élimination physique des opposants, en revanche, n'a jamais constitué un trait particulier du régime soviétique avant l'instauration, au début des années 30, de la dictature stalinienne ?

Pour le réduire plus commodément à sa perversion totalitaire, la pensée dominante s'évertue, toutefois, à démontrer le caractère antidémocratique du bolchevisme. Il en est ainsi lorsqu'elle procède à la réécriture de son événement fondateur. Elle interprète alors la révolution d'Octobre, le plus souvent, à la

1. Alain Badiou, *D'un désastre obscur*, Editions de l'Aube, 1991, p. 24.

faveur d'une omission stupéfiante : on ne dit rien sur l'apparition des soviets en 1917, ni un mot de leur ralliement progressif aux thèses léninistes. La simultanéité entre le deuxième congrès des soviets, qui voit le triomphe des bolcheviks, et l'insurrection d'Octobre qui leur offre le pouvoir, est purement et simplement occultée. Et l'on feint d'ignorer un fait historique majeur : le vote majoritaire des délégués de toute la Russie en faveur de l'insurrection, le 25 octobre 1917, et l'onction révolutionnaire qui s'attache, du coup, au nouveau gouvernement présidé par Lénine.

Mais pour illustrer le caractère antidémocratique du bolchevisme, on préfère invoquer la dispersion de l'Assemblée constituante, en janvier 1918, tout en faisant l'impasse sur la légitimité populaire acquise, en octobre 1917, grâce à l'adhésion massive des ouvriers et des soldats. De cette omission volontaire, on comprend les raisons. La réalité d'un léninisme majoritaire au sein des organes de la représentation populaire est manifestement encombrante : elle oppose un démenti catégorique à l'idée selon laquelle le parti bolchevique aurait fait fi du soutien populaire au moment de la conquête du pouvoir. Elle anéantit l'image d'Epinal d'un Lénine acharné à supprimer les formes de la représentation démocratique. Elle restitue l'histoire authentique d'une révolution qui traduit, d'abord, l'immense protestation du peuple russe contre la boucherie des tranchées orchestrée par l'autocratie et ses alliés occidentaux.

En occultant son événement fondateur, l'idéologie dominante peut alors ramener le communisme à une sorte de conspiration générale, dictée par un obscur ressentiment, contre la démocratie et les libertés. Elle peut soutenir la thèse selon laquelle l'espérance d'Octobre était minée dès l'origine par le virus de la haine qui présiderait, paraît-il, à l'entreprise révolutionnaire. Le communisme, dans cette analyse, apparaît de bout en bout comme l'envers monstrueux d'un décor qui est celui du monde « démocratique et libéral ». Et peu importe que ce décor soit tout aussi fictif que l'avenir radieux promis par le messianisme totalitaire. Car il s'agit d'affecter le bolchevisme d'un signe négatif d'autant plus inamovible qu'il semble indifférent aux contradictions de l'histoire réelle. Il s'agit de l'affubler d'un péché originel d'autant plus ineffaçable qu'il puise ses racines dans une folie collective à la mesure des catastrophes du siècle.

Mais il est un autre aspect du bolchevisme que son interprétation dominante s'emploie délibérément à faire disparaître : la démocratie dans le

parti, l'obsession du débat politique, l'attachement des compagnons de Lénine à la libre confrontation des idées. On sait comment, en désaccord avec les thèses léninistes à la veille d'Octobre, Kaménev et Zinoviev iront jusqu'à les dénoncer par voie de presse, quelques semaines avant la prise du pouvoir et alors même qu'ils siègent au comité central. Proprement sidérante, cette transparence du débat interne au sein d'un parti qui s'apprête à saisir le pouvoir et dont le chef est encore dans la clandestinité a de quoi faire pâlir d'envie nos militants contemporains. Elle n'éveille pourtant aucun écho chez ceux qui préfèrent voir dans le parti de Lénine « *un parti idéologique à fidélité militaire, mêlant à doses fortes l'idée d'une science de l'histoire d'une part, celle de la toute puissance de l'action de l'autre, et promettant ainsi aux initiés le pouvoir absolu au prix de leur obéissance aveugle au parti.* »¹

Reste enfin à nous expliquer comment un mouvement politique répondant à cette définition a pu réintégrer aussitôt les deux dirigeants, offrant à l'un la vice-présidence du gouvernement, et à l'autre la direction de l'Internationale dont dépendait alors, dans l'esprit de tous, le salut de la révolution russe.

Le procédé cher aux idéologues contemporains, en tout cas, se laisse aisément deviner : il consiste à faire fi de la chronologie et à s'affranchir de la réalité des événements, tout en s'imaginant avoir saisi l'essence du communisme.

Mais s'il joue un rôle aussi fondamental dans l'argumentaire, c'est qu'il fait écho, paradoxalement, au discours stalinien. Ramener la signification du communisme à son expression totalitaire revient à nier toute solution de continuité entre Lénine et Staline : or c'est précisément le dogme sur lequel repose l'idéologie stalinienne, constamment adossée à la fiction d'un fondateur et d'un successeur unis l'un à l'autre dans la mémoire des peuples. Quand le discours dominant condamne « en bloc » le communisme, Lénine compris, il procède à une négation de l'histoire soviétique qui constitue, par conséquent, le ressort même de l'idéologie totalitaire.

Il est significatif, à cet égard, que les principaux représentants de l'historiographie dominante, en France, aient jadis appartenu à la mouvance communiste. L'interprétation qu'ils donnent du phénomène, c'est celle qu'ils

1. François Furet, *Le passé d'une illusion, essai sur l'idée communiste au XXème siècle*, Robert Laffont / Calmann-Lévy, 1995, p. 95.

ont tiré de sa caricature totalitaire, à laquelle ils ont cru aveuglément pendant des années comme à un dogme intangible. Pour avoir été dupés durant leur jeunesse par une idéologie mensongère, ils entendent aujourd'hui donner des leçons de clairvoyance.

Pire encore : staliniens retournés, ils appliquent à la recherche historique le même stalinisme qui fut leur système de pensée. N'ayant connu du communisme que sa mystification, ils la prennent pour sa réalité. C'est pourquoi la vulgate antisoviétique, chez eux, ne présente l'apparence d'un discours sur l'histoire qu'en épousant la vulgate soviétique. Elle ne jette le discrédit sur Lénine qu'en prenant au mot le dogme stalinien. Et elle contribue à alimenter, ce faisant, un quatrième procès de Moscou destiné à liquider la mémoire du bolchevisme, à l'instar des trois procès totalitaires qui aboutirent, à la fin des années 30, à la liquidation physique des derniers compagnons de Lénine.

Communisme et barbarie

Il ne suffit pas, toutefois, de définir une entité prétendument homogène, « *le communisme* », en faisant abstraction des ruptures successives qui forment la trame de son histoire. Encore faut-il nourrir le réquisitoire en versant à son procès des pièces accablantes. C'est pourquoi l'interprétation dominante du communisme procède envers lui, en second lieu, à une imputation exclusive de la barbarie.

Tandis que l'argument précédent se nourrissait d'une secrète connivence avec le discours totalitaire, celui-ci tire sa force de l'évidence du jugement moral. Qui, en effet, n'aurait le cœur soulevé par les horreurs du stalinisme ? Du massacre des koulaks aux hôpitaux psychiatriques, en passant par les procès de Moscou et la déportation des Tatars, l'histoire du « socialisme réel » s'est accompagnée d'un déchaînement de violence inouï. Faut-il, pour autant, assimiler le communisme en général à un interminable calvaire des peuples ? Le Front populaire, les Brigades internationales et la Résistance, les luttes ouvrières et le combat anticolonialiste appartiennent-ils à l'histoire de la démocratie, ou à celle du totalitarisme ?

Et pourtant, si l'on en croit certains auteurs, le communisme ferait surgir en plein XXème siècle un autre âge de l'humanité : « la barbarie ». A l'instar du

nazisme, son frère jumeau, il marquerait une sortie momentanée du champ de la civilisation, un égarement monstrueux hors des limites du bien et du mal. Ainsi, « *les deux régimes, écrit François Furet à propos d'Hitler et de Staline, font-il connaître presque ensemble deux traits qui les mettent à part de l'humanité civilisée : le règne du parti unique sur l'Etat, et la domination sans partage dudit Parti par un seul homme.* »¹ Le pacte germano-soviétique de 1939 n'a-t-il pas confirmé, d'ailleurs, l'appartenance commune du fascisme et du communisme au système totalitaire ? Et, qui plus est, le stalinisme n'a-t-il pas ressuscité les traits de ce despotisme asiatique auquel le régime soviétique aurait emprunté sa brutalité, en héritant d'une tradition immémoriale conservée dans les gènes du peuple russe ainsi voué, paraît-il, à une servitude sans fin ?

Cette mise en accusation s'accompagne, systématiquement, d'une tendance obsessionnelle à l'inventaire des hécatombes. Destinée à fournir les preuves de l'opposition irréductible entre la civilisation et la barbarie, entre la démocratie libérale et le totalitarisme soviétique, elle a pour effet de nous plonger dans les vertigineux abîmes de l'inhumain. Tout se passe comme si l'inflation dans le décompte des assassinats, de nos jours, valait certificat de soviétologie. Plus le nombre des victimes est énorme, plus le réquisitoire anticommuniste est percutant.

Mais l'essentiel, ici, est d'administrer la preuve que l'horreur totalitaire n'a pas attendu Staline, et qu'elle s'est déchaînée du vivant même de Lénine. On empile alors, sans nuances, les victimes de la guerre civile russe et celles du goulag stalinien. On fait comme si la Russie soviétique n'avait pas été assiégée, de 1918 à 1921, par les troupes alliées secourant les armées blanches.

On feint d'oublier que la guerre civile s'est largement greffée sur cette guerre d'intervention orchestrée par l'Occident capitaliste. L'on omet de préciser que le communisme de guerre, à son tour, n'eut d'autre justification que la nécessité où se trouvait la jeune République de faire face à l'agression extérieure et intérieure. L'on se garde bien de rappeler une évidence qui sauta aux yeux, pourtant, du journaliste américain **Louis Fisher**:

« Tous les généraux, en Ukraine ou sur le Don, au Kouban ou dans le Caucase, étaient franchement réactionnaires et autocrates... En novembre 1918, par conséquent, la guerre civile en Russie devint clairement une lutte entre la

1. François Furet, *op. cit.*, p. 241.

révolution rouge et la réaction noire, entre les communistes et les monarchistes, entre les bolcheviks ennemis de la démocratie bourgeoise et les ennemis de toute démocratie. Les Alliés se rangèrent dans ce second parti. »¹

Dans la feinte ignorance de cette réalité historique, l'on fait alors abstraction, comme si de rien n'était, des origines d'une violence qui ne saurait être imputée au bolchevisme :

« Rien de spécifiquement russe ni rien surtout d'une expérience socialiste dans le déchaînement de sauvagerie déterminé par des siècles de despotisme, d'arbitraire et d'ignorance, dans le réveil de brutalité ancestrale suscité par la guerre des principales nations dites civilisées... Le bolchevisme ne pouvait se soustraire à la psychose collective du meurtre systématisé. Au sortir de la guerre civile, il en était imprégné pour longtemps. Ses principes, ses pratiques, ses institutions, ses peurs avaient dévié sous le poids des calamités vécues. Ce fut bien moins sa faute que son malheur. »²

Au demeurant, ce qu'il est convenu d'appeler le « communisme » ne détient malheureusement pas le monopole de la violence au XX^{ème} siècle. A une époque qui a vu un nombre incalculable de guerres s'ajouter à deux déflagrations mondiales, la responsabilité des horreurs contemporaines est la chose du monde la mieux partagée. Les guerres coloniales menées par la France entre 1945 et 1962 ? Elles ont causé, à elles seules, plus d'un million de morts. La sanglante répression du mouvement indépendantiste malgache, en 1947, fit disparaître 140 000 personnes en quelques mois.

L'on aimerait entendre, à l'encontre de la République, condamnation aussi radicale que celle encourue par Staline pour l'élimination des koulaks. A comparer les deux massacres, pourtant, la concurrence est rude pour emporter la palme de l'ignominie. Et les libéraux modernes, aussi virulents à l'égard des crimes du stalinisme qu'indulgents pour ceux de l'Occident, ont l'indignation sélective.

De ce que les démocraties occidentales se sont rendues coupables d'innombrables atrocités, pourquoi n'en déduit-on pas, aussitôt, le caractère criminogène du libéralisme ? Les critères de jugement que l'on applique avec

1. Pierre Broué, *Histoire de l'Internationale communiste 1919-1943*, Fayard, 1997, p. 52.

2. Boris Souvarine, *Staline, aperçu historique du bolchevisme*, Ivrea, 1992, p. 226.

une sévérité justifiée aux crimes de Staline, deviendraient-ils miraculeusement sans objet, lorsqu'on tente de les appliquer à ceux de l'Occident ? « *La question*, écrivait **Merleau-Ponty**, *n'est pas de savoir ce que les libéraux ont en tête, mais ce que l'Etat libéral fait en réalité dans ses frontières et au dehors. La pureté de ses principes ne l'absout pas, elle le condamne, s'il apparaît qu'elle ne passe pas dans la pratique.* »¹

Mais, lorsqu'elle se livre à ce genre d'exercice, admettons plutôt que la pensée se sent frappée d'impuissance devant des chiffres isolés de leur contexte. Enveloppés d'un halo d'abstraction, ils semblent se soustraire à l'intelligence de leur propre histoire. L'historien **Albert Mathiez** a relevé, par exemple, que le nombre de personnes fusillées par erreur (pour espionnage supposé) sur ordre de l'autorité militaire française durant la Première guerre mondiale fut légèrement supérieur à celui des victimes de la terreur jacobine sous la Révolution française. Il est indéniable, cependant, que les deux événements n'ont pas eu droit au même traitement : les victimes de la « barbarie » nationaliste n'auraient-elles pas la même valeur que celles de la « barbarie » révolutionnaire ?

Il est vain, en définitive, de se livrer à une querelle de chiffres pour faire pièce au discours dominant et le rabattre de son parti pris. Massacre pour massacre, l'extermination des Indiens d'Amérique au XIX^{ème} siècle vaut bien la déportation des Tatars de Crimée. Le seul avantage qui puisse lui être concédé, c'est celui de l'antériorité. C'est une maigre consolation, on en conviendra, pour les adorateurs d'une Amérique identifiée à la patrie du droit et de la liberté.

Si l'Union soviétique a connu avec Staline la période la plus sanglante de son histoire, les Etats-Unis constituent, de leur côté, la seule nation contemporaine qui ait bâti son assise territoriale sur un authentique génocide. Plus près de nous, le blocus impitoyable infligé au peuple irakien a fait plusieurs centaines de milliers de victimes. Il y a peu de chances, pourtant, de voir **M. Clinton** traduit devant un tribunal pour crime contre l'humanité, et le « *Livre noir* » de l'impérialisme américain reste à écrire.

1. Maurice Merleau-Ponty, *Humanisme et terreur, essai sur le problème communiste*, Gallimard, 1947, p. 40.

Diabolisation de l'idée révolutionnaire

Elle a beau être étayée par un minutieux inventaire, l'accusation de barbarie à l'encontre du communisme ne saurait, néanmoins, se priver d'un principe explicatif. Cet alpha et oméga du communisme, la pensée dominante croit l'avoir trouvé dans « *l'idéologie* ». Insaisissable, irréductible à ses déterminations, « *l'idée révolutionnaire* » figure ce péché originel dont l'interprétation a besoin pour stigmatiser ce qu'elle prétend expliquer.

Ainsi, pour **Martin Malia**, historien américain auteur de *La tragédie soviétique*, le communisme se résume-t-il à l'incarnation absurde de « *l'idée* », à la manifestation dévastatrice de cette utopie mortifère qu'est le socialisme : « *Dans le monde créé par Octobre, nous n'avons jamais affaire à une société, mais à un régime idéocratique* », lui, ne voit que l'effet désastreux d'une « *illusion* » qui n'accompagne pas seulement l'histoire communiste mais en est constitutive : « *à la fois dépendante de son cours, en tant que préalable à l'expérience, et soumise pourtant à ses aléas, puisque la vérité de la prophétie tient dans son déroulement.* »¹

Est-ce un hasard si *Le passé d'une illusion*, du coup, substitue largement la chronique intellectuelle à l'histoire réelle ? Si le récit de quelques destins individuels tient lieu de démonstration historique ? Si les désillusions de l'intelligentsia européenne sont censées nous en apprendre beaucoup plus sur l'expérience soviétique que cette expérience elle-même ? Le réel ? Il n'existe pas, ou plutôt la conscience de l'intellectuel en tient lieu. L'histoire ? Peu important ses enjeux, seule compte son interprétation par les célébrités du monde des lettres, réinterprétée à son tour par l'auteur.

La preuve que le communisme incarne le mal absolu, nous dit-on en substance, c'est que plusieurs Prix Nobel en ont éprouvé une douloureuse désillusion. Aussi, pour mieux lui substituer les rigueurs d'une appréciation morale, l'auteur fait-il l'impasse sur une réalité dont l'intelligence requiert, au contraire, toutes les nuances du jugement. Et s'il nous révèle le fond de l'affaire, c'est en usant d'un raccourci pour le moins surprenant :

1. Cité par Claude Lefort, *La complication, retour sur le communisme*, Fayard, 1999, pp. 41 et 143.

« C'est dans l'Allemagne nazie que se voit le bolchevisme le plus parfait : le pouvoir politique y englobe vraiment toutes les sphères de l'existence. »¹

Dans une telle perspective, la transition historique de Lénine à Staline ne saurait relever que d'une désastreuse « *surenchère idéologique* ». Les enjeux réels de l'édification du socialisme, de l'industrialisation et de la collectivisation, quant à eux, passent par pertes et profits d'une étrange comptabilité qui privilégie les idées au détriment des faits. Hors de toute référence à l'histoire réelle, l'idée révolutionnaire acquiert une valeur explicative universelle. Le cours tragique de la révolution russe se voit ramené à un théâtre d'ombres idéologiques. Déconnectée du réel, l'idée paraît se suffire à elle-même, exercer ses effets en toute autonomie, modeler le cours des événements à son image au point de le supplanter dans l'imagination des idéologues qui prétendent en détenir le sens. Il est singulier, alors, qu'en prétendant déjouer les sortilèges de l'idéologie communiste, son interprétation la plus courante lui attribue une toute-puissance absolue. Mais c'est ainsi : curieusement, la démythification du communisme à laquelle elle s'emploie accrédite à son tour le mythe d'une idéologie omnipotente.

La diabolisation de l'idéologie révolutionnaire vient donc couronner une vision de l'histoire qui, après en avoir éliminé la substance, se trouve en deuil d'un principe explicatif « *C'est bien au nom d'une doctrine, fondement logique et nécessaire du système, que furent massacrés des dizaines de millions d'innocents sans qu'aucun acte puisse leur être reproché.* »² Concept fourre-tout, la surenchère idéologique fournit une explication commode à l'inexplicable. Elle habille la tragédie du stalinisme avec les oripeaux de la démesure métaphysique. Et elle verse au procès du communisme le mobile idéal de ses crimes : la « *doctrine* ».

Principe explicatif, elle se passe elle-même d'explication. Intrinsèquement perverse, elle encourt une condamnation définitive et sans appel. Mais, du coup, elle accrédite l'interprétation du phénomène communiste la moins convaincante : celle qui prétend déceler derrière l'entreprise révolutionnaire une volonté de toute-puissance et une sourde fascination pour la violence.

1. François Furet, *op. cit.*, p. 245.

2. Stéphane Courtois, préface au *Livre noir du communisme*, Robert Laffont, 1997, p. 17.

Nulle place n'y est faite au rôle des masses, frappées d'inexistence, ni aux circonstances, superbement ignorées. Aucun écart n'y est consenti entre les intentions et les réalités, alors même que le drame du bolchevisme, des soviets de 1917 aux procès de Moscou, réside tout entier dans la dégénérescence du processus révolutionnaire.

Ainsi va le discours dominant dès qu'il s'agit du communisme : le sens de la nuance s'évanouit au profit de l'affirmation péremptoire, et la répétition obsessionnelle supplante le souci d'exactitude. Cette tragédie historique, et même les crimes de Staline, on les oublie bien vite pour viser la substance du phénomène incriminé : intrinsèquement mauvaise, celle-ci se met à précéder magiquement ses propres actes, qui en deviennent de simples illustrations.

Mais c'est au prix d'un fantastique amalgame où tout se mêle, Lénine et Staline, le communisme et le totalitarisme, les soviets de 1917 et les geôles du NKVD. Parce qu'elle repose sur le primat absolu de l'idéologie, cette interprétation n'enrichit donc nullement la compréhension historique du phénomène communiste. Au contraire, elle en obscurcit le sens en succombant au piège tendu par la vision du monde qu'elle prétend dénoncer. En attribuant au sujet idéologique (le parti) l'entière responsabilité de « *l'aventure révolutionnaire* », elle conforte la croyance en la toute-puissance de l'action. L'affirmation du primat de l'idéologie vient à la rescousse d'une idéologie qui ne demande qu'à s'affirmer. Le subjectivisme de l'interprétation redouble et justifie le subjectivisme du parti.

L'explication de ses errements par la doctrine maléfique qui serait la sienne, c'est bien la clef de voûte de l'interprétation dominante du communisme. La réduction de son essence à son expression totalitaire, l'assimilation du léninisme à la préfiguration des horreurs staliniennes : voilà qui fournit la trame du procès et permet d'identifier les suspects. L'imputation exclusive de la barbarie, à son tour, énonce le chef d'accusation.

Quant au décompte des massacres, il procure les pièces à conviction. Reste à identifier le mobile, et les coupables sont confondus. Avec la passion idéologique, le mobile des crimes est tout trouvé. Sa désignation s'avère d'autant plus aisée, en effet, qu'il figure l'antithèse du consentement bourgeois à l'ordre du monde.

Pour les tenants du libéralisme, le communisme incarne le mal radical parce qu'il révèle, *a contrario*, la complicité objective du bourgeois libéral avec les ignominies du siècle. Confiant dans la main invisible du marché, ce dernier se sent totalement dédouané de la misère du monde. Non qu'il reste indifférent aux malheurs de l'humanité souffrante ni qu'il éprouve, parfois, ce trouble de la conscience qui caractérise la « belle âme ». Mais son sens de la responsabilité historique se résume à une adhésion spontanée au désordre établi dans lequel il ne perçoit que l'effet de lois intangibles. Il vit dans l'univers heureux du libéralisme où on a toujours sa conscience pour soi.

Tandis que la violence bolchevique est imputable à la démesure révolutionnaire, le bourgeois libéral, lui, n'est pour rien dans les crimes du capitalisme. L'inconsistance politique dont il se prévaut l'immunise contre le sentiment de culpabilité au moment même où la « passion révolutionnaire » lui offre un repoussoir idéal, chargé de tous les crimes dont il s'absout.

Aleksei V. Goussev

L'Opposition de gauche du parti communiste soviétique dans la première moitié des années 30¹

La place qu'occupait la lutte permanente contre le trotskysme contre-révolutionnaire dans la vie du parti communiste au pouvoir, constitue un phénomène paradoxal de l'histoire politique des années 30.

Tout laissait croire que l'opposition de gauche avait été définitivement vaincue lors des exclusions de 1927. Même l'organisation clandestine d'opposants, très active durant les deux années précédentes, avait été liquidée avec succès en 1930. Malgré tout, le « fantôme du trotskysme » n'a cessé de hanter les dirigeants du parti et le gouvernement soviétique durant toute la décennie précédant la guerre.

En 1931, **Staline** qualifia le trotskysme de « *défenseur de premier rang de la bourgeoisie contre-révolutionnaire* »². Ainsi, le trotskysme devint la cible permanente des campagnes de propagande. Brandissant le drapeau de combat contre les derniers trotskystes, le régime en place a organisé des procès contre les vieux bolcheviks et procédé à la répression de masse.

Pour **I. Deutscher**, auteur d'une biographie de **L.D. Trotsky**, ce phénomène s'explique par une certaine « mythologisation » de l'image de Trotsky, transformé progressivement en symbole de résistance antistalinienne.

« Comme Staline, Trotsky est devenu un mythe. En même temps que Staline incarnait le mythe du "pouvoir", consacré par ce même pouvoir, Trotsky se transformait en une légende du résistant et du martyr, conformément aux exigences du concept de martyrisation »³.

En conséquence, les campagnes de propagande antitrotskyiste avaient pour but de jouer sur l'image d'une activité clandestine, « souterraine », anti-étatique, proliférante, voire fantastique. Conformément à ce cliché, toute expression de contestation du système en place était automatiquement associée à ce « trotskysme », et cela même par l'opinion publique la plus large. Dans ses mémoires, **V.G. Krivitsky** – le fameux espion soviétique qui devint « le déserteur » au cours des répressions massives – rapporte les paroles d'un haut représentant de la GPU⁴ :

« Aujourd'hui, on fusille des jeunes de dix-sept dix-huit ans, garçons ou filles, nés sous le régime soviétique et qui n'en ont pas connu d'autre, qui vont à la mort en poussant un dernier cri "Vive Trotsky!" »⁵.

Pourtant, aucun d'entre eux ne put être « trotskyste » au sens d'un authentique disciple politique de Trotsky. Car ces jeunes gens ne pouvaient pas connaître les activités que Trotsky menait durant son exil. Ce qui est sûr c'est que le nom du chef de l'opposition représentait simplement à leur yeux le symbole d'une authentique protestation.

Pourtant, le problème de l'opposition de gauche en URSS des années 30 ne se réduit pas au simple « mythe trotskyste ». Car l'opposition existait bel et bien. Elle se battait, développait une doctrine idéologique, analysait les problèmes de son temps. Elle a tenu à constituer un véritable programme politique. De surcroît, l'opposition « trotskyste » gagnait constamment de nouveaux adhérents, en recrutant non seulement parmi les personnages connus de la sphère politique, mais aussi dans la société civile – d'abord dans des réseaux clandestins et en exil, ensuite parmi les détenus des prisons et des goulags.

Un moment donné, l'élite parti-état a dû se rendre à l'évidence. Dans un contexte d'agonie politique et de crise profonde touchant le système dans sa globalité, l'opposition – à condition qu'elle réussisse à sortir de son isolement – risquait d'entrer dans l'arène politique comme une force organisée, armée d'idéologie propre, soutenue par des cadres compétents et dirigée par l'autorité des anciens opposants de Staline.

Ainsi, le « trotskyste » ne constituait pas seulement un fardeau fictif pour la propagande officielle, mais un phénomène bien réel et incarnait une menace potentielle pour les cercles dirigeants du pays.

Vers 1930, l'opposition communiste en URSS comprenait deux mouvements principaux : « les bolcheviks-léninistes », qui considéraient Trotsky comme leur chef et « les décistes »⁶, avec à leur tête **T.V. Sapronov** et **V.M. Smirnov**. Ces derniers se nommaient également « l'opposition prolétarienne ». A l'époque, la plupart de ces opposants se trouvaient en prison ou en déportation. Seuls quelques groupuscules – réunissant tous ceux qui avaient échappé à la liquidation du réseau par la GPU – étaient encore en liberté. A la suite d'une puissante vague d'arrestations, Trotsky fut obligé de constater, dans une lettre datée du mois d'octobre 1930 et adressée à son ami de pensée américain, que l'organisation clandestine de l'opposition en URSS n'existait plus⁷.

Toutefois, la répression n'était pas la seule cause de l'affaiblissement du mouvement d'opposition en URSS. En réalité, l'opposition traversait depuis 1929 une crise interne profonde. De nombreux militants avaient fini par adhérer à la ligne imposée par le VKP(b)⁸, où ils retrouvaient des éléments communs : la lutte contre les koulaks et les « droitiers » ou le passage en force à l'industrialisation.

Dix des treize signataires de la « Plate-forme des bolcheviks-léninistes » de 1927 (donc pratiquement tous les dirigeants historiques du trotskysme), ont quitté l'opposition pour rejoindre « la ligne générale » du parti. Il en fut de même pour une importante partie des chefs « décistes » et la majorité de leurs militants de base.

Tout compte fait, à la sortie du XV^{ème} Congrès du VKP(b), l'opposition ne comptait plus que six mille activistes, dont la plupart furent de toute façon arrêtés en 1928 et 1929. Emprisonnés ou déportés, le nombre des opposants se réduisait rapidement. Vers 1929, d'après les estimations de **Rakovsky**, l'opposition ne pouvait compter plus que sur huit cents personnes⁹. En 1930, on a arrêté encore mille personnes¹⁰. De surcroît, la vague des « capitulations » individuelles et collectives n'est retombée que dans la seconde moitié de l'année. Au total, la crise interne plus les répressions ont réduit les effectifs de l'opposition de plusieurs fois.

Seuls les membres de l'opposition les plus intransigeants ont refusé de « se résigner ». Au début des années 30, leurs articles et lettres apparaissaient de façon régulière dans le *Bulletin de l'opposition des bolcheviks-léninistes*, dirigé par Trotsky et publié à l'étranger.

En 1936, Trotsky conclut que :

« Le *Bulletin* et ses idées étaient en train de pénétrer en URSS. Par quels moyens ? Par des chemins bien différents, en effet. D'une part, il y avait à l'étranger plusieurs centaines voire milliers de citoyens soviétiques : diplomates, commerciaux, marins, économistes, techniciens, universitaires, étudiants, artistes, sportifs. Beaucoup d'entre eux lisaient effectivement le *Bulletin*, en le survolant rapidement, certes, mais sans doute avec plus d'intérêt que pour la presse soviétique officielle. J'ai même entendu dire que **LITVINOV** (commissaire au peuple pour les affaires étrangères – NdA), ne revenait jamais de l'étranger sans un nouveau numéro de *Bulletin* dans sa poche. Même les personnages du Kremlin les plus haut placés pouvaient devenir des signataires potentiels du *Bulletin*. Ils en discutaient dans leurs documents officiels. Nous retrouvons ensuite différentes allusions sur ces documents dans la presse officielle et nous efforcions de les déchiffrer en lisant entre les lignes »¹¹.

D'autre part, il faudrait ajouter à ces sympathisants du *Bulletin* certains fonctionnaires des services diplomatiques soviétiques qui, sensibles aux idées de l'opposition, aidaient à implanter le *Bulletin* dans le pays. Dans les ports d'Anvers et de Hambourg, les marins soviétiques faisaient fonctionner un véritable centre de distribution. Des centaines de milliers d'exemplaires ont pu franchir la frontière soviétique et se répandre dans le pays¹².

A la différence des « capitulards », persuadés que la politique stalinienne du « Grand tournant » constituait le retour aux sources du léninisme, les opposants intransigeants y démasquaient avec justesse le signe d'un aventurisme bureaucratique. Ils ont clairement qualifié de « détournement du socialisme »¹³ les directives de « collectivisation à 100 % » et de « liquidation des koulaks en tant que classe », proclamées par la direction du parti en 1929. En l'absence des bases technologiques nécessaires, la mobilisation générale des kolkhozes était une erreur de stratégie économique, car elle ne pouvait être réalisée que par la violence. Par conséquent, affirmait l'opposition, cela allait ruiner les campagnes et provoquer une chute grave de la production agricole.

Lorsque le comité central du VKP(b) déclarait en décembre 1930 que le pays « avait réussi à résoudre le problème du blé »¹⁴, l'opposition des

« bolcheviks-léninistes » constatait une crise aiguë du système alimentaire. Elle pronostiquait que cette crise serait « à l'ordre du jour pendant plusieurs années consécutives »¹⁵.

Par ailleurs, une collectivisation économiquement injustifiée allait saper la motivation au travail des paysans et causerait aux ouvriers un déficit en approvisionnements courants. L'unique force sociale qui trouverait un intérêt certain dans une telle politique était la bureaucratie dirigeante. « *Il n'est pas difficile de deviner l'enjeu sous-jacent que représente la collectivisation forcée pour la bureaucratie* », affirmaient **K.G. Rakovsky**, **V.V. Kossior**, **N.I. Mouralov** et **V.D. Kasparova**, dans leur déclaration au parti au printemps 1930. « *La collectivisation de masse permettait ainsi à la bureaucratie d'élargir les effectifs de l'armée sous ses ordres, d'augmenter sa part de contribution aux recettes du pays et de renforcer son pouvoir sur le peuple* »¹⁶. « *La seule chose qui va fleurir, pousser et proliférer dans le kolkhoze, sera la bureaucratie kolkhozienne elle-même* », prophétisait Rakovsky¹⁷.

Pour l'opposition, cette façon administrative d'introduire le communisme apparaissait aussi pénible qu'une « traction de la charrette par des bœufs ». Il fallait au contraire que la production industrielle s'appuie sur la coopération avec les paysans, qui en décideraient en toute liberté. Ainsi, il serait possible de rester cohérent avec l'environnement technologique de l'économie nationale. Refusant catégoriquement le « non-sens qui consistait à liquider mécaniquement la classe des koulaks », l'opposition proposait au contraire de limiter les tendances « exploitatrices » des paysans riches, en attendant « la victoire du prolétariat à l'Occident »¹⁸.

L'opposition voulait en effet établir « une union » entre les villes et les campagnes, conformément aux principes de la NEP. Ces principes devaient être réadaptés en fonction des fonctions bilatérales entre le gouvernement et la paysannerie moyenne, mais en tenant compte également des kolkhozes. Ces derniers pourraient prouver en pratique leur capacité de se maintenir, car les principes de la NEP s'appliqueraient également aux relations internes dans les kolkhozes. En 1932, Trotsky ajoutait :

« Une collectivisation appropriée, économiquement justifiée, mènerait non à l'arrêt de la NEP mais à l'adaptation de ses méthodes »¹⁹.

L'opposition avait également critiqué les méthodes d'industrialisation du pays, appliquées dès la deuxième moitié de l'année 1929. Néanmoins, ces mêmes « bolchéviks-léninistes » approuvaient entièrement les premiers résultats du plan quinquennal, entérinés par la XVIème Conférence du parti, tenu en avril 1929. En réalité, le rythme de l'industrialisation, imposé par le plan, était globalement conforme aux propositions de l'opposition, que celle-ci qualifiait d'« *industrialisation par le haut* ». En conséquence, la machine parto-étatique s'est vue obligée de déclarer comme chiffres officiels toutes ces « inventions » qui, la veille, relevait encore du « *trotskyisme* », notait Trotsky avec ironie²⁰. Par la suite, la situation a changé. Sur l'initiative du Comité central du VKP(b), tous les projets ont été révisés un par un et « *accélérés* ». Sous le mot d'ordre « *plan quinquennal en quatre ans!* », on a doublé, triplé, voire multiplié « *n fois* » tous les plans sectoriels. Au XVIème Congrès du parti réuni en juin 1930, Staline a évoqué la possibilité d'accomplir le plan quinquennal, dans tous ses aspects, en « *trois voire deux ans et demi* »²¹.

L'opposition n'a pas tardé à caractériser un tel revirement de la politique industrielle de « *podium de vainqueurs* », qui était absolument inadapté aux réalités économiques et se trouvait en contradiction totale avec les ressources et les possibilités du pays. « *D'un possibilisme passif, les opportunistes passent maintenant à l'autre extrême, au subjectivisme rêveur. De cette façon le processus d'industrialisation devient encore d'autant plus tributaire de l'administration. On force et surchauffe aussi bien les équipements que la force de travail. Des fossés profonds sont en train de se creuser entre les différents secteurs de l'industrie nationale* », écrivait Trotsky dans son article de février 1930, intitulé « *L'aventurisme économique et ses dangers* »²².

Aux yeux des opposants, cette course effrénée aux records conduit à exercer une pression excessive sur la force de travail, et aboutit, en fin de compte, à la rupture de tous les équilibres de l'économie nationale. « *Dans de pareilles conditions, prédisait Trotsky, le plan quinquennal ne sera jamais réalisé en quatre ans, ni même en cinq ans* »²³.

En effet, des événements postérieurs ont confirmé son pronostic. Au moment du bilan officiel de la fin d'année 1932, qui était censé proclamer un accomplissement réussi du plan quinquennal en quatre ans et trois mois, tel que l'avait prévu la XVIème Conférence du parti (sans même parler de sa variante

accélérée), on a dû constater des déficits importants par rapport à tous les paramètres principaux²⁴.

Mais lorsque les « *bolchéviks-léninistes* » appelaient à un abaissement du « *podium de l'industrialisation* », la direction du VKP(b) a eu pour seule réaction de les d'accuser d'opportunisme sans scrupules.

« *En ce qui concerne les rythmes de reconstruction industrielle, disait Staline au XVIème Congrès du parti, les trotskystes deviennent des maximalistes extrémistes, des capitulants les plus apeurés* »²⁵.

Trotsky riposta immédiatement en affirmant que le meilleur développement de l'industrie ne pouvait pas reposer sur des rythmes « *statistiquement maximalistes* » mais au contraire, sur des « *étapes économiquement optimales* », qui seules seraient « *capables d'accomplir des impératifs d'aujourd'hui et d'assurer une croissance régulière de l'économie nationale, fondée sur un équilibre dynamique* »²⁶.

Hormis sa critique des rythmes d'industrialisation inadaptés, l'opposition exigeait, dans de nombreuses publications, une révision radicale de l'approche de la planification et de la gestion économique. A la base, l'opposition proposait une alternative aux méthodes « *miraculo-bureaucratiques* » propres à la gestion stalinienne, qui avait pour habitude d'inventer le plan derrière des portes verrouillées, dans le « *secret des bureaux* » du Comité central.

Contre des programmes économiques, naissant au gré des inspirations du secrétaire général, du secrétaire de la région ou du secrétaire du district, l'opposition défendait farouchement les principes de « *décisions libres* », « *prises conjointement par toutes les parties intéressées, à savoir l'industrie la classe ouvrière avec ses organisations adjacentes et le parti – avant tous les autres* »²⁷. Pour la doctrine trotskyste, le maintien de la gestion de l'économie par le parti demeurait toutefois l'hypothèse de base de la construction socialiste. Sans l'appliquer, l'opposition eut le mérite d'aborder, au moins, le sujet de la démocratisation progressive de l'économie nationale²⁸.

Tout en s'attaquant à la politique économique menée par le gouvernement stalinien, l'opposition soutenait la primauté de la sphère socio-économique, qui déterminait *in fine* la destinée de l'URSS. D'ailleurs, dans une déclaration adressée au VKP(b), Rakovsky et les dirigeants des « *bolchéviks-léninistes* » n'hésitent pas à affirmer que « *les mesures économiques, prises dans le cadre de*

la direction bureaucratique, ne mèneront pas au développement général, mais conduiront au contraire la construction socialiste à la ruine. La raison est que la classe populaire devient de plus en plus dominée par les fonctionnaires, qui forment déjà une entité directrice coupée du pays et totalement indépendante »²⁹.

Dans le « Projet de résolution de la question russe », le régime politique de l'union soviétique de 1931 est clairement caractérisé de « bonapartisme des apparatchiks plébiscités ». Après avoir depuis longtemps œuvré pour enraciner le principe de gouvernance uniforme des masses populaires, la bureaucratie ne peut plus faire appel au peuple pour résoudre les discordes dans les pays et finit donc par avoir besoin d'un dictateur. Staline est seulement venu occuper cette place vacante... « A la base de toute mobilisation, le rassemblement se fait non autour d'un programme, d'une méthode ou d'une idée, mais autour d'une personnalité », écrivait Trotsky en commentant l'état d'esprit du VKP(b) au moment du XVIème Congrès. « Autour de Staline, il y a le Comité central ; autour du Comité central, il y a le Comité des gouverneurs ; et autour des gouverneurs, il y a le parti. Le Congrès se réunit uniquement pour entériner un choix effectué depuis bien longtemps »³⁰.

Le culte de la personnalité d'un chef élu par la nomenklatura en découle donc tout naturellement... « La fidélité au programme finit par être remplacée par le serment personnel. Seuls les écrits et les discours, qui traduisent les pensées du chef, sont autorisés. La voix de la presse soviétique ressemble à celle d'un sultanat humilié et honteux »³¹.

Toutefois, cette analyse du stalinisme n'a pas conduit Trotsky à conclure à une transformation radicale de la nature première du régime soviétique. Indépendamment de tous les traits bureaucratiques et bonapartistes caractéristiques du régime, seule la dictature du prolétariat – quoique profondément déformée – pouvait encore définir la forme du gouvernement soviétique. Les adversaires de Staline travaillent et réfléchissent sur cette question dans les « loisirs » de la déportation :

« Nous sommes passés d'un gouvernement ouvrier à tendances bureaucratiques (d'après le vocabulaire utilisé par Lénine), à un régime bureaucratique avec quelques survivances prolétaro-communistes », écrivaient, au début des années 30, **Rakovsky, Kossior, Mouralov et Kasparova**. « Nous assistons à la naissance et à l'épanouissement d'une puissante classe de gouvernants, qui se

segmente en une hiérarchie interne. Elle prolifère par un système de cooptation rigoureusement sélective et de nominations directes et indirectes. C'est cette forme unique de propriété privée, associée aux hommes au gouvernement, qui constitue le maillon unifacteur de cette nouvelle classe avec la capacité de se reproduire par elle-même »³².

Il serait quand même trop tôt pour parler de la naissance d'une théorie de la « nouvelle classe » dans le milieu trotskyste en exil, chez Rakovsky entre autres, bien que la réflexion économique de ces derniers ait déjà commencé à suivre cette nouvelle direction...

Relativement à la discussion sur le caractère socio-économique et politique du régime de l'URSS, une position beaucoup plus radicale fut défendue par un deuxième mouvement de l'opposition : les « décistes ». En 1931, leur chef déporté, T.V. Sapronov, a soutenu cette thèse dans une analyse intégrale, intitulée « L'Agonie de la petite bourgeoisie ». Mettant à mal les affirmations des chefs du VKP(b) relatives à l'entrée de l'URSS dans « la phase socialiste », Sapronov démasquait au contraire, dans le régime économique existant, un authentique capitalisme d'État. Il démontrait avec vigueur que, dans ces conditions, le prolétariat soviétique était voué à être écarté de la direction de l'économie nationale et à être lésé dans ses droits politiques. Le prolétariat allait s'engloutir ainsi dans une situation sociale humiliante et favorable à l'exploitation. La seule différence consistera dans le fait qu'il sera dominé non par le capitalisme privé, mais par le Propriétaire collectif des moyens de production : l'État bureaucratique.

« Dans nos usines, la place jadis réservée au socialisme a été accaparée par les forces d'exploitation capitaliste. A la place d'une compétition saine, fleurit un système ultra bourgeois, qui fait suer les gens. Dans nos villages, les kolkhozes n'existent pas ; à la place, on y trouve des établissements publics à participation obligatoires. La socialisation tant promise a été remplacée par l'expropriation des petits propriétaires, voire des paysans pauvres. Compte tenu de ce qui précède, le fait de nommer notre économie "socialiste" revient à commettre un crime contre la classe ouvrière et discréditer totalement la conception du communisme », affirmait le chef de « l'opposition prolétarienne ».

Les mêmes termes servirent à décrire la forme politique de la gestion du système « par le haut ».

« En ces début des années 30, de tout le pouvoir soviétique et de la dictature du prolétariat, il ne nous reste plus que des pancartes ».

Le pouvoir dans le pays est passé entre les mains de l'oligarchie bureaucratique d'essence petit-bourgeois. La démocratie prolétarienne des années post-révolutionnaires s'est retirée devant cette nouvelle forme de despotisme asiatique...³³ Ces conclusions à l'appui, les « décistes » ont défini leur stratégie de combat de façon fort différente de celle adoptée par les « bolchéviks-léninistes ». Si Trotsky et ses fidèles défendaient pratiquement jusqu'en 1933 le projet de démocratisation possible du système, au moyen des réformes du parti communiste, « *l'opposition prolétarienne* » considérait, au contraire, qu'il fallait préparer les ouvriers à une dure lutte révolutionnaire.

Au début des années 30, « *les opposants de gauche* » de tous les camps espéraient renouer avec leurs activités politiques. Ils pensaient que la crise donnerait naissance à une puissante vague de mécontentement populaire, dirigée contre la direction bureaucratique en place. Les opposants voyaient dans cette crise une conséquence logique de la politique menée par le parti et le gouvernement.

Vers 1932, les prémisses de la crise se sont fait effectivement sentir. Des régions entières du pays étaient en train de succomber à une famine massive. Le système de « redistribution sur papier » ne suffisait plus à protéger la population contre un déficit chronique d'aliments et de produits de consommation courante. Comparés à la situation de 1928, les salaires réels se sont dégradés de 50 à 57 %³⁴, en fonction des différents paramètres pris en compte.

L'esprit de protestation était en train d'envahir le pays. Les villes voyaient émerger des groupes protestataires, qui n'avaient aucun lien avec les structures déjà établies. Des anciens, il ne restait plus que quelques personnes à Moscou. Un trotskyste, qui fit connaissance avec ces nouveaux groupes dans un camp de déportation, a écrit sur eux un article pour le *Bulletin de l'opposition* :

« La plupart de ces ouvriers nous sont totalement inconnus. Ils sont arrivés aux mêmes conclusions que nous de façon autonome, "naturelle", par des recherches personnelles. Sans aide de quiconque de notre organisation, ils assurent le fonctionnement de plusieurs groupements clandestins et réussissent à distribuer des tracts. Cette jeunesse émergente constitue un phénomène de première importance pour notre activité en exil »³⁵.

D'après les informations du OGPU et du Comité de direction centrale du VKP(b), les tracts de la « *Solidarité* » trotskyste paraissaient régulièrement au cours de l'année 1932 à Moscou, Leningrad, Klarkov, Minsk, Novossibirsk,

Tomsk et autres grandes villes³⁶. En février 1933, la cellule moscovite des « bolchéviks-léninistes » a informé la rédaction du *Bulletin de l'opposition* des arrestations dans les usines de Moscou : à « AMO », « Charikopodchipnik », « Calibre » et la « Fabrique britannique » de Leningrad. D'après les auteurs du tract, les arrestations étaient déclenchées par les activités menées par la nouvelle opposition (dont les vieux trotskystes étaient, par ailleurs, assez bien informés).

« De nouveaux groupes d'opposition sont en train de naître dans nos usines. Ils subsistent au moyen des forces et ressources propres. Lors des perquisitions, la police découvre chez eux de la littérature "trotskyste" : essentiellement des essais, des thèses, des extraits de textes. Dans de nombreuses questions, nos théoriciens de l'opposition seulement tâtent le terrain. Alors que, par des voix très diverses, les ouvriers aboutissent, en effet, aux mêmes conclusions que nous. Leurs interrogations les plus brûlantes concernent actuellement la question d'usurpation et d'autogouvernement par la bureaucratie, le problème des pratiques intolérables qui règnent dans les usines et au sein du parti. D'ailleurs, l'appareil du parti a émis récemment une circulaire secrète, préconisant le renforcement de la supervision dans des imprimeries, et dans tous les endroits de l'usine où se trouvaient des outils potentiels de reproduction, qui pourrait servir à l'opposition pour publier ses documents »³⁷.

L'évolution politique et économique entre 1931 et 1932 donna un coup de pouce à l'émergence de nouveaux groupes d'opposants. Mais elle a également favorisé une remobilisation active des anciens, qui avaient renoncé entre 1927 et 1929 à leurs revendications, pour suivre de façon inconditionnelle l'unique direction tracée par le Comité central du Parti.

En janvier 1933, la section des services secrets de l'OGPU a soumis à Staline un rapport qui indiquait que « *beaucoup de trotskystes, jadis inactifs sur le plan spirituel et organisationnel, ont renoué avec leurs activités subversives, sous la direction d'I.N. Smirnov. Leur groupe compte maintenant près de deux cents membres, issus des différentes filiales trotskystes de Moscou, Leningrad, Kharkov, Kiev, Gorki et Rostov-sur-le Don* ». Le même rapport affirme qu'au cours du mois, 86 activistes, des « *trotskystes contre-révolutionnaires des groupes de Smirnov I.N., Ter-Vaganian V.A., Préobrajensky E.A. et autres* », ont été arrêtés et immédiatement déportés ou condamnés à la prison³⁸.

Plus tard, en août 1936, les juges ont reconvoqué Smirnov et Ter-Vaganian, en les accusant, cette fois-ci, de faire partie, avec G. E. Zinoviev, L. B. Kamenev et autres anciens opposants, d'un prétendu « *centre antisoviétique*

trotskyto-zinoviéviste unifié ». Comme mentionné, ce centre aurait dirigé des activités d'espionnage, de nuisance à l'intérêt public et de terrorisme

Ce « bloc », affirmait le rapport d'accusation, entretenait des rapports étroits avec Trotsky et son fils, **L. Sedov**, dont il recevait des « directives terroristes »³⁹. Évidemment, toutes ces accusations de terrorisme, de danger pour l'ordre public, de liaison avec les services secrets étrangers, qui tombaient sur la tête des vieux bolchéviks, étaient parfaitement absurdes. Cela a été démenti en 1936 par Trotsky et Sedov. En 1988, les instances judiciaires de l'URSS ont d'ailleurs entièrement réhabilité tous les accusés des fameux procès, y compris d'autres victimes de la répression politique.

Par contre, ce qui n'est plus discutabile, c'est l'existence même du « groupe de **Smirnov** » – lié à Trotsky – et du « bloc » de l'opposition. En 1936 Trotsky et Sedov avaient fermement démenti avoir – eux-mêmes ou leurs partisans – mené des discussions avec les « ex-capitulards », les « zinoviévistes » ou d'autres groupes anti-stalinistes. Sedov a seulement reconnu avoir rencontré Smirnov durant l'été 1931 à Berlin, avoir discuté avec lui des questions générales et avoir ensuite reçu, en automne 1932, par l'intermédiaire de **E.C. Holtzman** – arrivé à Berlin –, une lettre décrivant la situation économique en URSS. Cette lettre a ensuite été publiée dans le *Bulletin*.

D'après les déclarations de Sedov, les contacts avec Smirnov en sont restés là. Ce dernier n'a d'ailleurs représenté aucun groupe et n'a parlé d'aucun « bloc »⁴⁰. Une version analogue du texte fut publiée par le KPK et l'IML⁴¹, en collaboration avec le Comité central du PCUS, la *Prokuratura* et le KGB. (Les personnes concernées par les activités du groupe « trotskyste contre-révolutionnaire » et du centre « trotskyto-zinoviéviste » ont alors été réhabilitées.) Dans les conclusions de ce document, on pouvait lire qu' **I.N. Smirnov** et autres « ex-trotskyistes » – arrêtés au début de l'année 1933 – « n'ont poursuivi à cette époque aucune activité d'opposition ou de subversion ». En ce qui concerne les faits sur la formation du « *Bloc des oppositions* », ces derniers, indiquent le texte en question, ont visiblement reposé sur « une invention » : le bloc n'a jamais réellement existé⁴².

Néanmoins, des recherches menées par l'historien **P. Broué** au début des années 80 dans les archives secrètes de Trotsky à Harvard, prouvent le contraire.

Le groupe de Smirnov a bel et bien existé et la tentative d'établir une alliance antistaliniste, réunissant en 1932 les groupes d'oppositions, a réellement eu lieu.

Un des documents probants, à savoir la lettre adressée par Sedov à Trotsky, non datée mais écrite en toute vraisemblance en février 1933, sert de preuve majeure. Elle a également constitué à l'époque la base d'informations, que fournissait un réseau trotskyste de Moscou⁴³. D'ailleurs, Sedov note précisément que « le [...] possède effectivement une structure organisée et inclut les « zinoviévistes », le groupe **Sten- Lominadze** et les trotskystes [les « ex-capitulards... »] Même si le groupe **Safar[ov] – Tarkhan[ov]** ne l'a pas encore rejoint de façon formelle, il en fait pratiquement partie et va bientôt s'y affilier officiellement⁴⁴. Les mots remplacés ici par les pointillés sont bien évidemment « bloc » et « capitulards ». La lettre mentionne au total quatre groupes d'opposants, qui se sont engagés en 1932 dans un processus de consolidation du « bloc ».

Tout d'abord, « le bloc » incluait les « trotskystes » (les « ex-capitulards »). Comme le montre Sedov, leur centre dirigeant comprend **I.N. Smirnov**, **E.A. Préobrajensky** et **N.I. Oufimtsev**⁴⁵. Les deux premiers personnages faisaient déjà dans le passé partie de la direction de l'opposition trotskyste. Ils ont été exclus du VKP(b) et ont constitué ensuite le « centre modéré » des « bolcheviks-léninistes ». Les trois chefs « ex-capitulards » se sont retirés de l'opposition et ont publiquement réintégré « la majorité du parti » en 1929.

Justifiant sa décision, Smirnov donne l'argument suivant :

« Je ne puis rester sans rien faire. Je veux construire ! Le Comité central bâtit notre avenir suivant ses méthodes barbares et stupides. Devant la tâche de construire ensemble notre grande industrie nationale, nos divergences idéologiques n'ont que peu d'importance. »⁴⁶

De retour de déportation, les chefs des « modérés » ont réintégré le parti et se sont attaqués aux problèmes économiques. En 1932, Smirnov travaillait au Comité national d'industrie lourde, Préobrajensky était membre du Comité de l'industrie légère et Oufimtsev faisait partie de la Direction générale de l'industrie chimique. Ils n'ont pu se résigner à rien faire devant les « méthodes barbares » appliquées par le Comité central. D'après un correspondant du *Bulletin de l'opposition*, Préobrajensky voulait en 1930 protester ouvertement

contre l'augmentation des expositions du blé, qui condamnait les villages russes à une famine certaine. Ce n'est que sous la pression des autres « ex-capitulards », craignant d'être exclus définitivement du parti, qu'il a renoncé à faire ce pas décisif⁴⁷.

Vers la fin de 1931, Préobrajensky a cependant envoyé au journal *Problèmes économiques* un article intitulé « *Sur la méthodologie d'établissement du Plan général et du 2ème plan quinquennal* », dans lequel il s'est déclaré fermement opposé à « *la directive de production hypertrophiée des moyens de production* ». Ce choix impliquait, d'une part, un accroissement des disproportions entre les secteurs, et d'autre part, une baisse massive de la consommation. L'article n'a pas été publié et Préobrajensky n'a recueilli qu'un flot d'accusations de « *contrebande trotskyste* » et de « *déviaton droitière opportuniste* »⁴⁸. Il est évident que le comportement des gens comme Préobrajensky, qui représentaient l'élite intellectuelle du bolchevisme du temps de Lénine, n'entraient pas dans le cadre de la dictature stalinienne. D'après un témoin qui l'avait rencontré en automne 1932, Préobrajensky semblait un homme définitivement résigné. « *Ils m'empêcheront de respirer* », soupirait-il⁴⁹.

Analysant la situation du pays au début des années trente, les anciens chefs des « modérés » ont abouti aux mêmes conclusions que Trotsky. Plus tard, dans son interrogatoire mené par la NKVD, Préobrajensky formula ces conclusions doctrinales en quelques points suivants.

1. Le rythme de la collectivisation ne correspond pas aux capacités réelles. Le village a détruit son système économique de paysannerie moyenne, sans pour autant s'adapter à l'économie collectiviste. Il en résulte une chute vertigineuse de toutes les forces productives de l'économie nationale, des énormes difficultés du processus de production, notamment en Ukraine, et une série d'actes de cruauté non indispensables, commis dans la lutte contre les koulaks.
2. Le rythme de l'industrialisation n'est pas approprié. Il provoque : un écart croissant entre les ressources acquises et les résultats planifiés, une crise de plusieurs sites de production, une baisse de consommation des ouvriers, une pression exorbitante sur la force de travail. Au total, il aboutit à la paupérisation du prolétariat.
3. La politique incohérente au sein du Komintern conduit le parti communiste à un isolement total dans son combat contre le fascisme, notamment en Allemagne.

4. Le régime en place, partocratique et insupportable, est incapable de résoudre les sujets délicats qui préoccupent le pays à l'heure actuelle.
5. Sur le plan idéologique, un blocage des plus graves résulte de la politique menée par le parti : elle transforme la discipline en soumission à la pensée unique, cultive la passivité et freine tout développement des capacités de notre jeunesse.

Dans ces conditions, il devenait urgent de s'opposer ouvertement à la politique pratiquée par le Comité central et les organismes directeurs du parti⁵⁰.

En 1931, le groupe des « ex-capitulards » qui entourait Smirnov et Préobrajensky, a essayé de rétablir des liens avec l'opposition et Trotsky lui-même. Un contact a été réellement établi, suite à la rencontre entre Smirnov et Sedov. Les trotskystes « modérés » et les « smirnovistes » maintenaient bien évidemment leurs divergences d'opinion. Les premiers ne pouvaient pas pardonner aux « capitulards » d'avoir publiquement renoncé à leurs idées. C'était la raison pour laquelle il n'y a jamais eu d'unification entre les deux mouvements. De leur côté, les trotskystes considéraient les « smirnovistes » comme des « unionistes » et acceptèrent de conclure ensemble une alliance qui servit d'embryon du futur bloc.

Le deuxième groupe mentionné par Sedov dans sa lettre sur la formation du bloc de l'opposition, c'étaient les « zinoviévistes ». Après avoir été contraints en 1927 à renoncer publiquement à leurs idées et à leurs activités contestataires, G.E. Zinoviev et L.B. Kamenev ne se sont pas transformés pour autant en défenseurs inconditionnels de la « ligne générale » du parti. En septembre 1928, durant une rencontre avec deux opposants trotskystes, Kamenev a déclaré :

« L'histoire a de facto confirmé toutes les prédictions faites par l'opposition. Le diagnostic de l'opposition colle à la réalité de façon absolue ».

En même temps, les sympathisants de Zinoviev et Kamenev voyaient dans les activités de l'opposition une entreprise vaine, sans chance de réussite. Ils proposaient plutôt d'infiltrer le parti, de tisser des liens avec tous ses organismes annexes, de progresser ainsi jusqu'aux institutions gouvernementales et aux conseils professionnels, afin d'intervenir publiquement avec une proposition de changement, au moment propice⁵¹.

Entre 1929 et 1932, Zinoviev et Kamenev ont régulièrement fréquenté les anciens militants de l'opposition « léniniste », pour débattre ensemble des diverses questions d'actualité politique et économique. G.E. Evdokimov, I.P.

Bakaïev, A.S. Koukline et I.V. Charov (futurs accusés des procès du « bloc trotskysto-zinoviéviste »), participaient également à ces rencontres. Arrêté par les services du NKVD en 1935, Zinoviev confessa dans sa « *Parole aux successeurs* », que les membres du cercle qui s'étaient réunis autour de lui, exprimaient leur désaccord formel avec « l'extraordinaire » fonctionnement du parti, les méthodes de direction de l'économie nationale, la politique du Comintern... Leurs conclusions étaient « nuisibles à la ligne générale du parti et représentaient un danger pour la direction du parti, notamment pour le camarade Staline »⁵².

En 1932, pronostiquant comme Trotsky l'arrivée d'une crise politique, les « zinoviévistes » ont entamé des discussions avec le groupe de Smirnov-Préobrajensky et la cellule clandestine des trotskystes. D'après un témoignage de ces derniers, Zinoviev avait déclaré au cours des débats : « *Notre départ de l'opposition en 1927 constitue notre plus grande erreur historique* »⁵³.

Le troisième membre du « bloc » de 1932 était « le groupe Safar-Tarkhan », qui incluait G.I. Safarov, ex-membre de la Commission régionale du parti à Leningrad, et O.S. Tarkhanov, représentant du Komsomol au Komintern. Partisans de Zinoviev durant la période de 1926 à 1927, ils ont – comme lui – refusé de se rendre et de « capituler ». Condamnés et déportés, ils ont publiquement renoncé à leur participation au mouvement de l'opposition seulement en été 1928. Safarov fut réprimé dans l'affaire « *du groupe zinoviéviste contre-révolutionnaire de Leningrad, de Safarov, Zaloutsky et autres* ».

On peut donc supposer que quelques-unes des 77 personnes arrêtées ont réellement entretenu au début des années 30 des contacts avec Safarov, pour réfléchir sur les perspectives d'action des forces anti-stalinistes au sein du parti. Se référant à une de ces dites réunions, un des inculpés, V. Vinogradov, avoua pendant ces interrogatoires au NKVD :

« Nous voulions insister sur le fait que Staline se débarrassait de façon cruelle de ces opposants ; que Staline avait mis fin à la démocratie au sein du parti, en instaurant à sa place un règne de l'arbitraire de l'appareil ; et que les vieux cadres bolchéviks furent écartés de la direction du parti »⁵⁴.

Le quatrième groupe d'opposants, concerné par le bloc et décrit par Sedov, est celui de Y.C. Sten et V.V. Lominadze. A ce groupe de « gauchistes »

(figurant sous cette dénomination dans les derniers procès du « centre trotskysto-zinoviéviste »), appartenait également L.A. Chatskine. Lui même fut ensuite accusé d'en faire partie. Pourtant, dans les années 20, aucun d'entre eux n'était membre de la dite opposition ; bien au contraire, tous cherchaient à combattre le « trotskysme ». Ce n'est seulement qu'en 1929 que Chatskine, membre du Comité central et Sten, philosophe marxiste et professeur à l'institut des Professeurs Rouges, ont publié des articles attaquant le régime du parti. Accusés de miner la discipline du parti, ils furent contraints à passer à « l'autocritique ».

Par la suite, ils ont rapidement intégré le groupe de Lominadze, qui était à l'époque secrétaire du comité départemental. Ensemble avec les partisans du S.I. Syrtsov, – secrétaire du comité national de la République socialiste de Russie – ils se sont mis à préparer une intervention organisée contre Staline. Ils l'ont programmée pour la tenue du Plénum qui devait réunir le Comité central et toute la direction du parti. Suite à la découverte en automne 1930 de ce complot « droito-gauchiste » (le terme est de Staline), Lominadze et Chatskine ont été exclus de la sphère dirigeante du parti. La femme de H. Neumann, un des chefs communistes allemands et ami de Lominadze, a décrit dans ses mémoires l'état d'esprit de Lominadze à ce moment là :

« Besso évoquait l'avenir avec un pessimisme profond. Il disait qu'il fallait s'attendre à pire encore. En effet, Staline baignait, tel un vigneron caucasien, dans un esprit de vengeance par le sang et se servait alors du pays entier pour étouffer, par la répression, les restes de liberté qui subsistaient encore en Russie soviétique. Staline était également prêt à sacrifier le mouvement communiste international, au profit des buts douteux de sa politique étrangère »⁵⁵.

En 1932, Lominadze et Sten ont repris contact avec le groupe de Smirnov. V. Ter-Vaganian, ami proche de Lominadze et ancien trotskyste « capitulaire », jouait le rôle d'intermédiaire.

Sedov et Trotsky furent mis au courant de cette rencontre entre les quatre groupes, en septembre 1932, grâce à un envoyé secret de Smirnov : E. Holtzman. Quelques semaines plus tard, un ancien bolchevik, Y.P. Gaven, arrivé à Berlin, est venu confirmer ces faits, en apportant à Sedov des détails supplémentaires. Il a fait savoir qu'il dirigeait un nouveau groupe d'opposants, nommé le groupe « O »⁵⁶.

Lorsqu'il apprit la tenue des négociations sur une éventuelle alliance des divers mouvements d'oppositions, Trotsky expédia immédiatement une lettre à Sedov, dans laquelle il exprima son approbation du projet.

« L'idée de constituer un "bloc" me paraît parfaitement bienvenue. Je souligne surtout que je parle d'un "bloc" et non d'une "unification", écrivait-il⁵⁷.

En ce qui concerne la lettre envoyée à Sedov par Holzmann et Gaven, elle n'a pas été sauvegardée. Toutefois, il découle de façon logique de la réponse de Trotsky, que les « droitiers » participaient également aux discussions sur le « bloc », conjointement avec les autres groupes mentionnés ci-dessus.

En réalité, les « smirnovistes » ont mis beaucoup d'espoir dans la possibilité de fonder une alliance commune ; ils voulaient d'ailleurs reprendre sérieusement leurs activités contestataires à ce moment là⁵⁸. Parmi les « droitiers », il y avait essentiellement « l'Union des marxistes-léninistes » de M. N. Rioutine et l'école boukharinienne de A.N. Slepkov, D.P. Maretsky et P.G. Petrovsky.

Si Trotsky considérait encore en 1928-1929 les « droitiers » et les « boukhariniens » comme des authentiques « agents de Thermidor », qui rongeaient le parti de l'intérieur, en 1932 il ne s'opposait plus à l'idée de constituer un bloc commun.

Au tout début, les « bolchéviks-léninistes » n'ont pas vraiment tranché dans le conflit qui opposait les « stalinistes » et les « boukhariniens ». D'un côté, les « droitiers » étaient considérés comme leurs ennemis principaux, mais de l'autre, les « trotskystes » n'aimaient pas se battre avec des moyens uniquement bureaucratiques. « *Le cerveau politique du parti gagnera-t-il quelque chose dans cette lutte ?* », s'interrogeaient-ils dans un des tracts de 1929. Pas un brin, en effet. Mais le parti n'a pas eu le temps de prendre connaissance de la nouvelle position de Boukharine.

Mais le parti n'a pas eu le temps de débattre les différences d'opinion, de les peser en toute honnêteté et d'en tirer une leçon. A la place, conformément aux habitudes staliniennes, un nouveau fléau est tombé sur le parti. Le parti communiste a été mis sur le fait accompli : « *Il y avait un Boukharine, mais il n'existait plus à présent* »⁵⁹.

Vers la fin de l'année 1928, Trotsky avait proposé aux « droitiers » de se battre ensemble pour instaurer un régime de liberté au sein du parti, et de poser ainsi les jalons d'un duel doctrinaire honnête⁶⁰.

En janvier 1929, les « bolcheviks-léninistes » se sont lancés dans une discussion passionnée. Ils distribuaient activement des tracts, parmi lesquels figurait le texte d'entretien secret entre Boukharine et Kamenev. Le chef des « droitiers » y condamnait les méthodes staliniennes pratiquées par le gouvernement et contredisait toute affirmation officielle sur l'absence de divergences dans le corps du Comité central.

Dans la préface à ce texte, A.K. Voronsky, le célèbre critique littéraire et écrivain, membre de l'opposition [et sa Centrale], clandestine, notait :

« La campagne menée contre les "droitiers" repose entièrement sur des mensonges, des non-dits, des esquives diplomatiques. On mène le parti avec les yeux bandés, sans lui dire clairement où on est en train de le conduire... A la place des "autocritiques" dignes d'un cirque, le parti a besoin de mener un véritable débat. Le parti se doit de discuter librement des trois doctrines concurrentes : le léninisme, le centrisme et le "droitisme" »⁶¹.

En fin de compte, le « Grand tournant » a relayé au second plan les divergences entre les « gauchistes » et les « droitiers » au sujet des questions économiques. Finalement, les uns et les autres s'opposaient maintenant ensemble aux méthodes forcées de la collectivisation, aux rythmes aventuriers de l'industrialisation, à la préférence pour l'industrie lourde hypertrophiée, etc. Ce qui a également favorisé le rapprochement, c'était le fait que les « droitiers » avaient reconnu comme parfaitement fondée la lutte menée par les trotskystes contre la bureaucratie parto-étatique.

A ce sujet, V. Serge, écrivain franco-russe et opposant qui avait réussi à s'échapper de l'URSS en 1936, se souvient « qu'il lui arrivait de rencontrer au début des années 30 à Moscou des membres du parti, proches de la droite, tels que Slepkov, Astrov, Maretsky et Cie. Tous ces "anciens trotskystes" avaient changé et ne cachaient plus – dans leurs cercles intimes, bien évidemment – leur nouveau rapport envers Trotsky et les trotskystes »⁶². Par exemple, M. Rioutine, lorsqu'il était secrétaire du Comité régional du VKP(b) de Krasnopresniensk, participa activement à la campagne contre l'opposition au cours des années 20. Plus particulièrement, il fut même au commandement, en novembre 1927, des forces d'ordre, censées disperser les manifestations trotskystes. Or, dans sa

réflexion « *Staline et la crise de la dictature du prolétariat* » de 1932, ce même Rioutine affirme que l'opposition de gauche avait absolument raison dans le débat sur « *la révolution prolétarienne décisive pour la destinée de l'URSS* », car elle avait révélé la perversion bureaucratique du parti et du régime soviétique.

« Trotsky a aperçu plus tôt que quiconque ce processus de perversion de l'intérieur même du parti, où celui-ci commençait à se manifester dès 1923. Bien avant les autres, Trotsky a compris les tentatives cachées de Staline, désireux de renforcer sa dictature personnelle sur le parti. C'est justement là, d'avoir démasqué, dans le temps, – le léninisme à l'appui –, cette irréversible transformation du parti, que réside l'énorme mérite de Trotsky.

Dans une tentative douloureuse, Trotsky essaya alors de remettre le parti sur le droit chemin, qui mènerait à une démocratie interne dans le parti et à un centralisme démocratique sain. C'est là que consiste son énorme apport historique et révolutionnaire, qui ne peut lui être ôté par des médisances ni même par les erreurs qu'il a pu commettre »⁶³.

Rioutine a assigné à son groupe – fondé au printemps 1932 – le rôle de centre, qui avait pour tâche l'unification des toutes les forces communistes, qui luttait contre Staline et le régime bureaucratique. Ainsi, Slepkov, Maretsky, les représentants du groupe de Smirnov, Sten, Zinoviev, Kamenev et S.P. Medvedev – l'ex-chef de l'Opposition ouvrière – ont pu prendre connaissance du manifeste des « bolcheviks-léninistes » intitulé « *A tous les membres du parti VKP(b)* ». Certains d'entre eux ont participé à la rédaction du document, en y apportant des corrections.

Le texte de la résolution finale fut ensuite envoyé à Kharkov, à un groupe trotskyste qui avait dans le passé quitté l'opposition et toujours espéré pouvoir un jour renouveler ses activités de contestation. En août 1932, les conférences de « l'Union des marxistes-léninistes » approuva la résolution, permettant de réunir les représentants des grandes fractions d'opposition⁶⁴. En septembre, la réunion du groupe Slepkov-Maretsky, à laquelle a participé également Sten, a débattu la question assez similaire sur la naissance d'un « *large front antistalinien* »⁶⁵. Tel était donc le sujet de discussions des rencontres entre les « smirnovistes » et les autres opposants.

C'est précisément à ce moment là qu'Holzman a fait parvenir à Trotsky la proposition de fonder le « *bloc des oppositions* ». Parmi les quatre groupes participants aux discussions sur le bloc, seule « *l'Union des marxistes-*

léninistes » pouvait correspondre à un futur organisateur central. L'Union disposait d'un programme, d'un planning des événements et menait une propagande ciblée pour attirer de nouveaux adhérents, y compris parmi les ouvriers des grandes usines.

Les autres groupes comme les « smirnovistes », les « zinoviévistes », les « safarovistes » et les « Sten-Lominadze » apparaissaient en revanche comme des cercles privés et hermétiques : leurs membres se limitaient à discuter et à critiquer « entre eux ». En vérité, après avoir renoncé à une lutte ouverte et au droit d'expression personnelle, après être passés aux « aveux » publics de l'*incontournable* « *autocritique* » et entourés par les agents de l'OGPU, les membres de ces cercles finissaient par se démoraliser.

Ainsi, ils apparaissaient à peine capables de mener une seule action clandestine.

Un membre du groupe de Safarov, F. Fadeiev, arrêté en 1934, a d'ailleurs été assez perspicace à ce sujet. Lorsque l'interrogateur lui a posé la question sur les activités courantes de son « organisation contre-révolutionnaire », il a avoué dans sa déposition que cette prétendue activité *organisation contre-révolutionnaire* se résumait à des « rencontres et des discussions contre-révolutionnaires, au cours desquelles on critiquait la politique du parti et on affirmait que l'actuelle direction du parti menait une politique meurtrière pour l'avenir du pays »⁶⁶.

De leur côté, les « ex-capitulards » pensaient pouvoir agir au moment de la crise politique qui ferait surgir de nouvelles forces antistalinistes, fraîches et énergiques. C'est surtout dans cet espoir qu'ils accordaient une importance cruciale à l'unification avec Rioutine. Comprenant parfaitement leur motivation, Trotsky n'était pas pour autant dupe sur les marges de manœuvre du bloc potentiel. A la mi-octobre 1932, il écrivait à Sedov :

« Comment le bloc va-t-il se manifester dans la pratique ? Probablement au travers des échanges d'informations. Pour le moment les "unifiés" nous fourniront les articles pour le Bulletin. La rédaction du Bulletin va ensuite s'occuper de la publication et gardera le droit de la commenter librement »⁶⁷.

Les négociations sur la future alliance étaient déjà en cours, lorsque les organes de l'OGPU se sont mis à traquer « l'Union des marxistes-léninistes ». A la mi-septembre 1932, ses dirigeants ont été arrêtés. En conséquence, les

membres qui ont pu échapper à la vague des arrestations, ont pris en urgence la décision définitive de fonder le bloc. Néanmoins, la naissance de l'alliance marqua également sa fin.

Les recherches postérieures sur l'héritage de « l'Union » nous permettent alors d'éclairer les relations entre les « marxistes-léninistes » et Sten, Zinoviev et Kamenev. Au début du mois d'octobre, les membres du bloc furent arrêtés et déportés. Trois mois plus tard, on a réussi à annihiler le groupe de Smirnov. Sedov en a informé Trotsky de la façon suivante :

« A l'origine de la neutralisation des groupes de Smirnov, Préobrajensky et Oufimtsev, – qui se revendiquaient tous les trois du "centre" –, se trouve juste un malade, un fou. C'est une personne qui a été arrêtée et qui a parlé. Car quelques jours avant son arrestation, I.N. Smirnov disait à notre informateur : "Kh. nous a trahis. J'attends mon arrestation d'un jour à l'autre" »⁶⁸.

Malgré le fait que les membres du groupe de Smirnov aient été prévenus à temps par un de leurs sympathisants qui travaillait à l'OGPU – et que l'on n'a donc trouvé chez eux aucune trace indiquant un lien quelconque avec Trotsky –, rien n'a pu les sauver d'une condamnation pour « activités contre-révolutionnaires ». Rapidement, d'autres arrestations ont suivi : celle du groupe de Slepkov, dont les chefs purgeaient déjà une peine en exil, à cause de leur lien avec Rioutine. Pour finir, on a arrêté également tous les trotskystes, y compris ceux qui ne faisaient pas partie du groupe de Smirnov.

Tout compte fait, pratiquement tout ceux qui avaient la moindre sympathie pour le bloc de l'opposition, ont fini en 1933 dans des prisons et des camps de déportations. Il paraît que le NKVD n'a donné aucune information officielle sur le bloc avant 1935-1936. Ce n'est qu'à ce moment que « l'appareil » a publiquement confirmé la formation en 1932 d'une alliance des oppositions, en la transformant sur le coup en « centre terroriste trotskysto-zinoviéviste ». « Yagoda n'a vraiment pas été à la hauteur de sa fonction dans les affaires de neutralisation du bloc "trotskysto-zinoviéviste" », constataient Staline et Jdanov dans un télégramme, adressé au Politburo et envoyé de Sotchi le 25 septembre 1936. « L'OGPU a pris un retard de quatre ans », se plaignait-on⁶⁹.

Malheureusement, indépendamment de son ampleur, la crise socio-économique du début des années 30 n'a pas eu les retombées politiques que l'opposition espérait. L'élite soviétique dirigeante ne s'est pas effondrée et les

manifestations de mécontentement populaire ont été étouffées avec succès par des structures de répression efficaces. Le système de pouvoir parti-état s'est avéré bien plus résistant qu'il ne paraissait aux yeux des opposants.

C'est visiblement la cause principale qui a sapé le moral de tous les opposants connus, qui dirigeaient les différents mouvements d'opposants dans les années 20. D'ailleurs, déjà au XVIIème Congrès du parti au début de 1934, Préobrajensky, Kamenev et Zinoviev (repentis une nouvelle fois) avec Lominadze, Radek, Boukharine, Rykov et Tomsy, chantaient la sagesse du « *grand Staline* ». Ils condamnaient toutes ces « tentatives » qui voulaient mettre en doute la justesse et l'absence d'erreur dans la ligne générale du parti. Vers 1934-35, même ceux qui, il n'y avait pas si longtemps, se considéraient des chefs jouissant d'une autorité inébranlable parmi les trotskystes intransigeants, ont fermement démenti leur appartenance à l'opposition. Il s'agissait de **Kh.G. Rakovsky**, **L.S. Sosnovsky**, **V.D. Kasparova** et **N.I. Mouralov**.

Tout cela ne signifiait nullement que l'opposition communiste en URSS fût entièrement liquidée. Au début de la seconde moitié des années 30, on dénombrait dans des camps, déportations et prisons politiques, près de 500 personnes qui se déclaraient communistes et opposants idéologiques du stalinisme⁷⁰. La majorité de ces opposants n'était plus constituée des gens qui luttaient de l'intérieur du parti comme dans les années 20. De nouvelles recrues ont en effet intégré le mouvement lorsque l'opposition a été exclue des rangs du VKP(b) et s'est constituée en entité clandestine.

Vers 1928-29, l'opposition a été remaniée de façon significative, sous l'effet de deux facteurs. D'une part après le départ des vieux cadres, l'opposition s'est enrichie de nouveaux adhérents, qui affluaient grâce à la propagande menée dans les usines et les manufactures. D'autre part, l'opposition a élargi ses rangs du fait de la radicalisation de son statut politique.

Au printemps 1929, le quartier général des « bolcheviks-léninistes » déclarait dans un bulletin d'information, que les réseaux d'illégaux se composaient désormais de gens nouveaux, qui n'avaient eu dans le passé aucun lien avec l'opposition et qui l'ont même combattu ouvertement. Par ailleurs, il ne restait plus énormément de « vieux cadres exclus »⁷¹. Il s'en est suivi une vague de capitulations, qui touchait les vétérans de l'opposition et les remplaçait

par de nouveaux membres des groupements secrets. En conséquence, d'après de nombreux témoignages, l'opposition se composait désormais essentiellement de la nouvelle génération⁷².

A la différence de leurs prédécesseurs, les nouveaux opposants ne se sentaient pas reliés de façon organique au parti du pouvoir. C'est pourquoi rien ne pouvait justifier, à leur yeux, une reddition au profit du régime en place. L'opposant communiste yougoslave, **A. Ciliga** auteur d'observations précieuses sur le système d'établissements d'isolement et de déportations soviétiques, écrivait :

« Sur la base de mes observations dans un camps de déportés de la nouvelle génération d'opposants trotskystes, de son caractère et son approche des problèmes, j'ai compris que ces jeunes cadres n'allaient pas capituler. D'ailleurs, les études ainsi que les événements postérieurs l'ont largement confirmé »⁷³.

Si effectivement dans les années 1927-30, chaque capitulation d'un grand chef de l'opposition entraînait derrière elle une vague massive de redditions d'opposants du rang, en 1934, celle de Rakovsky et Sosnovsky n'a été suivie pratiquement par personne. Hormis toutes les causes explicatives déjà évoquées, ce phénomène révèle également une profonde désillusion de la jeune génération au sujet des chefs légendaires. Comme le disaient **Victor Serge** et Trotsky en 1936, « la nouvelle opposition ne reconnaît point l'autorité. Les vieux cadres sont discrédités ; les jeunes veulent penser de façon autonome »⁷⁴.

Dans la première moitié des années 30, ce sont les camps de déportés du Haut Oural, de Yaroslavl, de Souzdal, qui deviennent le centre de la vie idéologique de l'opposition. Grâce aux protestations et grèves de la faim, les prisonniers ont réussi à obtenir un régime de détention résolument libéral. Les opposants étaient autorisés à rester en contact les uns avec les autres ; à organiser des réunions et des discussions, et même à distribuer des publications manuscrites.

Arrivant en automne 1930 au camp de déportation du Haut Oural, A. Ciliga fut impressionné, en retrouvant dans des couloirs de la prison, des publications résolument libres :

« Quelle diversité d'opinion s'exprime ici, quelle liberté ressort de chaque strophe ! Quelle passion et sincérité se trouvent dans l'analyse des concepts théoriques et abstraits, et surtout dans l'examen des problèmes pratiques

d'actualité ! Est-il encore possible de réformer le système pacifiquement ou faut-il appeler à un soulèvement armé, à une nouvelle révolution ? Staline est-il le prédateur involontaire ou agit-il en toute conscience ? Sa politique, est-ce de la réaction ou de la contre-révolution ? Peut-on se débarrasser de lui par une simple décision des élites dirigeantes ou faut-il une véritable révolution ? Tous ces articles ont été manifestement écrits en toute liberté : ils ne taisaient rien. Leurs auteurs mettaient les points sur les i et signaient – bon Dieu – de leur propre nom ! »

Dans cette atmosphère d'expression libre, se déroulaient également toutes les discussions et les débats.

« Au cours des promenades qui permettaient aux détenus de plusieurs cellules de se rencontrer, le coin de la cour servait habituellement de lieu de réunion. Il y avait un président, un secrétaire et un ordre du jour... Au cours de ces discussions, on débattait des thèmes des plus dangereux et des plus bannis, sans se cacher derrière des masques, sans avoir peur. Pendant ce temps, l'agent de sécurité pouvait s'asseoir ou se promener à proximité. Il faisait des comptes rendus à la direction de la prison, mais cela n'avait l'air d'inquiéter personne. Staline, décrit par des innombrables épithètes, en prenait plein à la figure »⁷⁵.

Les changements de la composition de l'opposition et la floraison de sa vie spirituelle constituaient les prémisses d'une évolution idéologique et politique, touchant les rangs des communistes qui pensaient « différemment ». Bien que Trotsky continuât de jouir du statut de chef incontesté auprès des « bolcheviks-léninistes », ses idées, exprimées dans des tracts ou des bulletins et qui parvenaient aux camps d'isolement, ne recueillaient pas d'approbation unanime.

La contestation la plus radicale des idées de Trotsky émanait du courant radical, formé entre 1928 et 1929 et qui s'est avéré la force la plus influente au sein des « bolcheviks-léninistes » au début des années 30. Dès la fin de 1929, les activités trotskystes du réseau moscovite ont élaboré un document dans lequel ils refusaient deux postulats-clés de la doctrine de Trotsky : le maintien en URSS de la « *dictature du prolétariat* » et la démocratisation possible du système parti-Etat aux moyens réformistes. Au réformisme qui « ne s'accomplissait pas », les auteurs du document opposaient l'appel à « l'auto-libération des ouvriers soviétiques par la voie révolutionnaire »⁷⁶.

Par la suite, les trotskystes « de gauche » se sont rassemblés dans un groupe qui publiait, entre les murs du camp de déportation du Haut Oural, le journal appelé « *le Bolchévik en guerre* ».

A l'époque où Trotsky et ses fidèles les plus « modérés » comme E. Solntsev, G. Yakovine ou G. Stopalov espéraient retracer la ligne du parti dans une nouvelle voie, régénérant son fonctionnement interne par l'attaque des « forces saines » issues du parti, et grâce aux conditions générales propices ; les « gauchistes radicaux » représentés par O. Pouchas, E. Kamenietsky, A. Sankian, G. Kvatchadze et V. Rechetnitchenko, défendaient au contraire la nécessité de renverser l'oligarchie dirigeante, grâce à l'intervention directe des masses et des sans-parti. A la différence des fidèles de Trotsky qui craignaient « l'esprit de Kronstadt », les opposants radicaux militaient pour les grèves politiques dans les usines et pour les « méthodes de lutte plus décisives »⁷⁷.

Quelques mois plus tard, le camp de déportation a vu émerger le « groupe des trente » avec V. Densov, N. Gorlov ou A. Ciliga, qui prônait les décisions politiques du « *Bolchévik en guerre* », sans toutefois partager les critiques de l'industrialisation et de la collectivisation stalinienne. A leurs yeux le « Grand tournant » n'était pas une aventure vouée automatiquement à l'échec, mais une transformation profonde, qui ferait naître un nouveau système d'exploitation : celui du capitalisme d'État bureaucratique. En 1931, les deux groupes trotskystes de « gauche » ont commencé à publier ensemble le journal « bolchévik-léniniste »⁷⁸.

Vers 1931-32, les trotskystes « de gauche » se sont engagés dans des polémiques sur les questions qu'ils jugeaient de première importance : Quelle est la nature sociale de l'URSS ? Quelle est la classe sociale dont les intérêts s'expriment au travers du gouvernement staliniste ? En réponse, la majorité d'entre eux a dû conclure que la fameuse dictature du prolétariat était intégralement liquidée. Pour le reste, leurs avis divergeaient.

Les uns situaient le régime stalinien « au-dessus des classes », tout en admettant que la bureaucratie avait annihilé le pouvoir de la classe ouvrière. L'essentiel était que les « directives économiques nées de la Révolution d'Octobre » demeuraient valables. Par conséquent, si la sphère politique a besoin d'une authentique révolution, pour sauver la sphère économique, il suffirait seulement de la réformer en profondeur.

Aux yeux des autres « gauchistes », le stalinisme incarnait une authentique contre-révolution à caractère politique et socio-économique. En URSS comme ailleurs dans le monde, il n'y avait plus qu'une solution : recourir à une révolution sociale au moyen de grandes luttes⁷⁹.

Les divergences d'opinion entre Trotsky et les « bolchéviks-léninistes » du Haut Oural se sont cristallisées durant l'été 1932, lorsque les détenus du camps d'isolement ont pris connaissance du document intitulé « *Problème du développement en URSS : projet de programme de l'opposition de la gauche internationale sur la question russe* », publié dans le *Bulletin de l'opposition*. Comme en témoigne A. Ciliga, le document n'a convaincu personne. Les trotskystes « de gauche » ont ressenti une profonde déception, apprenant que pour Trotsky, l'Union soviétique demeurait un « état ouvrier ». Même les « modérés », tout en manifestant du respect au « Projet », ne se pressaient pas pour l'adopter dans leur programme. Ils estimaient que Trotsky n'était pas assez critique au sujet de la politique socio-économique stalinienne.

Quelques temps après, vers 1933, certains « gauchistes », ayant pris définitivement leurs distances avec le trotskysme, ont décidé de quitter les rangs « bolchéviks-léninistes » pour rejoindre les « décistes » et les partisans du « groupe ouvrier » de G. Miasnikov et former ensemble une « Fédération des communistes de gauche ». Leur doctrine reconnaissait sans façon la naissance en URSS d'un capitalisme d'état, qui représentait une menace pour l'avenir du socialisme et qu'il fallait renverser à l'aide d'une véritable révolution sociale.

D'autres trotskystes « de gauche » ont négocié en automne 1933 une union avec les « ex-modérés », qui ont radicalisé leur revendication. Ainsi, sur les pages du journal des modérés nommé « *La vérité dans la prison* », on pouvait discuter désormais avec vigueur le dilemme suivant : fallait-il ou pas considérer l'URSS comme un « état ouvrier » ? La plupart répondaient par un non. Finalement le thème de la réforme « par le haut » du système parto-étatique avait définitivement disparu des nouvelles conceptions trotskystes. Ils insistaient désormais sur la nécessité de lutter avec des moyens forts, contre « la bureaucratie stalinienne »⁸⁰.

Un peu partout en URSS, la nouvelle génération d'opposants s'engageait dans une révision des positions idéologiques et politiques de l'opposition. Elle avait définitivement contesté la conception de Trotsky, conformément à laquelle

l'étatisation et la planification de l'économie nationale assuraient automatiquement au régime soviétique son caractère « ouvrier ». Toutes les conceptions de Trotsky ont été soumises à un examen critique. La remise en cause du régime bureaucratique a conduit à prendre conscience de la nécessité de lutter pour la démocratisation de la société. De plus, la volonté acharnée de découvrir les racines de la perversion totalitaire de la révolution a conduit l'opposition à réexaminer l'expérience de la dictature bolchevique, pratiquée sous Lénine.

Informant régulièrement Trotsky sur la situation des opposants qui sont restés dans le pays, V. Serge notait :

« Nous sommes divisés en deux groupes à peu près égaux en nombre. Il y en a qui pensent qu'il faut remettre tout en question et que les erreurs graves ont été commises dès le début de la révolution d'octobre. Puis il y en a d'autres, persuadés que le bolchévisme des premières années doit rester en dehors de toute critique. Les premiers s'inclinent à penser que sur le principe de l'organisation, vous avez eu raison contre Lénine, lorsqu'il était du même avis que Rosa Luxemburg. Par ailleurs, nous sommes également partagés en deux camps au sujet de la démocratie et de la dictature bolchevique. Les premiers militent alors pour une plus large démocratie dans le cadre de la dictature (du prolétariat). A mon avis, ce groupe est le plus fort des deux »⁸¹.

A la même époque, on pouvait également remarquer un phénomène nouveau. La majorité des opposants s'intéressaient dès lors aux autres protestataires « de gauche » : les social-démocrates, les socialistes-révolutionnaires ou les anarchistes, que Trotsky continuait à considérer comme des contre-révolutionnaires.

« Les socialistes, les anarchistes et les communistes, qui encore en 1929-30 étaient des frères-ennemis, ont réussi depuis à se réunir dans leur combat commun pour les droits de l'homme et du citoyen », notait A. Ciliga en 1936. « Ce front uni constitué des groupes de mouvement ouvrier, pourchassés et persécutés, qui se bat contre les "gardiens de prisons" stalinistes, devient de plus en plus fort et se répand dans toute la Russie »⁸².

Ainsi, au milieu des années 30, l'Opposition communiste en URSS a *de facto* cessé d'être « trotskyste ». Ses contestations des thèses sur l'état soviétique et ses critiques du léninisme devenaient inacceptable aux yeux de Trotsky. Sans la moindre hésitation, ce dernier a rompu tout lien avec ceux qui osaient de ne pas être d'accord avec ses conceptions clefs. Il n'est donc pas étonnant que

Ciliga et Serge – les deux premiers membres importants de l'opposition, qui ont réussi à quitter le pays dans les années 30 – soient devenus rapidement des « ennemis » idéologiques et politiques du mouvement trotskyste international.

Les collectifs d'opposants, qui se sont formés au début des années 30 dans des camps d'isolement et de déportation, devenaient finalement un corps étranger pour le régime totalitaire triomphant. Ciliga a noté ses premières impressions lors de sa découverte du camp de déportation en Haut Oural :

« J'ai vu en URSS pas mal de choses, mais jusqu'à présent, aucune d'entre elles ne m'a impressionné comme cette île de liberté, noyée au milieu de l'océan d'esclave. Le contraste entre le pays terrorisé, mis au pas, et la liberté de pensée qui régnait dans la prison semblait si étrange que l'on pensait immédiatement à une maison de fous. Comment pouvait-on concevoir, sinon à l'intérieur de ces étendues infinies du pays russe, réduit au silence, l'existence des deux ou trois îlots de liberté, où les gens possèdent encore le droit de penser et de s'exprimer librement, et que cet endroit soit... la prison même ? »⁸³.

Il semble évident que le pouvoir ne pouvait pas tolérer bien longtemps ces « îlots de liberté », où grandissaient des chefs d'une insurrection générale potentielle. Dès 1933, les opposants furent transférés dans des camps d'isolement et « d'exil forcé » et dans des « camps de travail de correction ».

Suite à l'assassinat de Kirov, ces transferts ont pris un caractère massif, si bien que vers le mois de juillet 1936, pratiquement tous les opposants se sont retrouvés regroupés dans les deux plus gros centres de Kolyma et Petchorsk. Ici commença leur dernier combat contre le stalinisme. Ils prenaient la tête des rébellions de détenus, qui tournaient au drame. Leur histoire mériterait un autre chapitre... A quelques rares exceptions près, les opposants furent liquidés entre 1937 et 1938.

En isolant et éliminant physiquement les membres de l'opposition, qui sortaient du rang tracé par la ligne directrice du parti, le VKP(b) entendait affirmer son monopole de l'interprétation de la doctrine communiste. Le bolchévisme ne devait plus apparaître que sous un seul visage : celui de la doctrine officielle, identifiée à l'idéologie et à la pratique politique du groupe dirigeant. De l'autre côté, cette longue lutte pour penser « différemment » le communisme prouve par là même que la tradition bolchévique n'obéit pas à une définition univoque. Elle ne peut être véritablement comprise qu'à condition de tenir compte de ses différentes composantes, parfois contradictoires.

1. "Les partis politiques de la Russie", *Les Pages de l'Histoire (Stranitsy Istorii)*, N°2000.
2. Staline, I.V., *Œuvres*, t. 13, Moscou, 1951, pp. 98-99.
3. Deutscher I., *Trotsky en exil*, Moscou, 1990, p. 190.
4. La GPU ou OGPU qui a succédé à la CK(Tchéka) a précédé NKVD et KGB. C'est la police d'Etat.
5. Krivitsky W., *J'étais agent de Staline. Le journal d'un espion soviétique*, Moscou, 1991, p. 186.
6. Les Décistes étaient les partisans du centralisme démocratique (DC).
7. Broué P., "Les Trotskystes en Union soviétique 1929-1938", *Cahiers Léon Trotsky* 1980, n° 6, p.43.
8. Le VKP(b)= PC.
9. Cliff T., *Trotsky, the darker the night, the brighter the star*, 4, 1926-1940, 1993, p. 100.
10. Serge V., *Russia Twenty Years Later*, New Jersey, 1996, p. 14.
11. Trotsky, *Prestouplenia Stalina (Les Crimes de Staline)*, Moscou, 1994, p. 34-35.
12. Broué, *op.cit.*, p. 43.
13. *Bulletin de l'Opposition*, ci-après *BO* 1930, N° 17/18, p. 12.
14. *Les résolutions de l'assemblée des conférences et plénums du Comité central du PCUS*, III, Moscou, 1954, p. 82.
15. *BO*, 1939, 17/18, p. 14.
16. *Ibidem*, 7/8, p.19.
17. *Bolchevik*, 1930, 7, p.18-19.
18. *BO* 1930, 9, p. 16, 10, p. 14 ; 1931, 20, p. 15 ; 1933, 33, p. 8.
19. *Ibidem* 31, p. 9.
20. *Ibidem*, 7, p. 3.
21. Staline, *Œuvres* 12, p.270.
22. *BO* 1930, 9, p.2.
23. *Ibidem*, 17-18, p. 8.
24. Rogatchevskaia I.S., "Comment a-t-on construit le Premier Plan quinquennal ?", *Voprosy Istorii* 1993, 8, pp 149-151.
25. Staline, *Œuvres* 22, p. 349.
26. *BO*, 1930, 12-13, p. 28 ; 1931, 20, p. 15.
27. *BO*, 1930, 9, p. 7 ; 1931, 12/13, p. 29 ; 1933, 33, p. 2.
28. *Ibidem*, 1931, 20, pp.9-10.
29. *Ibidem*, 1930, 17/18, pp. 11-12.
30. *Ibidem*, 1930, 14, p. 2 ; 1931, 20, p. 8.
31. *Ibidem*, 1933, p. 5.
32. *Ibidem*, 1930, 17/18, p. 16.
33. *ACFSRFR*, (archives centrales du Service fédéral de Sécurité d'Etat de la Fédération de Russie), Note n° P-3796, T2, pp.1-11.
34. Filtzer D., *Soviet Workers and Stalinist industrialization*, Leningrad, 1986 p. 91.
35. *BO*, 1931, 24, p.19.
36. *The Trotsky appraisal*, Edinburgh, 1992, p. 73.

36. *The Trotsky appraisal*, Edinburgh, 1992, p. 73.
37. *BO*, 1933, 33, p. 25.
38. *Izvestia (du CC PCUS)*, 1991, 6, pp. 77-78.
39. *Pravda*, 22 août 1936. *Réhabilitation (Reabilitatsia)*, Moscou, 1991, pp.171, 190.
40. *BO*, 1936, 52/53, pp. 24-25, 37-38.
41. Organisations « scientifiques » du parti.
42. *Izvestia CC...* 1991, 6, p. 82 ; *Réhabilitation, op.cit.* 1991, pp. 177, 190.
43. P. Broué qui a publié la lettre la situe vers la fin septembre. Il nous semble d'après les évènements mentionnés que sa date est postérieure.
44. P. Broué, *Party opposition to Stalin 1930-32 and the First Moscow Trial // Essays on Revolutionary Culture and Socialism*, 1985, p.100.
45. *Ibidem*.
46. Serge V., *Memoirs of a Revolutionnaire*, Leningrad, 1984, pp. 252-253.
47. *BO*, 1931,19, p. 20.
48. Gorinov M.M, Tsakounov S.V., « Evgenii Preobrajensky : tragédie d'un révolutionnaire », *Otetchestviennaia Istorii*, 2, p. 90.
49. V.Serge, *op. cit.*, p. 281.
50. Gorinov, Tsakounov, *op.cit.* p. 91.
51. Feljtinsky, *Discussions avec Boukharine*, Moscou, 1993, pp. 43-46.
52. *Réhabilitations*, pp. 159-165.
53. *BO*, 1933, 33, p. 24 ; Broué, *Party Opposition to Stalin*, p. 100.
54. *Réhabilitations*, p. 144.
55. Buber Neumann M., *La révolution mondiale et le régime stalinien*, Moscou, 1945, p. 197.
56. P.Broué écrit qu'il n'a pas trouvé dans les archives de Trotsky d'élément permettant d'identifier ce groupe qui pourrait cependant être celui d'Ossinsky (« Compléments... », *Cahiers Léon Trotsky* 1985, 24, p. 69).
57. Broué P., « Trotsky et le bloc des oppositions de 1932 », *Cahiers Léon Trotsky*, 1980; 5, p. 35.
58. *Ibidem*.
59. Centre russe de sauvegarde et d'étude, 1278-71, 112, 12, 1,5.
60. *Ibidem*, 326-1, 133, 1.159.
61. *Ibidem*, 1.108.
62. *BO*, 1936, 51, p. 15.
63. *Réhabilitation*, p. 385-386.
64. M.N Rioutine, *Je ne me mettrai pas à genoux*, Moscou, 1922, pp. 28-29, 288-292.
65. *Ils ne se taisaient pas*, Moscou, 1992, pp.193-195.
66. *Réhabilitation*, p 144.
67. Broué P., *Trotsky et le Bloc, op.cit.*, pp. 35-36.
68. *Ibidem*, p. 37.
69. *Izvestia (du CC)*, 1989, 9, p. 39.
70. Voir la polémique entre Serge et Trotsky, *The Serge-Trotsky Papers*, Leningrad, 1994, pp. 60-61. Les documents de police indiquant les affiliations ne semblent guère donner raison à Serge (NDLR).
71. *ACFSRSF*, 3.7. 350,1.236-237.

72. *Sotsialistitcheskii Vestnik*, 1962, 8/9, p. 172 ; *The Serge-Trotsky papers* (ci-après *STP*), p. 61 ; *BO*, 1936, 51, p. 12.
 73. *SV*, 1963, 11, p. 6.
 74. *STP*, p. 61.
 75. Ciliga, *The Russian Enigma*, Leningrad, pp. 199-200.
 76. ACFSRFR, 2-7-353- 2.97-102.
 77. Ciliga, *op.cit.* 211-212 ; *BO* 1930, 17/18, p. 43 ; 1930, 27, pp. 12-15 ; *CLT* 1981, 7/8, pp. 189-191.
 78. Ciliga, *op. cit.*, pp. 217-218.
 79. *Ibidem*, pp. 263-265.
 80. *Ibidem*, pp 271-273, 302-303.
 81. *STP*, p. 60.
 82. *SV*, 1936, 11, p. 10.
 83. Ciliga, *op.cit.*, p. 200.

Pierre Broué

Du nouveau sur les crimes de Staline

Les fameuses archives du NKVD dérobées et sorties de Russie par Mitrokhine, sont présentées et expliquées ici dans un volume intitulé The Sword and The Shield (L'Épée et le Bouclier), par le spécialiste britannique Christopher Andrew.

Nos lecteurs connaissent les consignes de prudence pour leur utilisation, mais nous ne cherchons pas ici du sensationnel mais seulement de quoi compléter nos fiches et boucher leurs trous.

Roland Abbiate

Cet homme apparaît ici en relief comme plus important que nous ne l'avons cru, du fait que les services et leurs auteurs se sont efforcés de brouiller ses traces comme celles de bien d'autres mais avec un soin particulier.

Il devait accéder à la notoriété lors de l'assassinat d'**Ignacy Reiss**, agent qui avait fait défection. On savait aussi qu'il avait fait un voyage de reconnaissance au Mexique dans la perspective de l'assassinat de **Trotsky**. On le croyait supprimé en URSS en 1940.

Les papiers de Mitrokhine nous en disent plus. On connaissait son rôle à Belgrade, dans l'espionnage ordinaire, à la tête d'un café hôtel fréquenté par la couche dirigeante.

Transféré ensuite à Paris, il avait été l'un des organisateurs de la liquidation d'Ignacy Reiss, qui avait fait défection après le Procès des Seize à Moscou en août 1936.

Le livre nous apprend qu'il était fils d'un professeur de musique vivant à Saint-Petersbourg, qu'il revint en France au début des années 30 et qu'il y fut recruté à la fin 31-début 32, par sa sœur **Mireille**, au NKVD dont elle était depuis peu. Ses noms de code avaient été **Latchik** (Pilote) et **Sergeiev**.

Nous n'avons rien de plus sur la période du Mexique et de l'assassinat de Trotsky et il nous faut attendre pour le revoir l'année 1944 où, après avoir brièvement opéré sous une couverture de journaliste de Tass, il devient résident permanent du GPU à New York : il s'appelle alors **Vladimir Pravdine**.

Pourtant il ne va pas occuper longtemps ce poste très important. Effrayés par les défections de 1945, ses responsables le retirent précipitamment. Il va même être exclu des services lors de leur réorganisation sous la forme de la KI, agence unique d'information, en juillet 1947.

Il reparait après la mort de **Staline**, mais pour peu de temps. Il est à nouveau mis à pied et se suicide.

Les archives confirment que c'est lui, personnellement, en tant que membre du groupe de tueurs dirigé par **Iakov Sérébriansky**, qui a utilisé **Gertrud Schilbach** comme leurre pour attirer Reiss dans le piège mortel où il l'attendait personnellement, mitrailleuse au poing et le tua de douze balles. Il avait mené toute la traque.

La Guerre d'Espagne

Les archives de Mitrokhine soulignent l'importance d'un des tueurs les plus professionnels de l'Union soviétique, complètement ignoré jusque là par ses amis et ses ennemis, célébré pourtant comme Héros de l'Union soviétique pour ses exploits au cours de la Deuxième Guerre Mondiale : **Stanislas Alekseiévitch Vaoupchassov** s'était, au début de sa carrière, illustré par des opérations de commando – coup de poing en Lituanie et en Pologne.

En Espagne, sa principale responsabilité aurait été de concevoir, construire et garder un four crématoire souterrain, permettant aux tueurs d'effacer leurs victimes sans laisser de traces. Bien qu'Andrew n'en dise rien, on peut supposer que c'est là qu'auraient disparu les restes d'**Andreu Nin**, enterré dans un

premier temps, pas loin d'Alcala de Hénarès, en un lieu où aucun débris humain n'a été retrouvé lors de fouilles spéciales.

Dans ce dernier travail, Vaoupchassov était secondé par un militant communiste de Salamanca qui avait été recruté par **Eitingon**, le jeune Espagnol **José Castello Pacheco**, 26 ans en 1936, dont la veuve – le fait est rare – a réussi à se faire indemniser par le gouvernement russe.

Enfin, au niveau anecdotique, on retiendra que, pendant la Guerre civile, le jeune **Santiago Carrillo**, ancien dirigeant des JS dont la fusion avec les JC avait donné naissance aux JSU, s'était lié d'amitié avec le tueur **Iossif Grigoulévitch** au point d'en faire le « *parrain laïque* » de son fils. Décidément services et parti staliniens formaient une famille unie.

Les agents récalcitrants devant les procès

On sait combien il y eut de réticences dans l'appareil policier devant les accusations proférées lors des procès et les aveux extorqués. On sait que ces procès furent le déclic de la rupture de Reiss puis de Krivitsky.

L'un d'entre nous a recueilli à Mexico le témoignage d'un ex-collaborateur d'**Ulbricht**, nommé **Lambert**, dont le responsable parisien en 36 était de toute évidence révolté par les procès, mais éclata d'un rire fou quand il sut que l'hôtel Bristol, lieu de la prétendue rencontre avec les nazis, avait été détruit en 1917.

On trouve dans ces archives un rapport adressé par le résident de Paris à la direction à Moscou, dénonçant l'attitude « *équivoque* » de l'agent **Avram Mironovitch Albam** dit **Belov**, son silence pendant les « *discussions* », le profond soupir qui lui échappe à l'annonce de l'exécution des Seize. De toute évidence, cet homme est contre. Une douzaine de personnes vont être arrêtées et plusieurs fusillées comme lui. Son épouse **Frida Lvovna**, sans doute pour sauver sa peau, l'a bien inutilement accusé d'être un « *ennemi du peuple* ».

Mitrokhine relève une dénonciation du même genre à Londres. Ici le dénonciateur est l'ambassadeur en personne, **Yakov Souritz**, un ancien menchevik. La victime est l'un de ses collaborateurs, **B.M. Gordon**, accusé d'avoir manifesté dégoût et écœurement, en ne se prononçant pas.

L'assassinat de Trotsky

Les documents de Mitrokhine ajoutent des éléments notamment sur le rôle dirigeant joué dans l'attentat du 26 mai 1940 contre la maison de Trotsky, par **Grigoulévitch** dont ils nous précisent qu'il était dans cette circonstance accompagné de sa femme **Laura Araujo Aguilar**, dite **Luisa**.

Ils confirment que le jeune Américain **Bob Sheldon Harte**, un garde envoyé par le SWP, qui ouvrit la porte aux agresseurs, était bien un agent dont le nom de code était **Amur. Grigulevitch** avait en outre personnellement recruté pour ce groupe d'assaut le peintre **Antonio Pujol**, dont il avait fait le commandant en second.

A propos des documents de Mitrokhine le commentaire d'Andrew cite les essais historiques de **V.M. Primakov** et autres sur l'histoire des services, pour expliquer comment et pourquoi Bob Sheldon Harte, homme du GPU infiltré dans la petite garnison, qui avait ouvert la porte aux tueurs, était reparti avec eux, et fut plus tard abattu par ses compagnons dans leur refuge à la montagne.

Selon ces auteurs, le jeune Américain, qui était jeune et naïf, fut indigné lorsqu'il comprit que les hommes qu'il accompagnait étaient prêts à abattre **Siéva Volkov**, le petit-fils de Trotsky, âgé alors de 14 ans : il ne comprenait pas que l'on tue de sang-froid un enfant et exprima une indignation qui lui valut d'être considéré comme dangereux et supprimé par précaution.

On sait que Trotsky tint énormément à placer à l'entrée de la maison une plaque commémorative à sa mémoire. C'est finalement sans doute un hommage mérité du proscrit à un agent au grand cœur, qui a immortalisé son nom sur le mur de cette maison où il vint pour tuer et qu'il quitta pour être tué. Les détours de l'histoire sont parfois surprenants.

La résistance à l'occupant allemand

De nombreux rapports des archives apportées en Occident par Mitrokhine ont trait aux actions de partisans pendant la guerre. Ils permettent de mesurer toute la différence entre la réalité et la légende propagandiste tapageuse.

Le cas d'Odessa est particulièrement frappant. On en avait fait sous **Staline** l'histoire d'un combat héroïque mené par des hommes intrépides et unis. La sordide réalité est bien différente.

Les chefs militaires ont envoyé à Odessa, pour mener contre l'occupant des actions de harcèlement à partir des centaines de kilomètres de couloirs des « catacombes » sous la ville, une unité de la NKVD sous le capitaine **Vladimir Aleksandrovitch Molodtsov**, un ancien mineur de fond.

Le groupe envoyé de Moscou et celui d'Odessa sous le lieutenant **Kouznetzov**, ont pénétré sous la terre à la mi-octobre 1941. A la fin de l'année, Molodtsov fut capturé et exécuté par l'occupant. Kouznetzov désarma les hommes de sa troupe, sauf **Abramov**, qu'il garda prisonnier mais qui l'abattit à son tour.

Au cours de l'été 1942, vint un moment où il n'y avait plus que trois combattants survivants, tous les autres (à l'exception de Molodtsov) ayant été tués par leurs propres camarades. Ce sont **Glouchtchenko**, **Abramov** et **Litvinov** : les deux premiers tuent le troisième.

Glouchtchenko, victime d'hallucinations, croit avoir tué Abramov. Il réussit à sortir et à rejoindre les troupes, est traité en héros. Il mourut accidentellement sur le lieu de ses exploits en retournant en 1945 chercher probablement des documents compromettants.

On découvrit des années après la guerre qu'Abramov n'était pas mort. Sorti lui aussi de l'enfer, il gagna la France, puis les Etats-Unis. Sa femme sut se taire. La légende tint encore quelques années.

Pour les opérations militaires, citons Christopher Andrew qui ne pense pas, sur la base des documents d'archives, que la réalité ait ressemblé, même de loin, à la légende héroïque. Il écrit :

« Du fait qu'environ la moitié des partisans étaient des gens de la NKVD ou des cadres du parti, ils étaient l'objet d'une grande méfiance de la part de la population paysanne de laquelle dépendaient leurs soutiens locaux. Par exemple, l'effondrement de la lutte des partisans en Ukraine occidentale a été dû très largement à l'hostilité des habitants au Parti et à la NKVD ».

Pour ce qui est du reste de l'activité de la NKVD, notons une citation de Béria de la fin 1943, annonçant fièrement à Staline l'arrestation dans les territoires libérés de 931 549 personnes dont 582 515 militaires et 394 034 civils. Là-dessus, on en « démasque » 80 926. Nombre de minoritaires le furent pour des propos ambigus dans des lettres familiales. Dans le cas de Stalingrad,

Mitrokhine, avec ses archives, confirme totalement analyses et hypothèses d'**Antony Beevor** dans son livre sur la bataille de Stalingrad.

Dans le cadre de bien d'autres travaux, les archives dites « de Mitrokhine » apportent donc bien d'utiles précisions.

Souvenirs

Pierre Broué

Trotsky, soixante ans après

Il y a soixante ans que Trotsky est tombé sous les coups d'un assassin aux ordres de Staline. Staline est mort. Quelques retraités fanatiques font discrètement déposer des fleurs sur sa tombe à Moscou. Pour Trotsky, ce sont des militants, jeunes ou vieux, pas follement nombreux, qui se réunissent dans des hommages de formes diverses.

Après Trotsky, Staline s'est efforcé de supprimer les révolutionnaires qu'il appelait « trotskystes ». Les derniers survivants des trotskystes russes, **Khristian Rakovsky** en 1941, rebelle après une capitulation, des hommes d'une nouvelle génération, l'Italien **Pietro Tresso** et ses compagnons, en France, ont été massacrés pendant la guerre.

La machine était en marche et a continué à tuer après sa mort. Ainsi périt **Wolfgang Salus**, ancien secrétaire de Trotsky, en 1953, et c'est seulement par le miracle de ce qu'on appelle le hasard, que notre ami Van (Jean van **Heijenoort**), son collaborateur de sept années, a échappé à l'exécution décidée par Staline et **Béria** en 1946.

Une question se pose, très simple, incisive comme un scalpel pour comprendre la nature du cancer qui a emporté l'Union soviétique née de la Révolution d'Octobre. Pourquoi cet acharnement de Staline ? Pourquoi cette fureur de tuer, tous les tueurs – les **Mercader** – lâchés sur les traces des révolutionnaires ?

Pourquoi, dans leurs journaux, leurs livres, leurs interviews, staliniens ou non politiques divers, journalistes, guépéoutistes comme **Georges Soria**, pseudo-historiens, s'acharment-ils depuis des décennies à tuer moralement Trotsky par des questions ou des mensonges sur « la terreur rouge », « la dictature », « Cronstadt ».

La réponse est aussi simple que la question. Staline, qui avait chaussé les bottes du tsar, adopté la langue de ses popes, gardé les mêmes prisonniers dans les mêmes prisons, avec de nouveaux gardiens, avait peur de la Révolution, de l'intervention consciente dans l'action de millions d'hommes, pour survivre d'abord, transformer ensuite le monde pour qu'il soit humain.

Qu'on relise les livres d'histoire sérieux, même quand ils émanent de bourgeois dévoués à leur classe. Tous reconnaissent qu'à la fin des années trente, l'humanité courait un risque immense : la « révolution », vaincue de peu en Espagne, risquait de se rapprocher en France, en Grande-Bretagne et dans leurs colonies, et finalement le monde entier, à travers l'incendie qui s'appelle la guerre avec son cortège de meurtres et de misère. **Adolf Hitler** lui-même confiait à l'ambassadeur de la France qui lui déclarait la guerre en 1939, qu'il fallait avoir peur de « ce M. Trotsky », que son adversaire **Winston Churchill** considérait d'ailleurs depuis longtemps comme l'ennemi n° 1.

Contre la révolution aujourd'hui ? Bien sûr. Toutes les forces étaient bandées à cette fin, dans tous les pays capitalistes et dans l'univers stalinien. Ecraser la révolution aujourd'hui, au prix de millions de cadavres, pour qu'elle ne revienne jamais saccager leurs espoirs d'un monde concentrationnaire et rentable, c'était l'objectif essentiel de leur lutte, barrer la voie de la révolution pour l'éternité.

Il est plus difficile à quelqu'un de notre XXI^e siècle de comprendre que c'est pour des raisons analogues que les dirigeants d'aujourd'hui bannissent avec autant de sévérité la révolution qui pointe à l'horizon que celle d'aujourd'hui et celle de demain. Toute révolution est à leurs yeux malfaisante. Toute révolution est pour eux criminelle, toute révolution engendre le crime et généralise misère et détresse. Voilà leur rengaine, celle des **Erich Nolte et Stéphane Courtois**, afin de tuer l'espoir jusque dans la conscience des jeunes générations.

C'est pourquoi les révolutionnaires ont un dur combat à mener sur le terrain de l'histoire. La lutte pour l'histoire, contre les mensonges des professionnels de la calomnie, du mouchardage et de la défiguration de la réalité, concerne avant tout la jeunesse et constitue un élément décisif de son combat d'aujourd'hui pour l'arme intellectuelle, révolutionnaire par excellence, qui s'appelle le marxisme.

C'est grâce à l'histoire, grâce au marxisme, qui permet l'analyse et l'interprétation des événements dans le conflit entre les classes qui sous-tendent tous les autres développements, que le mot et la notion d'« expérience » prennent un sens, car ceux qui ne peuvent rien apprendre de l'histoire sont voués à la répétition.

L'Amérique latine est aujourd'hui un livre ouvert où l'on peut retrouver les formes sociales et politiques dégagées aux siècles précédents par l'analyse marxiste. Ce n'est pas par hasard que le peuple bolivien a appelé « *Communards* », ces militaires qui, comme ceux de 1871 en France, ont choisi contre leurs chefs et les politiciens pourris le camp des manifestants paysans le 21 janvier dernier.

A Cochabamba, contre la société capitaliste qui croyait pouvoir monopoliser l'eau qui est aussi le droit à vie, c'est un vrai soviétique qui a triomphé avec la *Coordinadora* qui a mené la lutte, rejointe par les étudiants, les paysans, les fonctionnaires et finalement les soldats qui ont « mis la crosse en l'air » : ainsi, tous ensemble ont-ils mis à genoux l'ancien dictateur **Banzer**.

On me permettra de dire que ce sont les leçons essentielles du marxisme, celles des alliances, de l'alliance avec la bourgeoisie qu'on appelle Front populaire et de l'alliance de tous les opprimés qui s'appelle Front unique, qui permettront de mieux tirer les leçons de la magnifique lutte des étudiants de l'UNAM de Mexico et de comprendre que les couches socialement inférieures de la société sont les porte-drapeaux des revendications les plus avancées, y compris celles de démocratie et de libre expression des divergences.

Oui, il faut empêcher la petite-bourgeoisie de trahir un combat engagé en commun, il faut l'empêcher d'être le champion, prêt à les trahir, des droits et libertés démocratiques, mais il ne faut pas lui abandonner cette revendication qui est notre drapeau à nous. Ils sont, nous disent-ils, pour la démocratie véritable ? Alors qu'ils suivent les plus nombreux et les plus pauvres, comme les

révolutionnaires disaient avant même **Karl Marx**, et les organisations qu'ils se sont démocratiquement donnés.

Un biographe de Trotsky, **Isaac Deutscher**, a voulu en faire un « prophète ». C'est vrai qu'il a compris, avec la « révolution permanente », que la Russie commencerait la révolution mondiale, qu'il a prédit les résultats pour l'humanité de la victoire du nazisme en Allemagne et de la capitulation / désunion des socialistes et communistes devant lui. Il est vrai qu'il est le seul à avoir prévu la *Shoah*, le massacre des Juifs dans toute son ampleur.

Ces « découvertes », ces « prophéties » réalisées, n'étaient que le sous-produit d'une prophétie plus vaste sur l'avenir de l'humanité, la victoire du socialisme sur la barbarie, la victoire à l'échelle mondiale d'une nouvelle Internationale. Trotsky l'a prophétisé, mais rien ne s'est encore produit d'irréversible et l'avenir de l'humanité n'est pas encore tranché.

La jeune génération a sur les épaules une lourde charge. Elle doit en effet transmettre son héritage, changer en vie et en actualités les leçons et les études. Mais elle se doit aussi de contredire, de critiquer, de mettre à jour, voire d'innover, de ne pas traiter en catéchisme ses leçons et ses enseignements, sa règle d'or étant le besoin de vérité et le trésor que constitue pour l'humanité la liberté nouvelle à conquérir.

Souvenirs de Raoul Faure

Raoul Faure, fils de marinier, était né en 1895, est mort en 1986. Instituteur, très jeune militant syndicaliste, puis socialiste, il est un des fondateurs de l'ARAC, et l'un des dirigeants du courant communiste de la Fédération unitaire de l'Enseignement dans l'Isère. Il quitte le PC en 1931 et, à l'appel de Dommanget, trouve un asile pour Trotsky en Isère chez son collègue Laurent Beau. Il raconte ici leur première rencontre dans un manuscrit de souvenirs inédits.

J'ai connu Trotsky et j'ai réalisé, en lui procurant asile, une des actions de ma vie « sociale » que je revendique avec fierté, comme celle d'un Homme Libre, qui, n'étant pas trotskyste, pas plus qu'il ne fut gaulliste ni pétainiste, ni raciste, ni stalinien, a utilisé ses compétences et ses connaissances pour procurer un gîte refuge à un proscrit sans visa. (Le livre de Souvarine m'avait convaincu de la malfaisance de Staline... Il n'avait pas convaincu Raffin [- Dugens])

Je relève dans « *Le syndicalisme de l'enseignement* » édité par Pierre Broué, pp. 264 :

« De Montpellier, lieu du congrès de la Fédération de l'Enseignement, partirent, le 6 août 1934, Maurice et Eugénie Dommanget ; Gilbert et France Serret ; Jean et Suzanne Aulas, tous nos amis, tous actuellement décédés – dont Gilbert, tué par la Milice ».

Alberthe et moi étions partis les premiers. Nous trouvâmes assis sur la margelle du bassin de l'école, nous attendant, nos amis Marguerite et Laurent Beau, qui hébergeaient les proscrits à Domène, Léon Davidovitch et Natacha.

Dans notre maison, nous étions tous émus. France Serret arrivait avec une gerbe de roses pour Natacha. Des larmes d'émotion et de joie brillaient dans tous les yeux. Trotsky nous dit que c'était un grand honneur que nous lui faisons. « *C'[est] la première fois, dit-il, que je suis en présence d'une telle assemblée* ». Hélas, je crois bien que ce fut la dernière.

Léon et Natacha avaient le ferme espoir de retourner en URSS et ils promirent à Josette, notre fille, de lui envoyer un petit ours qu'elle pourrait garder jusqu'à ce qu'il soit adulte.

Lors de nos promenades champêtres, nous avons pu offrir à nos amis quelques joies simples ; joies « d'homme » et de « femme », les dernières de leur vie peut-être.

Souvenirs en vrac et en désordre, p. 35.

Erwin H. Ackerknecht

Souvenirs sur Trotsky

Présentation de Pierre Broué

C'est à l'une de nos dernières rencontres qu'Erwin H. Ackerknecht (Bauer) que j'avais longuement interrogé sur Trotsky et leur travail commun (il avait été secrétaire international de l'Opposition de gauche) me donna quelques feuillets froissés et déchirés, très exactement quatre, mais il manque la page 1. Il me dit qu'il avait écrit ce texte plusieurs dizaines d'années auparavant, sur Trotsky, à la mort de ce dernier, six années après leur rupture. Classant de vieux papiers, il l'avait relu, puis jugé mesquin et même injuste, exprimant une rancune personnelle, et l'avait jeté. Ensuite, pensant, me dit-il, « à des gens comme vous », il l'avait récupéré dans sa corbeille à papiers. Je le voulais bien, mais il me dit que, si je voulais publier ce que j'en pourrais déchiffrer, il me faudrait attendre 30 ans après sa mort à lui, les jugements portés étant trop sommaires. C'étaient les siens quand il avait écrit sur le coup, mais il était mal à l'aise pour se justifier. Il ne se souvenait pas de ce qu'étaient « les erreurs énormes », les opinions « ridicules », les « sophismes » qu'il attribue à Trotsky dans ce texte. Il y a quarante ans qu'Erwin (Bauer) est mort. Ce texte est un beau témoignage sur son auteur et sur Trotsky. On peut le publier sans gêne.

[...] Il était grand, très large, il avait les jambes courtes du cavalier ; il était en effet bon cavalier. Son goût pour la chasse et la pêche n'était pas du snobisme citadin, mais un besoin élémentaire. Il les satisfaisait avec autant de naturel qu'il avait nagé et dansé dans sa jeunesse avec les garçons de son village natal.

Du noble, il tenait le goût d'un certain luxe (d'ailleurs très modéré) et un dédain absolu de l'argent. Ses mœurs étaient chevaleresques ; une amabilité et un politesse exquise, une certaine réserve, de l'aversion contre les manières et expressions grossières, une certaine élégance. Chevaleresque était aussi son amour du combat et son dégoût subit pour les luttes trop sales. D'autre part, c'était un homme né pour commander et qui faisait quelquefois un usage un peu immodéré de ce don.

De son passé rural il lui restait une admiration étonnamment naïve (vu l'ensemble du personnage) pour la technique moderne, trait si répandu chez les Russes de sa génération.

Il tenait un peu du chevalier sous tous ses aspects – même sous celui de don Quichotte – quand il s'attaquait à une petite idiotie quelconque avec la même ardeur déplacée que feu le chevalier de la Manche attaquant les moulins à vent.

Très tôt il se dégageait déjà de lui une grande force. Des hommes âgés m'ont raconté l'impression que faisait ce jeune homme inconnu de 22 ans prenant contact pour la première fois avec les cercles dirigeants du parti à Paris et à Londres. On était plutôt choqué de son manque de respect pour les autorités reconnues et de sa grande confiance en lui mais il n'était pas ridicule pour autant, car on avait tout de même le sentiment qu'il avait l'étoffe de justifier ces aspirations.

Cela n'avait pas changé quand je l'ai vu vingt ans plus tard, alors qu'objectivement il n'était plus qu'un vieil homme dépassé par l'histoire et condamné à la fin qu'il a maintenant connue. Il ne s'en apercevait pas. Toute sa personne exhalait la force. Ses yeux, d'un gris vert peu agréable, étaient, quand il parlait, pleins d'un tel feu qu'on les croyait noirs.

Cette grande force psycho-physique en faisait un orateur inoubliable, un orage ordonné. Elle le servait dans tous les domaines de son travail. Et c'était un très grand travailleur. Ce qu'il a fait dans les quelques années où il était au

pouvoir, l'histoire le raconte. Le travail qu'il a accompli en exil n'était pas moindre, au moins sous l'angle quantitatif.

Avec cette force, il était un grand séducteur. Combien de gens étaient incapables de résister à ses arguments non pas parce qu'ils étaient justes, mais à cause de la force communicative avec laquelle il les professait. Combien de gens, jeunes et vieux, tragique cortège d'assassinés, se sont sacrifiés pour lui, beaucoup encore plus liés à sa personne qu'à la cause commune. Séducteur, il l'était d'ailleurs aussi bien pour lui-même que pour les autres car sa force entraînait souvent son jugement.

Ceux qui ne l'ont connu que par ses écrits, avec son ironie tranchante, doivent penser, et pensent que c'était un homme hautain et dur. Mais c'est le contraire qui est vrai. Comme presque tous les êtres assez forts, c'était au fond un être personnellement bon et simple.

Naturellement, comme il ressort de ce que j'ai dit et de ce que j'ai encore à dire, c'était un homme réservé et un peu détaché du monde, et le travail primait tout chez lui. Mais, dans ces limites, il était d'une extrême bonté et simplicité. Il n'était pas seulement un époux et un père très tendre, mais aussi un bon camarade. A sa table d'hôte, on blaguait beaucoup et le maître de maison encaissait aussi bien les flèches qu'il les envoyait.

J'ai vu le Vieux monter les étages de sa maison pour porter le dernier journal à un jeune ami. J'ai vu l'ex-généralissime de la plus grande armée du monde faire très naturellement la vaisselle de sa compagne, parler longuement et cordialement avec un ouvrier quelconque sur un banc bien dur, etc. Si, dans ses lettres, il demandait des nouvelles des enfants des amis, c'était plus que des formules stéréotypées de politesse.

De façon générale, il faut dire qu'une grande partie des révolutionnaires russes dont les polémiques effraient par leur grossièreté, leur malhonnêteté et leur haine, étaient très différents de leurs collègues européens plus civilisés et durs – d'une grande bonté personnelle avec un sens très développé de la solidarité. Lénine, on le sait, a payé des pensions pour ses vieux camarades mencheviques qu'il avait anéantis politiquement, déshonorés personnellement, chassés en exil et qui, pour leur part, ne cessaient pas de l'accabler sous les pires accusations. Les contradictions étaient inévitablement très grandes chez les gens

nés dans un milieu aussi extraordinaire et contradictoire que l'était la Russie d'avant-guerre.

Mais c'était la force qui était l'un des traits les plus saillants du personnage, c'est cette force élémentaire (beaucoup plus que son intelligence, si grande fût-elle, et que son talent d'écrivain), qui lui a permis de jouer son rôle. Et c'est cette même force qui l'a perdu, parce qu'au fond, elle était aveugle !

Cette hypothèse peut surprendre pour un homme qui a laissé tant de réalisations dans un laps de temps si court, qui a manifesté tant de perspicacité dans ses analyses politiques. Mais une étude de ses erreurs et de ses échecs, plus importants encore que ses succès, impose cette constatation. Dans les limites du normal, c'était l'homme le plus subjectiviste que nous ayons jamais vu, type vraiment classique de ce que les différentes écoles de psychologie appellent « *introverti* », « *autistique* », « *schizothymique* », etc. C'était un homme qui, au fond, avait très peu de contact avec le monde extérieur (détail significatif, il était très myope depuis sa prime jeunesse). Un des traits les plus frappants et les plus funestes de son caractère était son incapacité à juger les hommes qui étaient donc habituellement pour lui d'abord des anges et ensuite, après la déception, des démons. Mais précisément les hommes ne sont presque jamais ni anges ni démons. Je l'ai entendu raconter brillamment des douzaines d'anecdotes sur ses contemporains et je me suis toujours étonné qu'il m'en restât si peu, beaucoup moins qu'avec des narrateurs moins brillants. Mais c'était parce qu'il ne s'agissait pas de descriptions de X et Y mais de Trotsky et X ou Trotsky et Y.

Ce n'était pas un amour-propre excessif qui déformait ses histoires, mais une certaine incapacité à voir en-dehors de lui. Cet homme liait d'ailleurs un stoïcisme et une décision froide à une très grande sensibilité. Quand un des siens était mort, il s'enfermait, incapable de parler ou de travailler pendant des semaines. Dans la grande crise du pouvoir après la mort de Lénine en 1924, quand il croulait sous les calomnies et qu'il fallait agir, il tomba soudain malade, se tut, ne fit plus rien. Mais au fond ce n'étaient ni le dédain ni la peur du monde qui le conduisaient là. C'était un défaut organique. Entre le monde et lui se dressait un mur qui ne s'est peut-être ouvert qu'une seule fois. Derrière, il avait bâti, avec les éléments du monde extérieur, un autre monde étrange et défiguré et se mouvant surtout sur le rythme insensé de son dynamisme. Et c'était dans ce monde-là qu'il vivait, et il était pour lui le seul. Cela semble

expliquer bien des erreurs qu'il a commises, quelquefois grotesques, ses accès d'aventurisme, son entourage parfois pénible.

D'où l'incapacité bien connue du grand organisateur de l'Armée rouge de construire en un délai normal une organisation politique solide, si petite soit elle. D'où la sincérité absolue avec laquelle il pouvait défendre les sophismes les plus absurdes. C'est cela qui lui interdisait le succès en dépit de ses immenses qualités. Il avait eu la chance extraordinaire que le monde extérieur s'était mis à deux reprises à tourner au rythme fou de son propre intérieur (1905 et 1917-1921) Et là, tout d'un coup, il put communiquer avec le monde, devint efficace, devint le leader, l'expression de millions. Le tourbillon passe, il reste grand mais redevient inefficace. Le puissant moteur tournant invariablement à une vitesse excessive, déchire toutes les transmissions avec les machines qui marchent maintenant plus lentement et tournent dans le vide sans se lasser jusqu'à ce que la main d'un misérable le détruise [...]

L'homme qui a fait souffrir tant d'autres hommes, a lui-même souffert comme rarement homme a souffert. La maladie, la prison, l'exil (il y a passé presque 25 ans), la mort tragique de ses quatre enfants, de ses amis les plus chers, la trahison des autres, la permanente menace de l'attentat ont ravagé cette vie. Mais ce n'était que parfois, dans l'ombre du soir, que l'on voyait la fatigue gagner ses traits. Cet homme, dans un certain sens mort depuis fort longtemps, semblait impérissable par sa force et son entêtement. Sa mort, dramatique comme sa vie, lui a épargné l'expérience d'une lente extinction.

Notes de lectures

Ryszard Kapuscinski, *Imperium*, 10/18, 1994.

Je ne connaissais pas Ryszard Kapuscinski. Je veux dire que je l'avais vu cité, mais jamais lu. J'ai sur mon bureau deux livres de lui. J'ai commencé par *Imperium*. Ce sont des récits des visites ou des « rencontres » de ce jeune Polonais avec l'Empire de Staline et de ses successeurs.

Je suis sûr que Ryszard Kapuscinski est ce que nous appelons un réactionnaire, et de toute évidence un anticommuniste primaire endurci et déterminé. Cela ne me dérange nullement. C'est un grand reporter, comme il y a de grands peintres, de grands photographes, de grands cameramen. Il suffit de regarder leurs tableaux, leurs photos, des bouts de leurs films. Lui, il suffit de le lire, même de se contenter de le parcourir pour être pris, comme moi, par le tragique des temps où il a vécu et d'abord celui de son enfance.

Il avait sept ans.

Sept ans. Son papa est au front, comme officier. Il est parti avec des bottes et un bel uniforme. Ils étaient en vacances, mais ils doivent rentrer chez eux, à Pinsk. Ils parviennent en vue de leur ville, après plusieurs jours de voyage, fin septembre.

C'est l'enfant qui se souvient avec les explications qu'il a trouvées plus tard :

« Quand au loin apparaissent les maisons de la ville, les arbres du beau parc et les clochers des églises sur la route à côté du pont surgissent des marins. Ils ont de longs fusils, des baïonnettes pointues et sur leurs bérets ronds, des étoiles rouges. Il y a quelques jours, ils ont accosté [...] Ils nous tiennent à distance. "Ne bougez pas !" hurlent-ils en nous mettant en joue. Soutenue par un groupe de femmes et d'enfants, maman leur demande grâce : "Dites-leur d'avoir pitié de nous", nous supplie nos pauvres mères paralysées de peur mais que pouvons-

nous faire, nous autres, pauvres enfants ? Nous restons à genoux sur la route, à sangloter les bras tendus ».

A l'école, tout est nouveau. Et d'abord, ces petits Polonais commencent par l'étude de la langue russe. Il faut apprendre l'alphabet. Pas à partir de la lettre A. A partir de la lettre S. Pourquoi la lettre S ? Parce que c'est la première lettre du nom de **Staline** – qui est-ce ?, mais les mamans ont dit qu'il ne fallait plus poser de questions – ou parce que le seul livre disponible est un livre de Staline, *Problèmes du léninisme*, exemplaire unique ? Nous ne le savons pas encore aujourd'hui et les enfants polonais moins encore en 1939.

L'enfant Ryszard a remarqué un mot qui frappe les adultes : « *NKVD* » Quand ils en parlent, ils baissent la voix, chuchotent. Les hommes du NKVD sont importants car, si les soldats sont en guenilles, vêtus de sacs en toile fermés par une ficelle, eux ont d'élégants uniformes. Ils viennent à l'école avec des chemises blanches et des foulards rouges pour les enfants, et leur disent qu'ils doivent entrer aux Pionniers, l'organisation des jeunes enfants russes communistes mais personne ne sait ce que c'est, seulement que les chemises sont propres et bonnes à prendre. Les NKVDistes distribuent des insignes : « *Vos dirigeants* », dit le maître. Ils sont neuf. Le plus gros s'appelle Staline, et ils comprennent que c'est lui le chef des chefs. Bientôt commence un petit trafic d'insignes, le marché noir des enfants avec les images de « leurs » chefs et les jeux s'organisent autour d'elles (Pokemon avant la lettre !).

Mais c'est la tonalité tragédie qui l'emporte. Tragédie que l'arrivée à la gare de charrettes chargées de gens et de balluchons, des gens « *morts de fatigue et de peur* » que les soldats surveillent, leurs armes pointées. A la question du fils, la maman répond que la déportation a commencé, mais elle ne dit pas ce qu'est la déportation et se contente de pleurer. L'enfant ne comprend pas. Tragédie aussi que le retour du père, soudain, en pleine nuit, en haillons, lui qui était parti fringant officier, semblant terrorisé. L'enfant comprendra plus tard que, fait prisonnier, il s'est évadé Au petit matin, il a disparu et c'est en vain que l'enfant le cherche et rêve longtemps qu'il le retrouve.

La nuit suivante, des soldats russes viennent chercher le père : ils le veulent, l'exigent, menacent, lèvent les bras pour frapper la maman qui implore puis, soudain, décident de la prendre avec eux. Angoisse et terreur, ils essaient de l'entraîner. C'est la petite sœur « *enragée, avec une détermination féroce* »

qui saute sur ses persécuteurs, les frappe, les mord, les griffe. Le chef décide alors brusquement qu'on s'en va et les soldats lâchent la maman et sortent. Avons-nous rencontré un homme véritable ? Chez les Russes ? Cela nous semble possible. Mais le petit garçon ne s'intéresse pas à cette question, il est content d'avoir gardé sa mère car il sait maintenant ce qu'elle a risqué et ce qu'est la déportation.

Les enfants en parlent entre eux. Ils en connaissent le scénario par cœur. Toujours la nuit, arrivent des soldats qui font sortir les habitants à coups de crosses, saccagent la maison, y brisent tout. Quinze minutes pour faire les bagages, puis on embarque dans la carriole qui mène tous les habitants des maisons agressées à la gare. Ryszard explique les conclusions de l'enquête des jeunes qui ont réussi à tout voir. On remplit les wagons :

« Remplir un wagon, cela veut dire pousser les gens à l'intérieur, à coups de crosses, jusqu'à ce qu'on ne puisse plus y glisser une épingle ».

A l'école aussi, il y a la marque de la déportation, ce sont les camarades qui se mettent à manquer, dont on ne parle plus jamais. Personne ne demande pourquoi. Un matin, c'est le maître qui n'est pas là. Le directeur les renvoie à la maison, leur dit de revenir le lendemain, qu'il y aura un nouveau maître. Ryszard raconte :

« Je rentre à la maison, abattu. En traversant les voies, j'entends une voix familière. Dans la porte d'un fourgon, j'aperçois le visage de notre instituteur. Il agite la main dans ma direction. Ciel ! Je me précipite vers lui. Mais en une seconde un soldat m'a rattrapé : il me frappe à la tête, si fort que je tombe à la renverse. Je me relève, étourdi, j'éprouve une douleur aiguë. Le soldat lève encore le bras, mais ne me frappe pas. Il me crie seulement de foutre le camp et me traite de fils de chienne ».

Etait-ce le deuxième homme véritable, cachant sous les coups et le bruit une réelle compassion ? Ryszard ne se pose pas la question. Son sujet l'entraîne plus loin, la famine s'installe. En revenant d'une expédition nourriture, il assiste à un départ de déportés :

« De l'embranchement ferroviaire nous parviennent des gémissements et des pleurs. Soudain ils deviennent plus sonores, déchirants. Des charrettes circulent de wagon en wagon. Les prisonniers y chargent ceux qui sont morts de froid et de faim pendant la nuit. Derrière les charrettes marchent quatre hommes du

NKVD qui comptent, prennent des notes encore et encore et passent au suivant. Ils ferment les portes ».

Il raconte aussi qu'affamés autant que désespérés ses camarades et lui sont allés mendier de quoi manger aux sentinelles et qu'une d'elles leur a donné un affreux tabac qui calmait la faim.

Sans doute était-ce le troisième de ces hommes véritables. Ils ne nous en fera plus rencontrer.

La deuxième visite de Ryszard Kapuscinski dans l'*Imperium* date de 1958. A l'arrêt du Transsibérien, il est littéralement ahuri de voir les rangs serrés de militaires et les chiens affamés qui accueillent le train et terrorisent les passagers pour faciliter la fouille et, bon observateur, fait quelques remarques précieuses !

« Le pire, ce sont les livres. C'est une calamité d'en avoir. Vous pouvez voyager avec une valise de cocaïne et un livre par-dessus. Les douaniers ne s'intéresseront pas à la drogue mais se rueront sur le livre. »

A Vorkouta, le nombre des victimes l'impressionne. Le passé n'est pas mort :

« Certes, depuis le stalinisme, il est passé de l'eau sous les ponts, mais la mémoire de cette époque est vivace et les leçons, les traditions et les réflexes qu'elle a laissés subsistent dans la conscience collective et continuent longtemps à déterminer le comportement des hommes ».

Lorsque l'on sait le nombre d'hommes et de femmes qui ont travaillé et péri à Vorkouta on ne peut pas ne pas être saisi par la description qu'il fait d'un de ses déplacements, d'un arrêt d'autobus au domicile d'un mineur :

« A peine sorti de l'autobus, je perds tout sens de l'orientation. Tout d'abord je prends conscience que je suis dans les ténèbres les plus complètes. Au début, je ne distingue absolument rien, mais quand ma vue commence à s'accoutumer à l'obscurité, je vois autour de moi de grandes montagnes de neige dont les sommets sont constamment balayés par de puissantes rafales de vent projetant vers le ciel d'énormes nuages blancs ; on a l'impression que de leurs cimes jaillissent sans répit des geysers de lave blanche. Partout ce ne sont que monts de neige, aucune lumière, aucun homme. Par-dessus le marché, il fait un froid si terrible que je suis incapable de respirer profondément. »

Théoriquement le voyageur est venu ici pour rendre compte d'une grève. Il écrit que c'est aussi pour effectuer un pèlerinage.

« Car Vorkouta est un haut lieu du martyre, un sanctuaire. Dans les camps de Vorkouta ont péri des centaines de milliers d'hommes : combien exactement ? Personne ne pourra jamais le dire ; les premiers prisonniers furent amenés ici en 1932, les derniers libérés en 1959. La plupart sont morts en construisant la ligne de chemin de fer qui charrie le charbon d'ici à Arkhangelsk, Mourmansk et St-Pétersbourg [...] et c'est à l'occasion de ce chantier qu'un officier du NKVD aurait dit : "Nous allons manquer de traverses ? Ce n'est pas grave ! Nous nous servirons de vous".

Et il en fut ainsi. Le long de cette ligne, sur des centaines de kilomètres s'étend un cimetière aujourd'hui invisible à l'œil nu. C'est seulement en parcourant la toundra à proximité du remblai, ce qui n'est possible que dans les deux ou trois mois de l'année sans neige, que l'on découvre ça et là, de petits piquets vermoulus sur lesquels sont clouées des planchettes en bois. Si on lit A 81, cela veut dire qu'en cet endroit sont enterrées mille personnes ».

Kapuscinski cite ici longuement un texte de Marian Marek Bilewicz, la mort atroce par le froid (probablement une vingtaine par jour). Revenu à Moscou pour se réchauffer, il passe ensuite en Bachkirie où, écrit-il, on attend « *pour demain la révolte des Bachkirs* ». Il croit que « *ni la terreur, ni les persécutions, ni les camps, ne pourront faire perdre aux Bachkirs leur identité nationale. [...] Si le Bachkir libéré, émancipé, conscient de son intérêt national, se met à regarder autour de lui, que verra-t-il, que constatera-t-il ?* »

Il s'apercevra tout d'abord qu'une moitié seulement de la Bachkirie historique se trouve à l'intérieur des frontières de l'actuelle « république autonome », que son pays a été transformé en une immense usine dont les émanations empoisonnent l'atmosphère, ce pour quoi personne ne lui a demandé la permission et qui ne lui rapporte rien.

Le chapitre sur « *les brumes éternelles de la Kolyma* » concerne plus, lui, l'histoire soviétique puisqu'il donne nombre de détails et informations sur le fameux camp de Magadan, créé par le Comité central le 11 novembre 1931, le Dalstroï chargé de l'extraction de l'or, de l'argent et autres minéraux ; le premier chef en est le général NKVD **Reingold Berzine**, 43 ans, et le transport de la main d'œuvre se fait par bateau, au prix de pertes énormes.

Sur le *Kim*, 3000 détenus se soulèvent, qu'on noie dans l'eau glacée. C'est dans ces transports que se prépara la grande grève de la Kolyma et de Magadan

sous une troïka trotskyste, mais Ryszard ne semble pas le savoir. Il cite longuement ses interlocuteurs à propos du colonel **Stepan Garanine**, chef des camps, 39 ans à son arrivée en 1937, qui fit fusiller des dizaines et parfois des centaines de prisonniers par jour, le total des victimes de Magadan étant évalué à 3 millions pour toute la période. De terribles pages évoquent à travers des témoignages de vieilles gens la Grande Famine d'Ukraine en 1932 qu'il qualifie de « véritable génocide » car elle fut, selon lui, délibérément organisée. Il ne prend pas parti cependant dans la querelle qui divise les historiens sur les raisons qui déterminèrent Staline à déclencher une opération d'une telle envergure et expliquer comment il a pu croire qu'on allait ainsi renforcer son pouvoir. Le livre de Ryszard Kapuscinski s'achève sur la période qui a suivi la *perestroïka/glasnost*, avec des raccourcis, des suggestions brillantes, mais, respectant la limite que trace la politique, nous laissons aux correspondants de presse le soin d'évaluer les témoignages qu'il cite à propos du conflit sur le Haut-Karabakh, du putsch, de la démission de **Mikhaïl Gorbatchev**, de la division des « démocrates » et de l'aveuglement des « rouges/bruns ». Peut-être avons-nous cité et résumé ici trop longuement ce livre ? C'est parce que nous souhaitons sincèrement que tous nos lecteurs qui s'intéressent à la Russie et aux pays de son ancien empire lisent ce reportage vivant, écrit par un homme compétent, courageux et bien informé, un des piliers sur lesquels se fondent aujourd'hui des secteurs indépendants d'une opinion publique. De ce point de vue, nos divergences avec le grand reporter polonais ne peuvent nous empêcher d'exprimer notre admiration pour son travail et l'importance de son information.

Nous le disons : il a, dans une large mesure, réussi dans une difficile entreprise. Le dire est pour nous une obligation morale, car c'est cela que doit être le marxisme, aujourd'hui, ce « marxisme aujourd'hui » que nous voulons promouvoir, ouverture, capacité d'écoute, respect des différences, liberté totale d'examen.

AJ

Courrier

Cher camarade Broué,

Tu confesses dans ta critique d'Alexandre Adler que tu ignores totalement qui est Paul Mourouzy, source de l'auteur en question. C'est dommage. Il ne faut jamais perdre une occasion de s'instruire et j'ai trouvé ce que tu n'avais probablement pas cherché. Facilement, dans une librairie, sur la dernière de couverture de son livre sur Lénine, que j'ai ainsi été dispensé d'acheter.

Selon la pub de son éditeur, M. Paul Mourouzy est « *historien, romancier, dramaturge, poète, journaliste et conférencier international* ». Le même texte explique que le but de Lénine était « *la destruction du monde* »...

Il assure :

« *Ni la morale ni la religion, ne purent retenir la tragique exaltation de son esprit. Le Créateur lui-même ne pouvait se mesurer à lui. A un enfant qui lui demandait si Dieu existait, Lénine se contenta de répondre "Dieu, c'est moi" ».*

C'est donc là que M. Adler va chercher ses informations : apparemment ni la morale, ni la religion, ni le respect de ses lecteurs ne le retiennent quand il s'agit de salir un révolutionnaire.

Merci de publier ma lettre ou un extrait.

Aurélien Bernard

PS Je n'ai pas eu le courage d'ouvrir ce livre. Un lecteur le fera-t-il pour nous dire si M. Mourouzy traite Rakovsky comme le prétend Adler, ou pire ?

Les départs

Raymond Gorin dit Rodier (1916-2000)

Raymond Gorin est mort le 20 novembre 2000. Il était étudiant en médecine quand il avait rejoint le mouvement trotskyste (branche Molinier) et y milita pendant la guerre. Il était membre du Comité central lors de l'unification. Par la suite, accaparé par son travail de médecin et chercheur, agrégé de médecine, il abandonna l'activité politique sans cesser de s'y intéresser.

par



Achévé d'imprimer,
d'après les documents fournis,
en janvier 2001
IMPRIMERIE LIENHART
à Aubenas d'Ardèche

Dépôt légal janvier 2001

N° d'imprimeur : 2898

Printed in France

OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des Œuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10^e), et de la Brèche, 8, rue de Romainville, Paris (19^e).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 90 F

Cahiers Léon Trotsky □ **Institut Léon Trotsky**